4 - I (S.E. 1974) — N° 8

CONSEIL CULTUREL

DE LA

COMMUNAUTÉ CULTURELLE FRANÇAISE

Session extraordinaire de 1974

28 JUIN 1974

Budget des Affaires culturelles
de la communauté culturelle française pour l'année budgétaire 1974

RAPPORT

PRESENTE AU NOM DE LA
COMMISSION DE LA POLITIQUE GENERALE (1)
PAR **M. José DESMARETS**

---

(1) Cfr. Art. 50 du Règlement d'ordre intérieur.
Voir doc. Conseil :
4 I (S.E. 1974) - Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7;
4 III (S.E. 1974) - Nos 1, 2 et 3;
4 IV (S.E. 1974) - Nos 1 et 2;
4 V (S.E. 1974) - Nos 1 et 2;
4 VI (S.E. 1974) - Nos 1, 2 et 3;
4 VII (S.E. 1974) - Nos 1 et 2;
4-VIII (S.E. 1974) - N° 1.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'examen des différents secteurs formant le budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle française pour 1974 avait débuté devant votre commission de la Politique générale les 15 et 22 janvier 1974. Interrompue par la dissolution des Chambres, cette discussion a été poursuivie et s'est achevée au cours des réunions des 30 mai et 27 juin (1).

Après une première discussion générale et conformément aux articles 49 à 53 du règlement d'ordre intérieur du Conseil, votre commission a renvoyé les différents secteurs budgétaires aux commissions spécialisées compétentes.

Le plan de ce rapport a été établi d'après les phases successives de la procédure qui a été suivie; il comprend donc les trois parties suivantes :

1° Discussion générale préliminaire devant la commission de la Politique générale;

2° Travaux des commissions spécialisées;

3° Reprise de la discussion en commission de la Politique générale et votes.

---

(1) Ont participé aux travaux de la commission :

MM. Kevers (président) Barbeaux, Bertrand, Clerfayt, Damseaux, Defosset, Delhaye, Falize, Gondry, Gramme, Hubin, Knoops, Moreau, Paque et Desmarets (rapporteur).

Ont assisté à la séance : MM. Grafé, ministre de la Culture française et Cumps.

PLAN DU RAPPORT

PREMIERE PARTIE

DISCUSSION GENERALE PRELIMINAIRE
DEVANT LA COMMISSION DE LA POLITIQUE GENERALE

A. EXAMEN DU SECTEUR DE LA CULTURE FRANÇAISE.

1. Considérations générales sur le budget et classification fonctionnelle des dépenses.
2. Exposé introductif du ministre de la Culture française.
3. Discussion générale.

B. REPARTITION DES DIFFERENTS SECTEURS ET ARTICLES BUDGETAIRES ENTRE LES COMMISSIONS.

DEUXIEME PARTIE

TRAVAUX DES COMMISSIONS SPECIALISEES

I. *Secteur de la Culture française.*
1. Travaux de la commission de l'Enseignement.
2. Travaux de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente.
3. Travaux de la commission des Sports.
4. Travaux de la commission des Beaux-Arts.
5. Travaux de la commission de la Coopération internationale.
6. Travaux de la commission de la R.T.B.

II. *Secteur des Classes moyennes.*
— Travaux de la commission de l'Enseignement et de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente.

III. *Secteur des Communications.*
— Travaux de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente.

IV. *Secteur de la Santé publique et de la Famille.*
— Travaux de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente.

V. *Secteur de l'Agriculture.*
— Travaux de la commission de l'Enseignement et de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente.

VI. *Secteur des Travaux publics.*
— Travaux de la commission de la Politique générale.

VII. *Secteur des Dotations.*
— Travaux de la commission de la Politique générale.

TROISIEME PARTIE

REPRISE DE LA DISCUSSION GENERALE
EN COMMISSION DE LA POLITIQUE GENERALE ET VOTES

I. *Reprise de la discussion du secteur budgétaire de la Culture française.*

II. *Votes relatifs aux secteurs budgétaires du budget des Affaires culturelles pour 1974.*

III. *Vote sur l'ensemble du budget des Affaires culturelles pour 1974.*

Annexes.

PREMIERE PARTIE

DISCUSSION GENERALE PRELIMINAIRE DEVANT LA COMMISSION DE LA POLITIQUE GENERALE

La discussion générale a porté essentiellement sur le secteur de la Culture française; la commission a procédé ensuite à la répartition des différents secteurs budgétaires entres les diverses commissions.

A. Examen du secteur de la Culture française

1. Considérations générales sur le budget et classification fonctionnelle des dépenses

La croissance du budget de la Culture française s'établit à 15,86 p.c. par rapport au budget voté de 1973, soit à un taux supérieur à celui de l'ensemble du budget de l'Etat.

Le tableau repris ci-après établit l'évolution du budget de 1972 à 1974.

Tableau comparatif. — Budget de la Culture française de 1972 à 1974

Objet	1972 Dépenses réelles	1973 initial	1973 ajusté	1974	1974-1973 initial		1974-1973 ajusté	
					en chiffres absolus	%	en chiffres absolus	%
Partie I. — **Enseignement.**								
Section I. — Enseignement artistique . .	428.311	466.260	550.861	521.702	+ 55.442	11,89	— 29.159	— 5,29
Partie II. — **Education permanente** . . .	325.340	351.000	345.722	392.738	+ 41.738	11,89	+ 47.016	13,6
Section II. — Jeunesse et Loisirs. . . .	245.476	263.200	260.709	314.833	+ 51.633	19,62	+ 54.124	20,76
Section III. — Education physique et Sports	79.864	87.800	85.013	77.905	— 9.895	— 11,27	— 7.108	— 8,36
Partie III. — **Activités culturelles** . . .	1.187.488	1.417.300	1.430.149	1.585.828	+ 168.528	11,89	+ 155.679	10,89
Section IV. — Arts et Lettres	368.500	386.100	400.605	434.528	+ 48.428	12,54	+ 33.923	8,47
A. Crédits activités culturelles . . .	328.555	339.912	355.014	380.691	+ 40.779	12,—	+ 25.677	7,23
B. Crédits pour activités scientifiques .	39.945	46.188	45.591	53.837	+ 7.649	16,56	+ 8.246	18,09
Section V. — Relations culturelles internationales	20.298	58.900	57.244	63.300	+ 4.400	7,47	+ 6.056	10,58
Section VI. — R.T.B. .	798.700	972.300	972.300	1.088.000	+ 115.700	11,90	+ 115.700	11,90
Total sans le crédit provisionnel . .	1.941.149	2.234.560	2.326.732	2.500.268	+ 265.708	11,89	+ 173.536	7,46
Crédit provisionnel .	—	—	—	88.725	—	—	—	—
Total crédit provisionnel compris . . .	1.941.149	2.234.560	2.326.732	2.588.993	+ 534.433	15,86	+ 262.261	11,27

Le taux d'augmentation de 1973 à 1974 (15,86 p.c.) est dû pour une part à la présence dans le budget d'une provision destinée à couvrir le coût de la nouvelle programmation sociale et la hausse de l'index. Ce crédit provisionnel qui sera réparti ultérieurement, s'élève à 88 725 000 francs. En faisant abstraction de ce crédit, le taux de croissance est de 11,89 p.c.

Ce taux de croissance a été appliqué à chacune des trois « parties » du budget. Comme vous le savez, chacune des « parties » obéit à une clé particulière de répartition entre les communautés, en agissant de la sorte, le ministre qui a préparé ce budget a équilibré la croissance entre les différentes parties. De très nettes priorités ont été accordées, ainsi qu'il ressort du tableau, aux secteurs de la jeunesse et des loisirs qui augmente de plus de 19 p.c. et, contrairement à ce qu'il paraît à première vue, à l'éducation physique, aux sports et à la vie en plein air. Il faut en effet se souvenir que ce secteur bénéficiera de nouveaux moyens financiers provenant des paris sur les courses de chevaux. Compte tenu de cet apport, l'accroissement de ses ressources extérieures atteindra en un an 47 p.c.

⁂

Le tableau comparatif reprend également le feuilleton d'ajustement de 1973. Seuls deux domaines ont bénéficié de crédits supplémentaires : l'enseignement artistique tout d'abord pour lequel ont été obtenu 120 millions de crédits supplémentaires destinés à apurer des arriérés, supporter le coût de la programmation sociale d'avril 1972 à décembre 1973 et couvrir l'ensemble des dépenses propres à 1973, les arts et lettres ensuite.

Dans ce domaine, 30 millions ont été accordés pour honorer une promesse faite d'appliquer au personnel artistique des grands organismes wallons d'art musical et lyrique, la programmation sociale octroyée au personnel correspondant de la R.T.B. et de l'O.N.B.

Le fait que les crédits figurant au budget de 1973 pour l'enseignement artistique ne couvrent pas uniquement des dépenses propres à cette année explique le signe négatif qui figure dans la colonne comparant le budget ajusté de 1973 au budget de 1974, signe qui, sans explication, peut surprendre.

⁂

Après ces brèves considérations générales, quelques commentaires sur le budget fonctionnel 1974 qui a été préparé sous le gouvernement précédent. Il s'agit d'une classification officieuse, sans valeur légale. C'est la première fois qu'un tel travail est entrepris au sein de la Culture française; c'est, en quelque sorte, un essai, qui peut certainement être affiné mais qui constitue déjà comme tel un intéressant instrument d'analyse de la politique culturelle menée par le département.

La classification détaillée du budget est reprise à l'annexe 1 du présent rapport.

Il faut avoir cette considération présente à l'esprit lorsque l'on examine tout document budgétaire dans le domaine culturel, l'action culturelle n'est qu'en partie quantifiable et cette quantification — là où elle est possible — se réalise souvent de manière plus significative par l'établissement de statistiques culturelles (fréquentation des manifestations, production cinématographique) que par l'analyse des dépenses culturelles.

Il n'en reste pas moins que la classification fonctionnelle de ces dépenses donne un éclairage nouveau de la politique culturelle, plus significatif que celui que fournit la classification économique traditionnelle.

Ont été retenues comme fonctions principales, pour établir une correspondance avec la structure administrative et budgétaire du département, les intitulés des sections budgétaires à savoir : enseignement artistique, jeunesse et loisirs, éducation physique et sports, arts et lettres, relations culturelles internationales et R.T.B.

Evolution de l'importance relative des grandes fonctions (1)

(En milliers de francs.)

	1972		1973		1974	
	Montants absolus	%	Montants absolus	%	Montants absolus	%
Enseignement artistique .	428.311 (CB) 50.692 (CP)		550.861 (CB) 17.608 (CP)		521.702 (CB) 43.600 (CP)	
	479.003	22,96	568.469	23,72	565.302	20,94
Jeunesse et Loisirs . .	245.476 (CB) 2.404 (CP)		260.709 (CB) 264 (CP)		314.833 (CB) 2.250 (CP)	
	247.800	11,88	260.973	10,89	317.083	11,75
Education physique et Sports	79.804 (CB) 1.003 (CP) 44.000 (RE)		85.013 (CB) 40.000 (RE) —		77.905 (CB) 900 (CP) 110.000 (RE)	
	124.867	5,99	125.013	5,22	188.805	7,00
Arts et Lettres . . .	368.500 (CB) 2.182 (CP)		400.605 (CB) 803 (CP)		434.528 (CB) 1.650 (CP)	
	370.682	17,77	401.408	16,75	436.178	16,16
Relations culturelles internationales . .	20.298 (CB)	0,97	57.244 (CB)	2,39	63.300 (CB)	2,35
R.T.B.	798.700 (CB) 44.484		972.300 (CB) 10.737 (CP)		1.088.000 (CB) 40.325 (CP)	
	843.184	40,43	983.013	41,03	1.128.325	41,80
TOTAL	2.085.914	100,00	2.396.120	100,00	2.698.993	100,00

(1) Crédits budgétaires (CB) + Crédits provisionnels (CP) + Ressources extérieures (RE).

La fixation de l'importance relative des fonctions suppose que l'on tienne compte de la répartition approximative entre elles des crédits provisionnels et que l'on ajoute aux moyens budgétaires dont dispose le secteur sportif les recettes de pronostics de football et de paris sur les courses de chevaux qui lui sont affectées. On constate alors que les moyens financiers consacrés à la Culture française recevront en 1974 l'affectation suivante :

— L'enseignement artistique : 21 p.c.;

— La jeunesse et les loisirs : 12 p.c.;

— L'éducation physique, le sport et la vie en plein air : 7 p.c.;

— Les arts et les lettres : 16 p.c.;

— Les relations culturelles internationales : 2 p.c.;

— La R.T.B. : 42 p.c. environ.

Les différences par rapport au budget de 1973 paraissent devoir être soulignées : on constate un tassement dans les secteurs de l'enseignement artistique et des arts et lettres, une stabilisation dans celui des relations culturelles internationales et un accroissement de près d'un pourcent dans le secteur de la jeunesse et des loisirs, de près de deux pourcents dans celui de l'éducation physique et les sports et d'un pourcent environ au profit de la R.T.B.

Ces données confirment la priorité accordée aux secteurs de l'éducation permanente directement ou au travers de l'instrument privilégié qu'offre à cet égard la R.T.B.

⁂

2. *Exposé introductif du ministre de la Culture française*

Lorsque le ministre de la Culture française s'est présenté devant la commission, il a tenu à faire remarquer que le présent budget avait été préparé par son prédécesseur auquel il s'est plu à rendre hommage (1).

De ce fait, le budget en discussion ne reflète pas nécessairement la politique de l'actuel ministre dans tous les domaines; il en assume néanmoins la responsabilité.

Ci-après vous voudrez bien trouver le texte de sa déclaration.

« Lorsque je me suis présenté devant le Conseil culturel, ce 21 mai, pour une première déclaration d'orientation de la politique culturelle, j'ai annoncé que je n'hésiterais pas à reprendre à mon compte, pour l'année en cours, le budget présenté par mon honorable prédécesseur. C'est ce que je fais aujourd'hui devant vous, en insistant sur le fait que cette attitude m'est inspirée avant tout par un souci de réalisme et d'efficacité. A cette époque de l'année une partie très importante des crédits est déjà consommée et des procédures sont en cours qu'il importe de ne pas enrayer. Compte tenu de ces circonstances, vous comprendrez l'importance que j'attache à ce que le budget qui vous est présenté puisse être voté aussi rapidement que possible par le Conseil culturel.

» Dès à présent, tous mes efforts et ceux de mon administration sont orientés vers la préparation du budget 1975. C'est à l'occasion de la présentation de ce budget que je me réserve de vous faire connaître la façon dont je compte mettre en œuvre les principes généraux et les priorités que j'ai récemment définis.

» Il va de soi cependant qu'en ce qui concerne l'année en cours certaines corrections s'avèrent dès à présent absolument nécessaires.

» Celles-ci vous seront proposées lors de la présentation des feuilletons d'ajustement 1974 et nous aurons l'occasion d'en débattre à ce moment. Je tiens toutefois à souligner dès aujourd'hui que ces corrections ne me semblent pas devoir faire l'objet de réserves ou de critiques. Il s'agit, pour une part, d'ajustements rendus nécessaires par l'augmentation du coût de la vie, avec l'ensemble des répercussions que cela entraîne. Il s'agit, d'autre part, de répondre à l'accroissement considérable de certains besoins que mon honorable prédécesseur connaît bien et qu'il n'aurait pas manqué, j'en suis certain, de chercher à satisfaire.

» Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les quelques très brèves réflexions que je voulais faire pour introduire cette discussion. Il ne m'a pas paru opportun, en effet, compte tenu des options que je viens de définir, d'abuser de votre temps en paraphrasant des commentaires qui ont déjà été fournis antérieurement, avec clarté et éloquence par mon honorable prédécesseur. »

3. *Discussion générale*

Un membre demande au ministre s'il est bien exact que des projets d'arrêtés royaux permettant d'octroyer des subventions aux écoles d'art musical subventionnées pour couvrir les salaires du personnel administratif sont actuellement à l'étude.

Le ministre annonce qu'il transmettra la réponse à la commission de l'Enseignement lorsqu'elle se réunira. Il met l'accent sur la complexité de la réponse à donner à cette question. En effet, celle-ci porte sur des textes qui sont discutés dans le cadre du Pacte scolaire.

Un autre membre regrette que l'absence d'un exposé sur la politique générale du ministre empêche une discussion réelle en commission.

Pour le ministre, le budget de 1974 élaboré par son prédécesseur, n'est plus qu'une formalité puisque les crédits sollicités sont presque tous dépensés. Il fera un exposé sur ses orientations en matière de politique culturelle lors de l'examen du budget de 1975. Par ailleurs, il invite à se référer à la déclaration générale qu'il a faite devant le Conseil culturel.

Un autre membre interroge ensuite le ministre sur ses intentions en ce qui concerne la situation difficile de l'Opéra et de l'Opérette de Wallonie.

Le déficit immédiat de l'Opérette de Wallonie se monte à 2 200 000 francs. Son déficit total au 30 juin 1974 atteindra le chiffre de 22 000 000 de francs. Le ministre annonce qu'une réunion à ce sujet se tient à son cabinet au moment où il parle. Il souligne qu'il est indispensable que l'Opérette apure ses dettes avant d'être dissoute et d'être incorporée dans le Centre lyrique de Wallonie, à créer. Pour ce qui est de l'Opéra, ses dettes se montent à 600 000 francs et concernent des sommes dues à l'O.N.S.S. Ces montants viennent d'être réglés.

Si les deux tranches de subsides destinées à l'Opérette de Wallonie ont été liquidées dès le début de l'année, l'Opéra n'a reçu qu'une partie de ses subsides; il est donc indispensable que l'on procède le plus vite possible à la liquidation de la deuxième tranche, ce qui permettrait d'assainir la trésorerie de l'Opéra.

(1) L'exposé introductif fait en janvier 1974 par M. Falize, alors ministre de la Culture française, est reproduit à l'annexe 15 du présent rapport.

Si l'on additionne la somme des déficits des deux organisations, on obtient une somme très importante qui ne figure pas au budget présenté. Une formule devra donc être trouvée afin de régler la situation de l'Opéra et de l'Opérette de Wallonie, dans le cadre d'une solution d'ensemble.

Un membre interroge ensuite le ministre sur la situation des théâtres dialectaux. Déjà sous le ministère précédent, le subside octroyé aux théâtres dialectaux, et en particulier au théâtre du Trianon, était nettement insuffisant. Il demande au ministre de surveiller cette situation pour l'année budgétaire 1975. Il attire l'attention du ministre sur les problèmes que soulève la liquidation tardive des subsides.

Le ministre souligne que l'administration essaye d'accorder des à-valoirs partout où cela est possible. Il annonce qu'il vérifiera l'état de liquidation des subsides au théâtre du Trianon et qu'il répondra ultérieurement à la question de l'intervenant. Un rendez-vous est pris avec les administrateurs du théâtre du Trianon.

Un autre membre expose ensuite la situation en ce qui concerne la création du Centre lyrique de Wallonie. Un projet de budget concernant ce Centre a été établi, il devrait être adopté lors d'une réunion. Ce projet se clôture par un déficit de 100 000 000 de francs, compte tenu des différents subsides.

Ce même membre souligne que si le conseil d'administration du futur Centre lyrique marque son accord sur ce projet de budget, des dépenses vont être engagées; le déficit devra donc être soldé et le ministre devra prendre position à ce sujet.

Pour un autre membre, la question qui se pose est de savoir si, l'Etat étant représenté au sein de ce conseil d'administration, le ministre va cautionner ce projet de budget. En effet, les villes ne couvriront pas le déficit. Il tient à poser l'ensemble des problèmes des théâtres lyriques, problèmes qui ne sont pas neufs. Il croit, comme le ministre, qu'il faut apurer le passif des théâtres lyriques, mais qu'il faut également avoir en ce domaine des projets pour l'avenir.

Le ministre fait remarquer que le budget du futur Centre lyrique est un budget saisonnier, qui ne correspond pas au budget de l'Etat; il ne se répercutera donc pas entièrement sur les budgets de 1974. Il ajoute qu'il y a là des options politiques à prendre. Si la communauté culturelle wallonne veut organiser sa propre production, il faut lui en donner les moyens. Le montant important des déficits de l'Opérette et de l'Opéra de Wallonie provient notamment des accords passés entre l'Etat et les syndicats, qui ont voulu que les barèmes des artistes de Wallonie soient alignés sur les barèmes des artistes de la capitale; si on impose des obligations financières à l'a.s.b.l. qui gère l'Opérette de Wallonie, il faut lui permettre d'assumer ces obligations.

Un membre fait remarquer que ces charges sont les mêmes pour toutes les organisations culturelles de la Wallonie, notamment aussi pour la Maison de la Culture de Namur.

Un autre membre déclare qu'il faut savoir ce que l'on veut : ou bien l'Etat abandonne la culture traditionnelle, et les personnes qui désirent assister à des concerts, à des représentations théâtrales paient le prix qu'il faut, ou bien au contraire il estime que c'est un devoir pour lui d'aboutir à la démocratisation de cette culture et dans ce cas il intervient, mais de manière cohérentre et suffisante. Abordant spécialement le problème de l'opéra et de l'opérette, le membre estime que la « chaîne lyrique » est une organisation régionale et pas du tout locale; il s'élève à cet égard contre les déclarations qui ont été faites par un autre intervenant. Aucune ville, selon lui, ne doit se sentir lésée parce que l'organisation est telle que l'ensemble de la Wallonie doit bénéficier de l'apport culturel que constituent, l'opéra, l'opérette, le ballet ou l'orchestre de chambre. Il fait également remarquer que si l'on peut aisément décentraliser les spectacles dramatiques, il en va tout autrement dans le domaine lyrique où l'importance des moyens est telle qu'il est extrêmement difficile de trouver une salle suffisamment équipée pour présenter des spectacles dans de bonnes conditions. Il y a certainement un problème d'équipement en salle, mais dans l'état actuel des choses il faut voir la situation en face, et se rendre compte qu'il est préférable de déplacer les spectateurs plutôt que les spectacles.

Le ministre fait remarquer que le comité de concertation a examiné ce problème à Mons, et qu'il a envisagé l'achat de l'équipement d'un chapiteau polyvalent qui permettrait à ces spectacles lyriques de voyager dans toute la Wallonie. Revenant sur le problème des subsides, il insiste sur le fait que la politique des organismes subventionnés doit être faite en fonction des moyens que le ministre met à leur disposition et non pas en fonction de leurs objectifs propres, sinon on aboutit nécessairement et fatalement à une distorsion.

Un membre rappelle que les Wallons doivent être solidaires des institutions culturelles wallonnes, et que, par conséquent, il ratifie ce qui a été dit à propos de l'utilisation par l'ensemble de la Wallonie des institutions lyriques. Il constate toutefois que le déplacement des spectateurs est plus théorique que pratique. Il signale également que, dans le budget de l'Etat, il faut tenir compte de la programmation sociale et ne pas sous-évaluer systématiquement le budget

comme on le fait trop souvent à l'égard des institutions et notamment à l'égard de l'Opéra de Wallonie. Il est clair que si l'Etat s'engage dans la voie d'une programmation sociale entraînant des dépenses nouvelles, il faut évidemment que les sommes subséquentes soient prévues au budget. Il constate également qu'il est extrêmement grave qu'une association sans but lucratif contrôlée par l'Etat soit l'objet d'une vente publique.

Le ministre répond que les crédits indispensables seront prévus.

Un autre membre aborde ensuite un autre problème : celui des musées, il constate qu'il y a là une insuffisance en matière d'actions culturelles.

Le ministre fait un rapide tour d'horizon et rappelle qu'il y a actuellement en Wallonie un seul musée de l'Etat qui est le Musée royal de Mariemont. Tous les conservateurs, sauf à Liège, sont pratiquement bénévoles; l'Etat n'intervient pas suffisamment dans les traitements de ces conservateurs.

Un membre signale à la commission que le C.A.C.E.F. a élaboré et déposé un rapport sur l'animation dans les musées. Il pose également des questions en ce qui concerne le musée d'art moderne de Bruxelles.

En ce qui concerne le Musée d'art moderne, le ministre répond que les quatre ministres intéressés vont se réunir prochainement.

Un membre rappelle que, quelle que soit la compétence des autres ministres, le ministre de la Culture a dans le domaine du musée d'art moderne de nombreuses compétences et notamment la question relative à la localisation, le problème de la vocation culturelle et artistique du quartier, c'est-à-dire de l'environnement, enfin l'aménagement intérieur des bâtiments qui doit correspondre évidemment aux collections que l'on veut abriter. Il signale qu'à son sens il serait aberrant que la localisation se fasse ailleurs qu'à Bruxelles et ailleurs qu'au quartier des Arts; la commission partage d'ailleurs cet avis.

Un autre membre pose une question relative à la coopération et plus spécialement aux bourses d'études visées à l'article 34.01 du budget des relations culturelles internationales. Les bourses qui sont prévues à cet article sont nettement insuffisantes (de l'ordre de 8 000 francs par mois) et n'arrivent pas au minimum qui dans les autres départements a été relevé à 10 000 francs par mois.

Le ministre demande à l'intervenant si, au cas où on ne pourrait faire cet effort et passer de 8 à 10 000 francs cette année-ci, il serait possible d'envisager une diminution du nombre des bourses.

Un membre intervient pour rectifier les propos qui ont été tenus à l'égard des bourses d'études. En réalité, dit-il, les bourses sont souvent des compléments, parce que certains stagiaires qui exercent dans leur pays une fonction sont déjà rémunérés.

Le premier intervenant rétorque que tout d'abord son intervention ne vise absolument pas les stagiaires qui sont rémunérés par leur pays d'origine. Même si certains le sont, il faut constater que 80 p.c. des boursiers ne reçoivent aucune subvention de leur pays d'origine; en tout état de cause, un an après le début de leurs études, le pays d'origine cesse de leur verser ces subsides.

Un autre membre constate que la subvention en faveur de l'Agence de coopération, quelle que soit son importance, est encore en dessous de l'effort que la Belgique devrait accomplir. Il constate à cet égard que le ministre de la Culture n'est pas seul compétent dans ce domaine et qu'on pourrait demander à d'autres départements ministériels d'intervenir, notamment le ministère de l'Education nationale. Il signale qu'à l'époque, des négociations avaient été menées avec le ministre, lequel avait donné un accord de principe sur une intervention de son département. Il rappelle qu'il faut en effet trouver 3 500 000 francs à 4 000 000 de francs de plus.

Le ministre fait le point des contacts avec l'administration de l'Education nationale. L'affaire est au point mort parce qu'on lui a rétorqué que la direction des relations culturelles internationales du ministère de la Culture française couvrait aussi le secteur de l'Education nationale, et que par conséquent le ministère de l'Education nationale n'avait pas à intervenir dans la subvention de l'Agence.

Un membre s'élève contre cet argument qu'il juge extrêmement spécieux. Il passe ensuite à une autre question relative à l'éducation permanente : le problème du C.E.F.A.C. Il demande où en sont les travaux de la commission et où en sont également les recrutements de personnel, et quand cette organisation pourra fonctionner.

Le ministre répond que les fonctionnaires intéressés se réuniront très prochainement pour examiner le problème du C.E.F.A.C. Il ajoute que la commission continue de siéger pour examiner ce problème et que les procédures de recrutement ont été lancées. Au niveau budgétaire toutefois, il signale que si le C.E.F.A.C. fonctionne seulement six mois cette année, il faudra évidemment réexaminer le budget en conséquence, puisque la somme prévue ne sera vraisemblablement pas utilisée : une partie des subsides vont en effet aux traitements et les traitements ne seront payés que pour une partie

de l'année. Il ne faut pas selon lui se lancer dans une structure trop importante qui finirait par peser beaucoup trop sur le budget par la suite. Il ne faut pas répéter les erreurs qui ont été commises au lancement d'autres organismes culturels.

Le président estime que les sommes prévues à la restauration des monuments : 14 millions constituent une somme insuffisante; il rappelle que certaines villes n'ont pas les moyens de pratiquer une politique de restauration adéquate, comme Tournai par exemple.

Le ministre fait remarquer qu'il faut distinguer les subsides attribués aux personnes privées et les subsides attribués aux pouvoirs publics pour la restauration des bâtiments. Ces derniers sont inscrits ailleurs au budget de la Culture française dans la section relative au budget extraordinaire.

Un membre se déclare également d'accord sur l'augmentation des crédits mais à diverses conditions; il signale qu'il conviendrait de voter dans les plus courts délais le projet de décret qui traîne depuis des années sur cet objet. Il faudrait aussi modifier l'esprit du classement et aboutir à la création et au classement d'ensembles architecturaux cohérents. Enfin il faut aussi attribuer des fonctions à ce qui est restauré. Il ne suffit pas de restaurer une belle maison et puis de la laisser totalement vide d'utilisation. Il rend également la commission attentive aux subsides octroyés à la restauration des monuments privés. Il faut au minimum prévoir que ces monuments puissent être visités par le public; très souvent les personnes propriétaires de monuments restaurés ne les ouvrent pas au public ou les ouvrent de manière totalement insuffisante.

Il se demande également si l'utilisation du château de La Hulpe a été précisée et si des projets sont prévus à cet égard.

Le ministre répond que de nombreux travaux restent à faire dans ce domaine; par ailleurs un litige existe en ce qui concerne le château de La Hulpe.

Un membre revient à la situation de l'art dramatique et souhaiterait d'une manière générale que les ministres puissent donner en 1975 un budget par « objectif ».

Le ministre dit qu'en 1975, on aura d'autres éléments que le budget actuel que l'on pourra même présenter des analyses budgétaires de type géographique.

Un autre membre se demande ce qu'on a fait et ce qu'on peut faire avec le crédit inscrit d'un million (2 fois 500 000 francs) attribué pour les Fouron et pour la périphérie bruxelloise. Il constate que l'utilisation qui en a été faite est essentiellement culturelle, c'est-à-dire que l'on a fait venir des troupes de théâtre; il se demande si c'est vraiment la bonne utilisation. Il rappelle que, notamment pour les Fouron, des problèmes financiers se posent à l'égard des institutions d'enseignement et que l'on pourrait envisager une utilisation de ce crédit au profit de bibliothèques et d'autres éléments didactiques.

Le ministre assure qu'il examinera ce problème.

Un intervenant estime que sur le plan constitutionnel il faut être extrêmement prudent parce qu'il est douteux que le Conseil culturel puisse intervenir de cette manière dans les Fouron et dans la périphérie bruxelloise.

Un membre répond que le ministre de la Culture néerlandaise subsidie une Maison de la Culture à Namur via une a.s.b.l., et que par conséquent ce qui est possible dans un cas doit l'être dans l'autre.

Un membre dit à l'intervenant que son affirmation selon laquelle la Maison de la Culture à Namur est subventionnée par le ministère de la Culture néerlandaise est inexacte.

Un autre membre pose une question relative à la R.T.B. Il constate que le gouvernement a décidé d'ouvrir les débats parlementaires à la radio et à la télévision et que, dans cette optique, la télévision a retransmis la déclaration du Premier ministre. Il estime que, dans ces conditions, il faut un équilibre et que l'opposition doit être entendue comme la majorité. Il demande au gouvernement quelles sont les mesures qu'il compte prendre à cet égard.

Le ministre répond qu'il posera la question au conseil d'administration de la R.T.B. Il appartient aussi au bureau des assemblées de prendre position à cet égard.

L'intervenant réplique qu'il s'agit d'un problème politique et qu'il n'est pas question que le gouvernement se dessaisisse de ce problème.

Un membre déclare qu'il faudra effectivement envisager des procédures qui permettent de garantir à l'opposition une présence sur les écrans de la télévision au même titre que la majorité.

Un autre membre constate que sous le précédent gouvernement on n'a pratiquement entendu que le Premier ministre.

Un membre estime qu'il ne faut pas faire de procès d'intention ni soulever des questions de personne, et que l'essentiel est que tout le monde soit d'accord pour dire qu'il faut trouver des formules pratiques de manière à assurer une objectivité par un équilibre dans les interventions de la majorité et de l'opposition.

***

B. Répartition des différents secteurs et articles budgétaires entre les diverses commissions

La répartition est intervenue suivant le plan ci-après :

SECTEURS BUDGETAIRES	COMMISSIONS COMPETENTES
I. ***Secteur Culture française.***	
Titre I. — Partie I. — Enseignement. — Section I. — Enseignement artistique.	1. Commission de l'Enseignement.
Partie II. — Education permanente. — Section II. — Jeunesse et Loisirs. —	2. Commission de la Jeunesse et de l'Education permanente.
Partie II. — Education permanente. — Section III. — Education physique, Sports et vie en plein air, Infrastructure culturelle et sportive + Titre II : Dépenses extraordinaires.	3. Commission des Sports.
Partie III. — Autres dépenses culturelles. — Section IV. — Arts et Lettres + Titre IV : Section particulière.	4. Commission des Beaux-Arts.
Partie III. — Autres dépenses culturelles. — Section V. — Relations culturelles internationales.	5. Commission de la Coopération internationale.
Partie III. — Autres dépenses culturelles. — Section VI. — Organisme d'intérêt public R.T.B.	6. Commission de la R.T.B.
II. ***Secteur Classes moyennes.***	
Partie I. — Enseignement — Chapitre III.	1. Commission de l'Enseignement.
Partie II. — Education permanente. — Chapitre III.	2. Commission de la Jeunesse et de l'Education permanente.
III. ***Secteur Communications.***	Commission de la Jeunesse et de l'Education permanente.
IV. ***Secteur Santé publique et Famille.***	Commission de la Jeunesse et de l'Education permanente.
V. ***Secteur agriculture.***	
Partie I. — Enseignement. — Section I. — Ministère de l'Agriculture proprement dit. — Chapitre III.	1. Commission de l'Enseignement.
Partie II. — Education permanente. — Section I. — Ministère de l'Agriculture proprement dit. — Chapitre I.	2. Commission de la Jeunesse et de l'Education permanente.
VI. ***Secteur Travaux publics.***	Commission de la Politique générale.
VII. ***Secteur Dotations.***	Commission de la Politique générale.

DEUXIEME PARTIE

TRAVAUX DES COMMISSIONS SPECIALISEES

I. Secteur de la Culture française

Les différents chapitres du secteur budgétaire Culture française ont été renvoyés aux diverses commissions compétentes qui ont établi des rapports sur les matières soumises.

L'ensemble du secteur a été réparti parmi six commissions à savoir : celle de l'Enseignement, de la Jeunesse et de l'Education permanente, des Sports, des Beaux-Arts, de la Coopération internationale et de la R.T.B.

1. *Travaux de la commission de l'Enseignement* (1)

La commission de l'Enseignement s'est réunie les 20 et 26 juin 1974 pour examiner les crédits relatifs à l'enseignement artistique (2).

Le ministre s'est référé à l'exposé fait antérieurement devant la commission de la Politique générale.

Ces articles n'ont été l'objet d'aucune discussion ni d'aucune question.

Ils ont été adoptés par 6 voix contre 4.

2. *Travaux de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente* (3)

La commission de la Jeunesse et de l'Education permanente (4) s'est réunie le 4 juin 1974 pour examiner les crédits relatifs à la section Jeunesse et Loisirs (Partie II. — Education permanente).

— Discussion des articles.

Article 33.49

Un commissaire demande quel est le sort réservé aux bibliothèques publiques. Il estime que les crédits affectés à ces dernières sont stationnaires ou en régression; il souhaiterait savoir quelles sont les possibilités financières qui sont mises à la disposition du ministre pour améliorer le fonctionnement des bibliothèques ainsi que la formation des bibliothécaires. Il pense que les bibliothèques scolaires échappent à la compétence du ministère de la Culture française mais il voudrait avoir toutes ses assurances à ce sujet. Il demande également que la notion de bibliothèques publiques ainsi que la classification de celles-ci soient précisées.

Le ministre répond que les bibliothèques publiques sont organisées par la loi de 1921, dont il estime que les conditions sont insatisfaisantes. Il est prévu de déposer un projet de décret qui reverrait la législation et prévoirait un soutien plus actif aux bibliothèques publiques. Le ministre constate que la Belgique connaît un retard par rapport à ses voisins dans les réalisations en cette matière.

Le budget de 1974 correspond aux conditions de la loi du 17 octobre 1921. Si le nouveau décret était voté, en 1975, il serait nécessaire de pouvoir obtenir des crédits beaucoup plus importants pour faire face aux obligations nouvellement créées.

Le ministre estime que les plaintes relatives aux bibliothèques sont justifiées. La notion « bibliothèques publiques » est relativement simple, il s'agit des bibliothèques qui sont accessibles au public et qui relèvent soit d'un pouvoir subordonné comme les provinces et les communes, soit d'une initiative privée. Actuellement, un grand nombre de bibliothèques sont dispersées à travers le pays, un effort devrait être fait pour les rationaliser. Le projet du ministre portera sur la rationalisation afin de créer des entités plus importantes.

Le même intervenant demande quel est l'ordre de grandeur des crédits qui seraient nécessaires en 1974 pour que le fonctionnement des bibliothèques puisse être considéré comme normal.

Le ministre signale que le nouveau décret actuellement en préparation, impliquerait la multiplication par trois des moyens financiers. Il estime que le projet devrait prévoir une contribution des provinces et des communes; ces dernières devraient prendre en charge une partie des frais de fonctionnement. Le problème qui se pose est de savoir si les Conseils culturels peuvent imposer des obligations financières aux collectivités locales. L'avis du Conseil d'Etat a été donné : une déclaration des Chambres pour que les Conseils culturels puissent imposer les provinces et les communes est nécessaire. Sans cette dernière, les Conseils ne peuvent prendre aucune initiative.

---

(1) Doc. Conseil 4-I (S.E. 1974), n° 7.

(2) Ont participé aux travaux de la commission : MM. Hannotte (président), Bourgeois, Busieau, Janssens, Lacroix E., Lernoux, Mme Mathieu-Mohin, MM. Nothomb, Olivier E., Remacle L., Sweert, Thomas et Lausier (rapporteur).

A assisté aux travaux : M. Humblet, ministre de l'Education nationale.

(3) Doc. Conseil 4-I (S.E. 1974), n° 2.

(4) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la commission :

MM. Clerfayt (président), Bourgeois, Mme Brenez, MM. Burgeon, Cornet d'Elzius, Dejardin, Helguers, Herbage, Maes G., Pêtre, Mmes Pétry-Scheys, Ryckmans-Corin, MM. Stassart et Gillet J. (rapporteur).

Article 33.55

Un commissaire souhaite connaître les organismes de diffusion qui font l'objet de subventions à l'article 33.55.

Le ministre répond que les aides prévues à cet article vont aux associations nationales de bibliothécaires d'expression française.

Article 33.58

A propos des subventions aux organisations reconnues d'éducation populaire, aux foyers d'action culturelle, aux maisons de jeunesse et assimilées, un commissaire demande si les subventions reçues par les organisations ont été calculées sur la base de neuf mois pour l'année dernière et non pas sur une base de douze mois. L'intervenant s'interroge pour savoir si en 1974 on compte calculer les traitements sur la base de douze mois et éventuellement si on les indexera.

Le ministre répond que cet article prend en charge les animateurs des foyers culturels, ceux des maisons de jeunes et ceux des grands mouvements socio-éducatifs.

L'intervention de l'Etat est de 200 000 francs ce qui est censé représenter 60 p.c. du traitement. Il n'existe pas d'arrêté royal en matière de statut d'animateurs, ce qui signifie que lorsque des réductions budgétaires sont imposées, ce sont ces derniers qui sont les premiers visés.

L'intention du ministre pour 1975 est d'inscrire un montant suffisant à cet article afin de pouvoir prendre en charge les animateurs permanents des maisons et des foyers culturels et ceux des mouvements socio-éducatifs. L'index sera pris également en considération mais la priorité est accordée au passage du calcul des traitements de neuf mois à douze mois pour les mouvements.

Le commissaire estime que dans l'état actuel des choses, la subvention peut chaque fois être remise en cause et qu'il est nécessaire d'avoir un projet de décret pour réglementer cette matière.

Le ministre convient qu'il faudrait un décret. En attendant, un arrêté royal serait déjà bien utile.

Le commissaire insiste sur les efforts qui sont faits actuellement par les grands mouvements socio-éducatifs; il estime que ces efforts méritent qu'on s'intéresse à eux.

Le ministre est résolu à soutenir ces mouvements. D'ailleurs un autre projet, celui du fonds d'éducation populaire, répond également aux préoccupations de l'intervenant. Une proposition sera faite au Conseil mais auparavant, le ministre doit prendre l'avis du Conseil de l'Education populaire. Dans le cadre de ce nouveau décret, on pourra valoriser les efforts faits par les mouvements socio-éducatifs.

Un commissaire s'interroge sur le nombre de maisons de jeunes et de foyers culturels qui existent en Belgique ainsi que sur les montants des crédits qui sont alloués à ces derniers.

Le ministre communique la liste des dix-huit foyers culturels (1) et des maisons de jeunes (2). Pour ces dernières, il s'agit uniquement de celles qui sont reconnues qui satisfont aux critères de l'arrêté royal. D'autre part, il y a huit maisons de la culture qui sont situées notamment à Huy, Dinant, Verviers, Arlon, Tournai, Mons, Charleroi, Liège, Namur. Il en existe une en voie de formation à Wavre-Nivelles.

Un commissaire voudrait savoir ce que couvrent exactement les dépenses pour la formation des animateurs.

Le ministre déclare qu'en ce qui concerne les subsides pour les animateurs, il faut ajouter les crédits des articles 12.51 et 33.46 qui prévoient des subsides pour la formation des cadres. Les interventions prévues à ces deux derniers articles viennent s'additionner à celles de l'article 33.58.

L'utilisation des crédits de l'article 12.51 se fait peut-être suivant une approche trop scolaire; il faudrait mettre au point des formules plus souples en cette matière.

Pour l'article 33.46, le poste budgétaire est considéré comme insuffisant. La tendance actuelle est de mettre le plus rapidement possible en place le C.E.F.A.C. (Centre Expémimental de Formation à l'Animation Culturelle); ce dernier serait en quelque sorte une bourse d'offres et de demandes en matière de formation d'animateurs. Pour le démarrage de cette institution, il est prévu en 1974 un crédit de 3,5 millions. Le ministre insiste sur le fait qu'il est absolument nécessaire de permettre périodiquement aux animateurs culturels de se recycler. Il ajoute d'autre part, que l'I.N.S.A.S. et l'I.A.D. relèvent directement de l'Education nationale; ces instituts ne reçoivent pas de subsides de fonctionnement de la Culture française.

Un commissaire fait remarquer que la matière relative aux animateurs est complexe et difficile; nombreux sont ceux qui se sont heurtés aux anciennes mentalités. Il se déclare d'accord avec les nouveaux buts du C.E.F.A.C. et demande s'il est bien exact que 3,5 millions sont prévus pour 1974 et demande comment sera utilisé ce crédit.

---

(1) Cf. annexe 2.

(2) Cf. annexe 3.

Le ministre répond que ce crédit était initialement prévu pour douze mois; l'Etat prend en charge les traitements des responsables devant être recrutés par le C.E.F.A.C. La mise en place de la structure ayant été retardée, les crédits de fonctionnement seront diminués au profit des activités. Il insiste sur la nécessité de limiter le recrutement de personnes; il souhaite que les crédits servent principalement à une action de formation et non au paiement du traitement de fonctionnaires.

Un commissaire estime que les objectifs poursuivis par le ministre sont clairs mais qu'il n'est pas possible de réaliser une formation d'animateur sans une structure « minimaliste ».

Un membre demande que les traitements des animateurs soient payés régulièrement; actuellement il y a de nombreux retards qui suscitent des difficultés pour ces derniers.

En répondant, le ministre attire l'attention de l'intervenant sur le fait qu'une intervention est prévue par animateur. Il précise qu'il s'agit là d'une partie de traitement et qu'il ne s'agit pas, comme on a tendance à le croire, de l'entièreté de la rémunération des animateurs, il s'agit donc d'une participation.

En ce qui concerne la liquidation de la participation du ministère de la Culture, elle se fait par le truchement des a.s.b.l. Celles-ci accusent parfois un retard, il est cependant exact que les paiements effectués à l'initiative du ministère de la Culture française sont parfois effectués avec retard. Mais il appartient aux a.s.b.l. d'avancer les traitements.

Un commissaire se demande si les subsides affectés au fonctionnement des maisons et foyers culturels sont suffisants. D'autre part, le ministre compte-t-il se préoccuper du statut des animateurs ?

Le ministre répond qu'il faudrait davantage de moyens financiers pour les maisons et foyers culturels. Mais l'Etat n'est pas seul à agir en cette matière, il faudrait que les communes fassent également un effort plus important.

En ce qui concerne le statut de animateurs, le ministre signale que l'on est pratiquement nulle part; les animateurs sont engagés actuellement « sans carrière ». Le nouveau statut devrait tenir compte de l'élaboration d'un « contrat type » qui revêtirait deux aspects bien précis :

— Il devrait prévoir une autonomie pour les animateurs dans leur action. Certains d'entre eux ont rencontré des difficultés avec les autorités communales.

— Il devrait prévoir la formation personnelle des animateurs; cette dernière devrait être permanente. Des possibilités de recyclage devraient être envisagées.

L'intervention de l'Etat pourrait s'effectuer non plus par l'intermédiaire des foyers culturels mais directement en faveur des bénéficiaires. Le ministre a l'intention de convoquer quelques animateurs afin d'étudier l'ensemble du problème du statut.

Un membre critique les mots « quelques animateurs » qui ont été employés. De quels animateurs s'agit-il, va-t-on inviter des pouvoirs organisateurs ou bien des intéressés eux-mêmes ?

Le ministre consultera les divers organes intéressés par le problème.

Article 33.59

Un commissaire demande si les crédits prévus à l'article 33.59 relatifs aux subventions accordées aux militaires belges en Allemagne sont des crédits alloués à l'organisme créé par le ministre de la Défense nationale, organisme regroupant les différentes associations existantes et qui en principe reçoit une subvention de ce ministère.

Le ministre se réservant de confirmer sa réponse, déclare qu'il ne s'agit pas de subventions à l'association créée par la Défense nationale. Il dit qu'il s'agit d'un crédit destiné à subsidier des activités bien précises comme, par exemple, l'invitation qui a été faite au Théâtre national de venir jouer en Allemagne.

Un membre se demande s'il n'y a pas de double emploi avec d'autres crédits. Le ministre le rassure et lui signale que la Défense nationale donne des subsides de fonctionnement tandis que la Culture française donne des subsides pour des activités bien spécifiques.

— Vote.

Les articles sont adoptés par 5 voix pour et 8 abstentions.

3. *Travaux de la commission des Sports* (1)

La commission des Sports a consacré une séance à l'examen de la partie II, section III consacrée à l'éducation physique, aux sports, à la vie en plein air et à l'infrastructure ainsi qu'au titre II relatif aux dépenses extraordinaires (2).

— Exposé du ministre.

Le ministre analyse les articles principaux du budget.

---

(1) Doc. Conseil 4-I (S.E. 1974), n° 3.

(2) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la commission :

MM. Lambiotte (président), Denison, Donnay, Lacroix, Lecoq, Leroy, Payfa, Talbot, Desmarets, Poswick et Evers (rapporteur).

Abordant tout d'abord le problème du fonds national des sports, il signale que celui-ci est alimenté essentiellement par trois sources : tout d'abord une partie du produit des taxes sur les pronostics des matchs de football ensuite des taxes provenant des paris sur les courses de chevaux, enfin les recettes des centres sportifs.

Il signale que le fonds des sports sert essentiellement à supporter les dépenses qui nécessitent une grande rapidité d'action comme par exemple les indemnités pour le paiement des moniteurs. Le personnel payé par l'administration de l'éducation nationale, des sports et de la vie en plein air est repris soit au poste 11.03 du budget ordinaire soit au fonds des sports, même pour le personnel des centres d'Etat, car très souvent les procédures administratives demandent un long délai avant que le paiement ne soit effectué, ce qui dans certains cas n'est pas possible.

A propos de l'article 33.66 (plaines et installations de jeux et de sports), le ministre constate que même si le budget est en augmentation de 3 millions par rapport à l'année précédente, il est très nettement insuffisant puisque si l'on se replace à la situation que l'on connaissait après la guerre, l'heure/enfant était subventionnée à concurrence d'un franc alors qu'actuellement elle est seulement subventionnée à concurrence de 38 ou 40 centimes.

A l'article 33.67 où, en 1974, aucun crédit n'est inscrit au budget, il signale que la subvention « cercles sportifs » est évidemment maintenue; elle est passée de 9 500 000 francs en 1973 à 20 millions en 1974. Ces 20 millions sont supportés par le fonds des sports.

A l'article 33.68, il signale que dans les 7 150.000 francs qui sont repris au budget, l'administration intervient pour 6 millions au bénéfice des fédérations nationales; ce montant correspondant à la part de 44 p.c. qu'elle doit supporter dans le financement des activités des fédérations nationales, la Culture néerlandaise assumant de son côté, 56 p.c. de la subvention. Ce budget sert aussi à soutenir à concurrence de 1 150 000 francs les fédérations régionales.

A l'article 33.70, (subventions aux associations de jeunesse et mouvements d'adultes) le ministre signale qu'à cet égard un décret est préparé et qu'il s'agit surtout de soutenir les sessions de formation des cadres destinés à promouvoir l'activité physique au sein des mouvements de jeunesse.

Le ministre aborde alors le détail de répartition du fonds des sports (1) dont le montant est pour cette année de 144 200 000 francs.

— Subsides pour la propagande et camps privés : 15 500 000 francs;

— Clubs sportifs : 20 000 000 de francs;

— Matériel sportif : 23 500 000 francs;

— Jeux olympiques : (participation et réserves) : 750 000 francs;

— Elites : 8 000 000 de francs;

— Direction provinciale sur programme présenté : 10 600 000 francs;

— Moniteurs : 4 500 000 francs;

— Vacances sportives : 700 000 francs;

— Championnats scolaires : 2 000 000 de francs;

— Handicapés : 3 000 000 de francs;

— Programme 6.12 et recyclage semaine de 5 jours : 6 000 000 de francs;

— Personnel et conseillers techniques : 7 000 000 de francs;

— Congrès et réceptions : 400 000 francs;

— Assurances : 500 000 francs;

— Programme apprentis et jeunes travailleurs : 2 000 000 de francs;

— Réparations de matériel : 200 000 francs.

— Centres sportifs : 33 000 000 de francs (mais avec recettes de 20 millions. Cela concerne 80 à 100 000 journées stagiaires);

— Divers : 400 000 francs;

— Sports pour tous : marche, natation, cyclotourisme, gymnastique : 5 700 000 francs.

En face de ces dépenses, il faut aligner les recettes du fonds des sports alimentées par les pronostics de football à concurrence de 44 millions, par les pronostics courses de chevaux à concurrence de 66 millions, par les recettes des centres (stagiaires) à concurrence de 17 millions.

— Discussion générale et discussion des articles.

Un membre demande où l'on retrouve dans le budget le fonds des sports.

Le ministre répond que le fonds des sports n'est pas repris et qu'il s'agit d'un secteur débudgétisé.

Plusieurs membres demandent que le ministre communique la ventilation du fonds des sports de manière à ce que la commission puisse exercer sur son utilisation le contrôle que l'on est en droit d'attendre d'elle.

Un membre demande comment on répartit les subsides attribués aux clubs sportifs puisqu'ils passent de 9 millions et demi à 20 millions cette année.

---

(1) Cf. annexe 5.

Le ministre répond que, quoique la somme ait doublé, il s'agit encore d'un montant dérisoire puisque 4 500 clubs émargent à ce crédit. Il constate qu'il faudra de toute manière une nouvelle réglementation pour ventiler ces sommes. Il ajoute que dans l'état actuel des choses on se base sur les renseignements fournis par les fédérations sportives. La ventilation du fonds national des sports sera communiquée (1).

Un membre demande pourquoi les subsides aux fédérations nationales sont inscrits dans le budget ordinaire.

Le ministre répond qu'il s'agit de raisons pratiques et qu'effectivement, ainsi qu'il l'a expliqué plus haut, le fonds des sports soutient des initiatives à l'égard desquelles il faut une intervention rapide; le budget ordinaire lui, compte des articles relatifs à des secteurs qui sont soumis aux interventions traditionnelles. Ainsi l'aide aux fédérations sportives se fait suivant les procédures normales en vigueur à l'Etat; c'est la raison pour laquelle on a maintenu cette aide à l'intérieur du budget ordinaire.

Un membre demande que les chiffres du fonds national des sports soient communiqués avec les comparaisons pour les années précédentes. Il se réjouit par ailleurs de l'augmentation constatée au budget de l'éducation physique et des sports. Il attire également l'attention sur la nécessité d'augmenter l'effort dans le domaine du sport de masse ainsi qu'en faveur du sport amateur. Il insiste sur trois points, tout d'abord en ce qui concerne les dirigeants de clubs, il souligne leur dévouement et constate avec le ministre d'ailleurs que le sport en Wallonie ne vivrait pas s'il n'était pas soutenu par le bénévolat de ses dirigeants de clubs; ensuite, abordant le sport de haute compétition, il espère que le C.O.B. (Comité Olympique belge) ne devra plus comme il l'a fait jadis faire appel à la mendicité et que le ministre de la Culture a' à cet égard, une action positive en faveur du C.O.B. Enfin, il demande quelles sont les vues du ministre au sujet du problème du monitorat.

Le ministre répond qu'il faut arriver à avoir des moniteurs bien rémunérés et que cela entraîne une majoration des subventions qui doivent être attribuées à des clubs. Il n'est pas question de créer une organisation centrale qui mettrait des moniteurs à la disposition de ces clubs mais il faut s'assurer que les subsides qui sont attribués à ces clubs sportifs soient pour une grande part utilisés pour payer de bons moniteurs.

En ce qui concerne la formation des élites sportives, il signale qu'il y a une très grande coordination entre le ministère de la Culture et le Comité olympique puisque la commission A.B.C. (Adeps, Bloso, COB) a été constituée et se réunit de manière à envisager tous les problèmes causés par la formation des élites et par la participation de la Belgique aux grandes compétitions internationales. La grosse difficulté, souligne le ministre, c'est le problème de la disponibilité des athlètes en ce qui concerne le temps qu'ils peuvent donner à la pratique du sport lorsqu'ils travaillent : il y a là un manque à gagner évident; il y a un problème de congé qui se pose.

Un membre s'interrogeant à propos des stages de vacances se demande si dans la manière dont la propagande est faite pour ces stages, il n'y a pas une sorte de priorité réservée à ceux qui savent, par rapport à ceux qui ne connaissent pas ces stages. Il estime qu'il faudrait revoir tout le système de la propagande. Enfin, en ce qui concerne les élites sportives, il estime qu'il n'y a pas seulement un problème de congé et d'éventuels remboursements du manque à gagner au patron, mais qu'il y a aussi le problème du remplacement de l'athlète lorsque celui-ci abandonne son travail pour pratiquer la compétition.

Le ministre répond au problème soulevé par les stages de vacances en insistant sur le fait que ces stages ont un succès beaucoup plus considérable que prévu. En fait, trois ou quatre jours après avoir lancé les dépliants les stages sont remplis et naturellement ceux qui viennent une huitaine de jours après peuvent croire qu'ils ont été mis sur un pied d'inégalité par rapport à ceux qui ont réussi à entrer dans ces stages.

Un membre se demande si l'on ne pourrait pas faire une communication à cet égard à la radio et à la télévision.

Un membre demande quelles sont les associations qui sont visées à l'article 33.71 relatif aux mercredis socio-culturels. Beaucoup d'élèves ont choisi les activités sportives et les moniteurs de l'Union royale d'athlétisme sacrifient leur mercredi après-midi bénévolement pour donner des conseils à ces jeunes. Ne peut-on éventuellement les aider sur base de cet article ?

Le ministre répond que cet article vise l'aide aux associations para-scolaires sportives qui hors de l'horaire ont des activités. Il répond à un membre que s'il veut créer une fédération namuroise, il participera bien sûr à la répartition des crédits visés à l'article 33.71 mais a posteriori et sur base de pièces justificatives. De toute manière, l'intervention du ministère ne dépasse pas 15 à 20 p.c. du montant des dépenses. Abordant alors le problème de la semaine de cinq jours, le ministre relève une absurdité : lorsque ce sont les instituteurs qui

(1) Cf. annexe 5.

exercent des activités dans le cadre du mercredi après-midi, ils touchent 450 francs l'heure mais naturellement en sport ils sont pour la plupart du temps totalement incompétents et si l'on fait venir des moniteurs de l'extérieur, ces moniteurs ne sont pratiquement pas payés; il juge la situation absurde.

Un membre constate que les subsides attribués aux sports sont en diminution et que rien que l'Opéra, l'Opérette et les Ballets de Wallonie représentent 109 000 000 de francs alors que l'ensemble du budget ordinaire pour tout le sport se monte lui à 77 000 000 de francs.

— Vote.

Les articles relatifs à l'éducation physique, aux sports et à la vie en plein air et à l'infrastructure sont adoptés par 6 voix pour et 5 abstentions.

4. *Travaux de la commission des Beaux-Arts* (1)

La commission des Beaux-Arts a consacré deux séances, les 5 et 18 juin 1974, à l'examen de la Partie III, Section IV (Arts et Lettres) et aux articles du Titre IV de la Section particulière (2).

— Exposé du Ministre.

Le ministre rappelle que ce budget a été élaboré par son prédécesseur et qu'il ne pourra réaliser ses orientations propres que lors de l'élaboration du budget de 1975.

La commission entame immédiatement la discussion générale et la discussion des articles.

— Discussion des articles.

Articles 12.34 et 12.35

Un membre demande ce que sont devenus les crédits prévus aux points 12.34 et 12.35.

Le ministre répond que ces crédits sont rassemblés à l'article 33.23 pour une raison juridique. En effet, les dépenses effectuées dans les communes de la périphérie et dans les communes des Fouron ne sont pas de la compétence du ministère de la Culture française

La création d'une a.s.b.l. située dans la région de langue française a été rendue nécessaire; cette a.s.b.l. subventionne les activités culturelles dans ces communes.

Le ministre souligne que ces crédits ne concernent que des subventions destinées à financer des activités para-scolaires. Lors d'une rencontre avec le bourgmestre d'une de ces communes fouronnaises, il a pu demander à ce dernier de suggérer des initiatives pour utiliser ces crédits, initiatives qui ne seraient pas situées dans le cadre de manifestations prestigieuses mais qui encourageraient la participation de la population aux activités culturelles.

Article 32.03

Un membre fait remarquer qu'il est difficile d'apprécier un budget si l'on n'a pas le détail de ses comptes. Il demande notamment des détails sur la répartition pour 1973 et les prévisions pour 1974 de l'article 32.03 du budget.

Le ministre répond que la répartition des subventions en faveur des troupes permanentes qui ne remplissent pas des exigences statutaires, est la suivante :

— Théâtre de l'Ancre . . .	2 000 000
— C.D.L.	4 500 000
— Compagnie Sang Neuf (109)	350 000
— Théâtre d'Art	1 500 000
— L'Esprit Frappeur . . .	1 900 000
— Laboratoire Vicinal . . .	750 000
— Théâtre des Rues . . .	200 000
— Théâtre de Quat'Sous . .	300 000
	11 500 000

Le même membre demande ensuite si le théâtre de Mons reçoit des subsides, et s'il n'en reçoit pas, quelle en est la raison.

Le ministre souligne que le théâtre de Mons n'est pas un théâtre de création.

Article 33.03

Un membre se demande si les 200 000 francs de subsides accordés au Concours international de quatuor à cordes de Liège ne seraient pas mieux dépensés à Mons.

Le ministre souligne que ce concours international ne doit pas être lié à la personne de Madame Lola Bobesco; qu'il a d'ailleurs chaque année un objectif différent, puisque c'est une fois l'instrument qui est primé, l'autre fois l'interprète et la troisième fois l'œuvre. Il regrette enfin que ce concours ne connaisse pas un grand succès auprès du public.

---

(1) Doc. Conseil 4-I (S.E. 1974), n° 6.

(2) Ont participé aux travaux de la commission : MM. Hubin (président), Basecq, Cumps, Dejardin, Desmarets, Fallon, Gillet R., Mme Goor-Eyben, MM. Havelange, Hoyaux, Mme Lassance-Hermant, MM. Lausier, Soudant, Wathelet et Ducobu (rapporteur).

A assisté à la séance : M. Dehousse.

Articles 33.07 et 33.09

Un membre s'interroge sur la ventilation de différents transferts de revenus aux ménages. Il a reçu des milieux artistiques de nombreux échos manifestant une insatisfaction sur la partialité dont on a fait preuve lors de la distribution de ces subsides.

La ventilation des crédits figure en annexe au présent rapport (1).

Le ministre explique le mécanisme de l'acquisition des œuvres d'art par l'Etat. Les membres de la commission d'acquisition des œuvres n'ayant pas le temps de visiter toutes les expositions, ils délèguent un membre par province (deux membres pour le Hainaut) aux fins de présélection. Les œuvres présélectionnées sont alors envoyées à Bruxelles où la commission d'acquisition fait son choix. Cette procédure fait une large part au goût personnel des membres délégués par province, mais le ministre souligne qu'il n'a pas pu trouver jusqu'à présent de système qui offre plus de garantie pour un choix objectif. Il invite les membres de la commission des Beaux-Arts à lui faire des suggestions.

Un autre membre se demande si on ne peut pas résoudre le problème en chargeant plusieurs personnes de faire la présélection.

Un membre suggère d'organiser une grande exposition qui réunirait toutes les œuvres entrant en ligne de compte pour une présélection.

Le ministre déclare encore que tous les exposants ne sont pas au courant des possibilités d'acquisition d'œuvres d'art par l'Etat, et qu'il entre dans ses intentions de les en informer plus efficacement.

Un membre interroge le ministre sur le montant exact de la subvention allouée au Théâtre d'Ambly. Il lui demande d'autre part ce qu'il est advenu du projet d'une académie d'été à Saint-Hubert.

Le ministre répond que ce projet est au point mort depuis un an, mais que des contacts ont été repris et qu'une réunion est prévue prochainement avec la Députation permanente. Il est prévu au budget de l'enseignement artistique une somme qui permettrait de démarrer avec le projet cette année, et de le réaliser pour l'année budgétaire 1975, ne fût-ce que partiellement.

⁂

Un membre propose un amendement visant à insérer un article 32.04.6 à la Partie II, Section IV - Arts et Lettres, en vue d'accorder un montant de 500 000 francs à la Cinémathèque de Belgique.

Il propose, en compensation, de réduire l'article 12.24 - Promotion du Film - de 34 millions à 33,5 millions.

Il justifie son amendement en déclarant que depuis sa création, la Cinémathèque de Belgique remplit à la satisfaction générale ses activités de conservation des films, ainsi qu'en témoigne le renom qu'elle a conquis à l'étranger.

Cependant, la diffusion des richesses ainsi rassemblées est restée limitée au seul Musée du Cinéma, donc à l'agglomération bruxelloise.

Cette localisation correspond du reste à l'affectation des seuls crédits dont dispose jusqu'ici la Cinémathèque, et qui relèvent du budget des Affaires culturelles communes.

Il importe que les collections de la Cinémathèque soient progressivement rendues accessibles au public de la région wallonne. Tel est le but de l'inscription, dans le budget de la communauté française, d'un article nouveau porteur d'une affectation précise.

La somme ainsi affectée a été prélevée sur l'article 12.24 pour la triple raison que cet article avait pour objet la promotion du film, que le montant prévu à cet effet était en 1974 de 34 millions de francs belges, ce qui assure une marge de manœuvre, et que l'accroissement de ce poste (3 400 000 francs belges) est l'un des plus importants du budget.

Le ministre développe des arguments visant à ne pas modifier le budget existant qui, par ailleurs, a été élaboré par son prédécesseur.

L'auteur de l'amendement déclare que ce dernier ne vise ni le ministre, ni son prédécesseur et qu'en fait il s'agit de réaliser une promesse qui avait déjà été faite antérieurement en faveur de la Cinémathèque.

Le Parlement national n'est plus compétent en cette matière, c'est le Conseil culturel qui l'est, bien que les crédits en faveur de la Cinémathèque soient toujours inscrits au budget des Affaires culturelles communes.

Il est exact qu'une politique identique pourrait être suivie par le Cultuurraad et en ce qui concerne l'article 12.24, l'intervenant est prêt à s'incliner et à se rallier à toute autre suggestion en ce qui concerne l'article qui devrait être diminué à due concurrence.

Le ministre déclare qu'un crédit supplémentaire en faveur de la Cinémathèque ne devrait pas se faire au détriment d'autres institutions. Il propose d'arriver à l'objectif souhaité par l'intervenant en utilisant un réseau parallèle de diffusion de films, c'est-à-dire les maisons et les foyers culturels.

(1) Cf. annexe 4.

Il attire l'attention de la commission sur le fait que cela est déjà réalisé à Bruxelles. Il suggère qu'une partie des dépenses de l'article 12.33 relatif aux maisons de la culture et aux centres culturels soit affectée à la réalisation de l'initiative proposée.

L'auteur de l'amendement se réjouit de la proposition qui est faite en attirant cependant l'attention de la commission sur le fait que les maisons de la culture et les centres culturels sont surtout intéressés par des films qui ont été retirés du circuit commercial. Le but qu'il préconise est d'encourager la conservation des films et surtout de les rendre accessibles au public.

Après diverses interventions, le ministre propose que dans le cadre de l'article 12.33, un crédit de 500 000 francs permette l'exploitation, dans les institutions culturelles de la région wallonne, des richesses préservées par la Cinémathèque de Belgique. A cette fin, une convention sera passée avec la Cinémathèque.

Etant donné que le premier semestre de l'année est écoulé, il est proposé qu'une affectation de 250 000 francs soit consacrée à cet effet en 1974.

Un membre de la commission demande que l'affectation des crédits soit plus précise pour 1975 surtout lorsqu'il s'agit de subsides.

Le ministre déclare qu'il s'efforcera de donner le plus de précisions possibles dans le programme justificatif, il promet d'ajouter des éléments en ce qui concerne les dépenses par objectif et également leur localisation géographique.

— Vote.

A la suite des assurances données par le ministre, l'auteur de l'amendement retire sa proposition.

L'ensemble des articles budgétaires soumis à la commission est adopté par 6 voix contre 4.

5. *Travaux de la commission de la Coopération internationale* (1)

La commission de la Coopération internationale s'est réunie le 25 juin afin d'examiner la Section V - Relations internationales - de la Partie III du secteur Culture française du budget des Affaires culturelles pour l'année budgétaire 1974 en présence du ministre de la Culture française (2).

Le président commente brièvement les crédits consacrés aux relations culturelles internationales pour 1974. Il constate que ceux-ci font apparaître une augmentation d'environ 6 000 000 de francs par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est la résultante, d'une part, d'une augmentation globale des crédits consacrés aux bourses d'études, à la diffusion artistique et à la subvention à l'Agence de Coopération culturelle et technique et, d'autre part, de la suppression des crédits spéciaux affectés en 1973 pour l'organisation à Liège de la Conférence générale de cette agence.

La commission n'a pas estimé devoir entamer une discussion à ce sujet.

— Vote.

Sur la proposition d'un membre, la commission décide de passer au vote sur l'ensemble de la Section V - Relations internationales - de la Partie III du secteur Culture française du budget des Affaires culturelles pour l'année budgétaire 1974.

Cette section est adoptée par 7 voix contre 4 et une abstention.

6. *Travaux de la commission de la R.T.B.* (3)

La commission de la Radio-Télévision a consacré une séance à l'examen de la dotation R.T.B., inscrite à l'article 02.01 de la Section VI de la Partie III du budget du secteur Culture française pour l'année budgétaire 1974 (4). Plusieurs membres ont relevé que c'était la première fois que la commission a procédé à pareil examen.

— Exposé du ministre.

Le budget total de la R.T.B. pour 1974 s'établit à 1 143 618 000 francs, dans lequel la dotation accordée par l'Etat intervient pour un montant de 1 088 000 000 de francs et les recettes propres (principalement les interventions de tiers), pour 39 618 000 francs. L'annexe 6 donne la ventilation des postes budgétaires. Des recettes pour ordre sont prévues pour 16 millions.

Les dépenses de personnel, qui s'élèvent à 653 millions, représentant plus de 55 p.c. des dépenses.

Le budget T.V. atteint près de 670 millions soit environ 58,5 p.c. du budget, tandis que le

---

(1) Doc. Conseil 4-I (S.E. 1974), n° 4.

(2) Ont participé aux travaux de la commission : MM. Bertrand (président), Glinne, Harmegnies, Hoyaux, Mme Pétry-Scheys, MM. Radoux, Lagasse, Mme Lassance-Hermant, MM. Lausier, Deschamps, Mmes Goor-Eyben, Godinache-Lambert et M. Tilquin (rapporteur).

(3) Doc. Conseil 4-I (S.E. 1974), n° 5.

(4) Ont participé aux travaux de la commission : MM. Baudson (président), André, Bila, Bossicart, Brimant, Close, Daulne, Degroeve, Dehousse, Denison, Ducobu, Duvieusart, Falize, Fallon, Moreau, Mundeleer, Outers, Spitaels et François (rapporteur).

budget Radio s'établit à 262 millions ou 23 p.c. Le reste du budget correspond aux dépenses de fonctionnement des services généraux (18,5 p.c.).

Pour le ministre, le problème politique n° 1 est évidemment celui de la réforme du statut. Il en définit comme suit les grandes orientations : tout d'abord, assurer l'autonomie des instituts; ensuite être particulièrement attentif aux nombreuses critiques émises récemment en ce qui concerne l'objectivité de l'information : le ministre croit à cet égard qu'il s'agit d'un problème d'hommes et de responsabilité dans les structures. Il est aussi attentif à maîtriser la croissance des dépenses de l'institution en ce compris les problèmes posés par la politique de décentralisation; celle-ci doit être menée à bien dans une très grande clarté. Enfin, le ministre estime indispensable d'établir un dialogue sous une forme qui reste à définir entre la R.T.B. et ses auditeurs. Ce dialogue doit être institutionnalisé de manière à assurer la participation et aussi de manière à ce que la R.T.B. réponde aux besoins et aux aspirations de la communauté culturelle française dont elle doit être le miroir.

— Discussion générale et discussion des articles.

Ventilation de la dotation

Un membre estime qu'il est très difficile de discuter un budget qui se présente sous la forme d'une enveloppe globale, c'est-à-dire une dotation et regrette à cet égard l'absence d'un document donnant la ventilation de cette dotation.

Un autre membre regrette lui aussi l'absence de cette ventilation : celle-ci devrait notamment préciser la part des initiatives budgétaires nouvelles.

Ce même membre juge indispensable d'assurer une planification budgétaire à plus long terme de manière à éviter les inconvénients d'une politique définie au jour le jour.

D'autres membres partagent les regrets exprimés quant au défaut de ventilation de la dotation. L'un d'entre eux estime que la commission ne peut pleinement remplir son rôle que si elle est en possession des documents indispensables pour lui permettre de donner son avis dans de bonnes conditions.

Un autre membre constate que la fin du mois de juin est toute proche et rappelle que la commission de la Politique générale a souhaité que le vote du budget intervienne avant les vacances parlementaires. Il partage les regrets qui ont été exprimés mais il est partisan d'éviter de retarder indéfiniment le vote du budget.

Le président constate que la commission a le choix entre deux solutions : ou bien décider de demander au ministre la documentation souhaitée et par conséquent reporter sa séance, ou bien décider que le document complémentaire sera joint au rapport.

Un membre rappelle que l'année dernière, la commission n'a pas été appelée à discuter de la dotation de la R.T.B. Selon le règlement du Conseil, la commission est appelée à donner un avis. Il se prononce par conséquent pour un renvoi à la commission de la Politique générale en déclarant que la commission de la R.T.B. n'est pas en mesure de donner un avis valable.

Un autre membre est d'avis que la commission peut émettre un avis valable et que la ventilation doit être annexée au rapport. Il estime que s'il n'y a pas de ventilation, c'est parce que le rôle du Conseil culturel est précisément de voter une dotation globale. Il souligne que la responsabilité de la ventilation appartient effectivement au conseil d'administration de la R.T.B.

Un autre membre constate que le budget de la R.T.B. se présente de manière semblable à ceux des parastataux du secteur de la sécurité sociale par exemple. Pour ceux-ci, les budgets se trouvent annexés aux projets budgétaires déposés par le gouvernement.

Le président demande à la commission de se prononcer sur la proposition de renvoi à la commission de la Politique générale, en soulignant l'impossibilité où se trouve la commission de donner un avis dans des conditions valables. Cette proposition est rejetée par 9 voix contre 8. Le président propose alors la seconde formule : les documents contenant la ventilation seront joints en annexe [1] au rapport tandis que la commission donnera directement son avis à la commission de la Politique générale : cette procédure est adoptée par 9 voix contre 8.

⁂

Réforme du statut de la R.T.B.

Un membre est bien d'accord avec le ministre pour constater l'urgence de la réforme du statut. Il remarque toutefois à cet égard que la première déclaration gouvernementale d'avril annonçait le dépôt du projet avant les vacances parlementaires, tandis que la seconde déclaration apparaît en retrait sur la première, puisqu'elle ne fixe plus de délai pour ce dépôt.

Il pose en conséquence les deux questions suivantes :

1° Existe-t-il encore un délai prévu pour le dépôt du projet et si ce n'est pas le cas, pourquoi a-t-on supprimé ce délai ?

---

[1] Cf. annexe 6.

2° N'est-il pas très difficile d'aborder les problèmes posés par le statut en les isolant de ceux posés par l'installation des câbles et la télédistribution ?

Réponse du ministre : L'échéance prévue actuellement pour le dépôt du projet de nouveau statut de la R.T.B. est la fin de l'année civile.

Objectivité de l'information

En ce qui concerne le respect de l'objectivité, un membre demande quelles sont les mesures qui sont envisagées, par qui ces mesures devraient-elles être prises et notamment seraient-elles prises à l'intérieur des organes propres à la R.T.B. ou bien devraient-elles résulter de pressions exercées extérieurement à celle-ci.

Le ministre répond qu'il n'a aucune intention d'agir par des procédés dictatoriaux ou en exerçant des pressions extérieures. Le ministre estime que le problème est d'organiser et de définir les responsabilités à cet égard, tant au conseil d'administration qu'au sein de la hiérarchie.

Groupe de travail sur les moyens audio-visuels

Un membre constate que ce groupe de travail dont la création est annoncée par la déclaration gouvernementale comprendra les représentants des intérêts économiques privés. Cela lui paraît extrêmement dangereux car il désire à tout prix que la culture soit dissociée de l'argent.

Réponse du ministre : Deux formules sont actuellement discutées. La première est celle d'un conseil de programmation qui réunirait les utilisateurs c'est-à-dire les auditeurs et téléspectateurs, les organisations particulièrement intéressées par les problèmes de la radio-télévision et enfin les représentants du personnel de la R.T.B.

La seconde formule envisagée est celle d'un conseil supérieur de l'audio-visuel qui aurait pour charge de définir la politique générale à suivre dans ce domaine et de définir aussi les missions des différents groupes intéressés à l'audio-visuel. Ce conseil supérieur associerait notamment la R.T.B., les organes s'occupant de télévision par câble et éventuellement aussi la médiathèque.

Il souligne que ces options sont encore toutes au stade de l'étude à son département et que rien n'a encore été décidé en ce qui concerne la composition du groupe de travail.

A propos de la présence de représentants des intérêts économiques, il n'y a aucune volonté de privatisation mais il apparaît que, dans un premier stade, il importe de dialoguer avec les propriétaires des installations de télévision par câble.

Un autre membre remarque que la création d'un seul groupe de travail est prévue. Il souligne que cette unité constitue une sorte de renoncement à l'autonomie culturelle : en effet, il aurait fallu prévoir un groupe de travail par communauté.

Il demande en outre quelles seront les bases de pondération entre les trois communautés culturelles au sein du groupe de travail.

Réponse du ministre : Ce groupe sera effectivement subdivisé en trois sections correspondant chacune à l'une des communautés culturelles. Pour la section correspondant à la communauté française, l'ordre de grandeur du nombre des participants sera de quarante personnes, puisque seront représentés respectivement :

— les ministres concernés : Culture, Communications et Intérieur,

— les représentants des universités,

— les grands mouvements volontaires de jeunesse et d'éducation permanente.

Siégeront en outre à titre d'experts, des représentants de la R.T.B. ainsi que ceux des milieux intéressés à l'audio-visuel, notamment des représentants de la médiathèque.

Un membre se préoccupe de savoir comment sera formée la section correspondant à la communauté allemande.

Le ministre répond que le Rat Der Deutsche Kulturgemeinschaft sera consulté par le gouvernement pour la formation de cette section.

*
**

Régionalisation et décentralisation. — Problème de la 2me chaîne T.V. — Aspects budgétaires.

Un membre demande des précisions sur le calendrier de régionalisation de la R.T.B. Il voudrait aussi des informations sur l'avancement de la scission des services communs : il constate à cet égard que plusieurs arrêtés royaux sont intervenus mais se succèdent très lentement.

En ce qui concerne le projet de deuxième chaîne, il voudrait savoir si le Conseil d'administration de la R.T.B. a compétence pour prendre la décision. Il estime que si c'était le cas, ce Conseil aurait un véritable pouvoir d'augmenter son propre budget et il se demande alors quel rôle resterait au Conseil culturel. Il demande enfin quelle part du budget revient aux initiatives nouvelles.

Réponse du ministre : Les initiatives nouvelles atteignent le montant très peu élevé de 21 millions, comprenant notamment les frais de « colorisation » du journal télévisé ainsi que les frais de retransmission de matches de la coupe du monde de football.

Le ministre indique que, par conséquent, le Conseil d'administration de la R.T.B. a dû, à son grand regret, décider la poursuite de la politique de décentralisation à un rythme assez lent. L'objectif est la réalisation de quatre studios équipés en appareillages électroniques : deux à Liège et deux à Charleroi. Le calendrier concret de ces réalisations se présente comme suit : à Liège, un studio équipé sera ouvert au milieu de 1975 et le second en octobre de la même année. A Charleroi, le premier studio sera ouvert en octobre 1975 et le second, de plus grande dimension, fin décembre 1975 ou janvier 1976.

D'autre part, la réalisation d'une deuxième chaîne est évidemment liée à celle de la décentralisation. Il y a en effet impossibilité de diffuser, sur la seule chaîne actuellement en service, le volume beaucoup plus important de productions nouvelles à prévoir. Il faudra donc nécessairement ouvrir de nouveaux canaux pour assurer notamment la diffusion d'émissions destinées à des groupes spécifiquement intéressés et cela dans de bonnes conditions, notamment dans des horaires normaux, d'où la nécessité d'une deuxième chaîne.

Le même membre est d'avis que la décentralisation est avant tout un problème politique et regrette à cet égard que l'effort budgétaire consenti reste insuffisant. Il souligne que la R.T.B. conçoit sa régionalisation avant tout au moyen d'un effort supplémentaire en ce qui concerne les effectifs du personnel et les équipements. Or, il est indispensable d'assurer d'abord la redistribution des moyens existants. Il craint que la deuxième chaîne ne soit qu'un succédané de la première, qu'elle permette seulement une extension des horaires actuels de la télévision puisqu'en réalité la deuxième chaîne représentera une augmentation d'un tiers du temps actuel d'émission de la première chaîne. En tous cas, conclut-il, la deuxième chaîne ne sera pas une chaîne d'éducation permanente.

Un autre membre relève que le point de vue exprimé par l'intervenant précédent tend à remettre en cause fondamentalement l'autonomie de gestion de la R.T.B. Il remarque d'autre part qu'il faudrait parler ici de décentralisation plutôt que de régionalisation. Il estime que si la volonté politique doit être exprimée par le Conseil culturel, il faudrait alors que l'Etat remette en cause l'autonomie de la R.T.B. Il rappelle à l'intervenant précédent que le parti de celui-ci, depuis la réforme intervenue l'année dernière, est représenté au Conseil d'administration de la R.T.B. et qu'il peut donc agir dans ce cadre.

Le même membre se prononce d'autre part contre une deuxième chaîne qui serait destinée à un public restreint.

Le ministre précise que la part du budget affectée aux centres régionaux de production se présente comme suit :

— pour la télévision : 10,5 p.c. des dépenses,

— pour la radio : 54 p.c.

Un autre membre voudrait savoir la signification des termes utilisés par le ministre en ce qui concerne la « maîtrise de la croissance » à propos d'une politique de « décentralisation dans la clarté ».

Le ministre répond qu'il se propose de faire le point et de demander à la R.T.B. de définir les objectifs précis en envisageant les adaptations correspondantes dans le budget.

— Vote.

L'article budgétaire 02.01 est adopté par 9 voix contre 8.

II. Secteur des Classes moyennes (1)

Travaux de la commission de l'Enseignement, de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente

Les commissions de l'Enseignement et de la Jeunesse et de l'Education permanente, réunies en commun le 29 mai 1974, ont examiné le budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle française pour l'année budgétaire 1974, secteur Classes moyennes (2). La commission de la Jeunesse et de l'Education permanente a consacré une seconde réunion le 4 juin 1974. Les deux commissions ont décidé qu'un rapport identique sera établi en ce qui concerne l'exposé du ministre et la discussion générale et la discussion des articles.

---

(1) Doc. Conseil 4-III (S.E. 1974), nos 2 et 3.

(2) Ont participé aux travaux de la commission de l'Enseignement :

MM. Hannotte (président), Beauthier, Bourgeois, Busieau, Clerfayt, Degroeve, Gondry, Guillaume, Lacroix F., Lausier, Onkelinx, Mme Ryckmans-Corin, MM. Sweert, Ylieff et Lernoux (rapporteur).

Ont participé aux travaux de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente :

MM. Clerfayt (président), Bourgeois, Mme Brenez, MM. Burgeon, Cornet d'Elzius, Dejardin, Fievez, Gillet J., Helguers, Herbage, Levecq, Maes G., Mathot, Onkelinx, Pêtre, Mme Pétry-Scheys, M. Plasman, Mme Ryckmans-Corin, MM. Sondag, Stassart et Lernoux (rapporteur).

A assisté aux réunions : M. Olivier, ministre des Classes moyennes.

— Exposé du ministre.

Le projet de budget porte sur des crédits de 184 989 000 francs pour les dépenses relatives à l'enseignement et de 320 000 francs pour l'éducation permanente, soit un total de 185 309 000 francs.

En 1973, le total accordé fut de 179 000 000 de francs et en 1972 de 162 000 000 de francs, l'augmentation par rapport à 1973 est donc de 6 309 000 francs soit 3,6 p.c. Sur le total proposé, les dépenses prévues pour Bruxelles-Capitale sont de l'ordre de 21 271 000 francs.

Au chapitre des dépenses d'enseignement, les subventions couvrent la formation et le perfectionnement professionnels dans les métiers et négoces. Ce domaine est réglé par l'arrêté royal du 13 avril 1959.

Par ailleurs, le montant et les modalités de l'intervention financière de l'Etat, prévus par cet arrêté de 1959, sont fixés par l'arrêté ministériel du 27 avril 1960.

Les crédits sollicités couvrent les besoins dont la répartition comprend les éléments suivants :

1° *Les frais généraux des comités régionaux de formation et de perfectionnement professionnels* (art. 1er de l'arrêté ministériel).

Les frais généraux s'élèvent à 24 926 000 francs. Ils comprennent les dépenses de personnel, c'est-à-dire traitements et programmation sociale soit environ 16 500 000 francs; les frais de réunion des commissions professionnelles (640 000 francs) ainsi que les frais d'organisation et de fonctionnement (loyers, éclairage, chauffage, entretien) des onze comités régionaux de la région de langue française ainsi que la majeure partie (3/4) du comité régional bilingue de Bruxelles-Agglomération.

Par rapport à 1973, la majoration pour les frais généraux est de 5 p.c. Elle résulte de l'indexation des traitements mais principalement de la croissance des frais de fonctionnement.

2° *Les subventions aux secrétaires d'apprentissage* (art. 5 de l'arrêté financier du 27 avril 1960).

Ces subventions sont prévues pour un montant de 10 000 000 de francs soit une diminution de 1 500 000 francs par rapport à l'année dernière.

Elles sont de trois types :

a) Subventions d'un montant maximum de 5 000 francs destinées à couvrir les frais de premier établissement, calculées pour cinq nouveaux secrétariats par année. A l'expérience, on constate que cette prévision est rarement engagée.

b) Des subventions semestrielles de 300 francs par contrat agréé et sous tutelle, c'est-à-dire effectivement contrôlé par le secrétariat. Cette subvention est portée à 360 francs à partir du 151e contrat.

c) Des subventions de 1 200 francs par apprenti ayant réussi l'examen de fin de qualification.

La diminution prévue de 1 500 000 francs par rapport à 1973 résulte de la diminution du nombre de contrats d'apprentissage en cours, soit l'ensemble des apprentis de 1re, 2e, 3e et 4e année. En effet, le nombre de nouveaux contrats agréés en 1970, 1971, 1972 ayant diminué, il va de soi que l'ensemble sous tutelle en 1974 sera en légère régression. Cette régression est fonction de la conjoncture économique, lorsque celle-ci est favorable le nombre d'apprentis diminue. Par ailleurs, la démocratisation des études prolonge la scolarité dans l'enseignement moyen, normal et de promotion sociale.

3° *Les cours de qualification et de patronat* (art. 6, 7 et 8 de l'arrêté ministériel).

Les crédits pour les cours sont d'un montant de 127 036 000, soit 7 000 000 de francs d'augmentation par rapport à 1973. Ils couvrent les frais d'honoraires aux professeurs de qualification et de patronat, les cotisations patronales versées à l'O.N.S.S., les frais de déplacement, les frais d'organisation, de direction et de coordination des 14 centres de cours, les manuels pour les apprentis soit 1 200 francs par apprenti pour les 4 années d'apprentissage, ainsi que les conférences psycho-pédagogiques organisées à l'intention des profeseurs de formation professionnelle.

4° *Les manifestations de perfectionnement* (art. 9, 10, 11 et 15 de l'arrêté financier).

Un crédit de 4 727 000 francs est prévu pour subsidier les conférences de perfectionnement, les journées d'étude et les séminaires tant sur le plan national que régional.

Ce crédit couvre également les honoraires des conférenciers.

5° *Les frais d'examen* (art. 12, 13 et 14 de l'arrêté ministériel).

Ces subsides couvrent, pour un montant de 4 000 000 de francs, les frais d'organisation des examens aux deux stades de la formation professionnelle (qualification et patronat), les frais des jurys d'examen, correction et surveillance ainsi que les frais de voyage pour les apprentis pour les examens de connaissances professionnelles.

6° *Les frais relatifs à d'autres activités.*

Il s'agit de l'équipement des centres de cours, notamment des ateliers et de travaux d'aménagement.

Un montant de 14 300 00 francs est sollicité soit une augmentation de 1 300 000 francs par rapport à 1973 prévue en raison de la création projetée de nouveaux centres en Wallonie, notamment à Mons et Charleroi.

7° Au chapitre II, en ce qui concerne l'Education permanente, un montant de 320 000 francs est sollicité.

Ces subventions couvrent les indemnités de promotion sociale aux jeunes travailleurs indépendants et aidants (loi du 1er juillet 1963 et ses arrêtés d'exécution).

Il s'agit de l'indemnité de promotion sociale (800 francs par an avec maximum de 4 000 francs) qui peut être allouée aux jeunes travailleurs indépendants et aidants qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale.

— Discussion générale et discussion des articles.

Un membre émet au sujet du système de l'aprentissage sous contrat plusieurs critiques :

1° La plupart des patrons utilisent leurs apprentis comme main-d'œuvre à bon marché et ne leur dispensent pas la formation professionnelle à laquelle ils ont droit.

2° La surveillance de la mise en œuvre des contrats d'apprentissage est effectuée par un secrétaire régional qui lui-même dépend d'un comité composé de patrons. Il est anormal que ce secrétaire soit lié par des décisions et les directives données par ce comité.

3° Des cours généraux organisés par le secrétariat d'apprentissage sont donnés aux apprentis. Il est permis de se demander si le niveau de ces cours généraux est suffisant.

Le même intervenant tient à souligner qu'en 1964 une convention a été signée entre le ministre des Classes moyennes et le ministre de l'Education nationale, selon laquelle les deux départements s'organiseraient pour que les cours de formation générale soient suivis dans les écoles industrielles du soir. Les cours donnés par ces dernières seraient adaptés en fonction de cet enseignement. A sa connaissance, ce protocole n'a toujours pas été appliqué à ce jour. S'il était appliqué, il serait à la base d'un progrès sensible de la qualité de la formation. Il termine son intervention en formulant trois souhaits. Le premier est que ce protocole soit enfin appliqué. Le second est que l'inspection relative aux contrats d'apprentissage soit régulièrement et sérieusement organisée; il faudrait pour cela que cette matière dépende directement de la direction générale de l'Enseignement technique.

Enfin, en troisième lieu, il souhaite que la formation des apprentis dépende des départements des Classes moyennes et de l'Education nationale.

Un autre membre attire l'attention de la commission sur le sort des indépendants; il reste au budget des sommes qui ne sont pas utilisées et qui pourraient être affectées à la formation des indépendants.

— Vote de la commission de l'Enseignement.

Le secteur est rejeté par 6 voix contre, 3 voix pour et 4 abstentions.

— Vote de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente.

Le secteur est adopté par 4 voix et 7 abstentions.

III. Secteur des Communications (1)

Travaux de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente

La commission de la Jeunesse et de l'Education permanente a consacré une séance à l'examen du projet de décret portant le budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle française pour l'année budgétaire 1974 — Secteur Communications (2).

— Exposé du ministre des Communications.

Le ministre fait un exposé sur le projet de budget du secteur Communications pour 1974. Il a été conçu par les prédécesseurs du ministre.

Le ministre souscrit aux propositions contenues dans le projet de budget. Il se tient à la disposition de la commission pour fournir toutes les explications et répondre aux suggestions qui lui seront faites.

1. *En matière de dépenses ordinaires*

Les dépenses ordinaires proposées pour 1974 traduisent un accroissement global très important par rapport au taux d'accroissement général des dépenses ordinaires prélevées dans l'ensemble des Dotations culturelles.

---

(1) Doc. Conseil 4-IV (S.E. 1974), n° 2.

(2) Ont participé aux travaux de la commission : MM. Clerfayt (président), Bourgeois, Burgeon, Mme Brenez, MM. Fievez, Lernoux, Levecq, Maes G., Mathot, Onkelinx, Plasman, Mmes Pétry-Scheys, Ryckmans-Corin, MM. Sondag et Gillet J. (rapporteur).

Cet accroissement atteint le chiffre de 16 535 000 francs en volume ou 90 p.c. par rapport aux dépenses ordinaires 1973 ajustées.

Cette augmentation provient principalement d'un nouveau crédit d'un montant global de 10 millions, destiné à la promotion de la modernisation, de la création et du développement de terrains de camping, conformes aux prescriptions de la loi du 30 avril 1970 sur le camping et de l'arrêté royal du 25 octobre 1971.

En deuxième lieu, l'accroissement est influencé par :

1° Une augmentation substantielle du crédit destiné à subventionner les syndicats d'initiatives, leurs groupements régionaux, les fédérations provinciales touristiques et les ligues et associations touristiques (accroissement de 3 590 000 francs ou 48,44 p.c.);

2° Une augmentation non moins substantielle du crédit inscrit aux fins de promouvoir la modernisation ou la construction d'établissements hôteliers (accroissement de 2 875 000 francs ou 40 p.c.).

2. *En matière de dépenses extraordinaires*

Les autorisations globales pour 1974 comportent 125 millions aux fins d'engagement et 142 millions aux fins d'ordonnancement.

Ces autorisations se subdivisent, quant à leur destination, en deux catégories bien distinctes, à savoir :

1° Des crédits de subvention (ou transferts de capitaux);

2° Des crédits d'investissement direct par l'Etat.

La première des catégories susmentionnées comprend deux secteurs :

a) Des crédits d'engagement d'un impact total de 60 millions, en vue d'une intervention de l'Etat pour la promotion du tourisme social des travailleurs salariés.

Dans ce secteur, les nouvelles autorisations en ordonnancement se chiffrent à 65 millions.

b) Des crédits d'engagement de 45 millions au total permettant l'intervention de l'Etat dans le financement d'acquisitions et de travaux contribuant au développement de l'équipement touristique régional et ce, dans le cadre d'une politique de valorisation économique et sociale.

En ce domaine, les autorisations nouvelles en ordonnancement s'élèvent à 57 millions.

Quant aux investissements directs par l'Etat, les nouvelles autorisations tant en engagement qu'en ordonnancement atteignent 20 millions.

Ces crédits visent la réalisation de complexes de loisirs, à l'initiative de l'Etat, sans intervention financière des communautés locales ou régionales.

— Discussion des articles.

Article 41.01

Un membre demande si ce crédit tient compte des nouvelles formes de tourisme qui se sont développées ces dernières années, au nombre desquelles ont peut compter le tourisme à la ferme, le tourisme roulotte, le tourisme pédestre...

Dans sa réponse, le ministre souligne l'existence d'un crédit destiné à encourager les subventions de l'Etat couvrant les loyers des gîtes d'étapes, ce qui constitue incontestablement une promotion au tourisme pédestre mentionné.

Un autre membre demande quels « organismes privés » sont visés par le crédit, et quels critères président à l'octroi de ce crédit. Le ministre souligne que le règlement de base pour l'octroi de ces crédits est constitué par le texte des arrêtés royaux du 23 janvier 1951 et du 2 mars 1956.

Articles 51.01 et 51.02

Un membre intervient pour souligner que le climat propre à la Belgique entraîne la nécessité de prévoir, lors de la construction de homes sociaux et de terrains de camping, des activités à la fois extérieures et intérieures, ce qui suppose un équipement socio-culturel et sportif ad hoc pour ces centres touristiques.

Il rompt ensuite une lance en faveur de la reconnaissance des zonings touristiques. Ces zonings sont précisément situés dans les régions les plus pauvres du pays et leur reconnaissance donnerait à celles-ci des moyens de développement économique considérables, puisque les zonings touristiques permettent d'employer une main-d'œuvre abondante.

Il demande enfin à connaître les critères qui ont présidé à l'octroi des subsides destinés à la modernisation et à la construction d'établissements hôteliers, et notamment ce que recouvrent les « travaux de nature à promouvoir l'étalement des vacances » mentionnés dans le programme justificatif du budget. Le membre croit qu'il convient d'encourager le tourisme dans notre pays, et que dans ce cadre, il faut veiller à ce que les prix pratiqués dans les hôtels restent accessibles, puisque le tourisme en Belgique est le fait de gens moins aisés.

Le ministre déclare qu'il s'inspirera des suggestions du membre pour l'établissement de son budget pour 1975. Il ajoute que sont actuellement retenus comme travaux les modernisa-

tions ayant pour but d'améliorer le logement des vacanciers telles que : installations de chauffage, salles de bains, lignes téléphoniques, etc. Il s'agit donc à première vue de l'amélioration du logement. Le chauffage central est notamment un des moyens qui permet l'étalement des vacances dans les installations hôtelières.

Un commissaire demande quelles sont les options prises en vue de promouvoir de nouvelles formes de tourisme et plus spécifiquement le tourisme à la ferme, le tourisme roulotte et le tourisme pédestre ?

Le ministre répond qu'en ce qui concerne le tourisme à la ferme, on examine actuellement avec le ministère de l'Agriculture, la possibilité d'une subvention pour les agriculteurs qui construisent des chambres pour vacanciers.

Pour ce qui concerne le tourisme roulotte, il n'ignore pas le problème, mais aucune solution pratique n'a encore été trouvée.

En ce qui concerne le tourisme pédestre, il faut faire la distinction entre les travaux exécutés par les Travaux publics et les travaux subventionnés par le Tourisme. Les chemins pédestres pour autant qu'ils répondent à certains critères (2 m de large + 25 cm pour les canivaux) sont subventionnés par les Travaux publics pour ce qui concerne les travaux d'installation. Pour ce qui concerne l'équipement des chemins pédestres (installation de bornes de signalisation, aires de parking, etc.) le ministère des Communications subventionne à 60 p.c. les dépenses se référant à ces travaux. Ces dépenses sont reprises à l'article 51.02 (infrastructure touristique).

Un membre demande quels sont les critères pour l'octroi des primes visées à l'article 51.02, section I ?

Le ministre déclare que le premier critère est que les achats, les constructions, les installations, les extensions et les travaux d'équipement doivent être destinés à augmenter l'attrait touristique d'une région.

Les conditions d'introduction des demandes sont reprises par l'arrêté royal du 14 février 1967.

Un commissaire souhaite connaître quels sont les complexes de loisirs réalisés à l'initiative de l'Etat, pour lesquels des acquisitions, constructions ou des travaux d'équipements ou d'aménagement ont été effectués en 1973, ce que prévoit le programme 1974 et dans quelle mesure il est réalisé ou en voie de réalisation à ce jour.

Le ministre répond qu'aucun complexe de loisirs n'a été réalisé à l'initiative de l'Etat en 1973; le programme 1974 prévoit toutefois deux réalisations à savoir : Butgenbach et Angreux-Mabompre (appelé complexe des deux Ourthes).

Un commissaire déclare que les primes de modernisation, de création et de développement de terrains de camping, visées à l'article 51.02, Section I, sont apparemment destinées à des organismes privés.

Ne faut-il pas prévoir des primes analogues (ou des subsides) aux communes et aux provinces ?

Le ministre répond que les primes visées à l'article 51.02 sont effectivement destinées à des organismes privés. Il s'agit d'une mesure prise par le gouvernement en vue d'assainir le secteur camping et ce, conformément à la législation en vigueur.

Pour les communes et provinces, il n'est pas prévu de primes de ce genre partant du principe que les instances officielles donnent l'exemple du bon aménagement des terrains de camping dès leur création.

Un membre signale qu'au titre II, Dépenses extraordinaires, article 51.01, on constate l'absence totale de crédits d'engagement et d'ordonnancement en vue de permettre l'intervention de l'Etat pour la promotion du tourisme social des travailleurs indépendants.

Comment explique-t-on cette absence de crédits et que compte faire monsieur le ministre pour combler cette lacune ?

Le ministre répond qu'étant donné qu'aucune demande n'a été faite à ce jour, il n'a pas semblé utile d'inscrire des crédits à ce titre.

Un commissaire souhaite savoir, en ce qui concerne le crédit destiné à l'octroi de subsides à des organismes privés pour la propagande du tourisme social, quels sont les organismes privés qui sont visés.

Le ministre répond qu'il s'agit en l'occurrence d'organismes de tourisme social reconnus par le Commissariat Général au Tourisme.

Pour citer les plus importants :

« Joie et Santé » (organisme de tourisme social de la F.G.T.B.).

« Loisirs et vacances » (organisme central de tourisme social du M.O.C.).

« La Centrale Wallonne des Auberges de Jeunesse ».

« Centre Belge du Tourisme des Jeunes ».

Article 71.01

Un membre demande à quels centres touristiques correspondent les crédits destinés à l'achat de terrains et de bâtiments, constructions, équipement et aménagements divers en vue de la création de centres touristiques. Il aimerait également connaître les centres touristiques correspondants pour l'année budgétaire 1973.

La réponse du ministre sera donnée sur ce point en séance publique.

— Vote.

Les articles du secteur « Communications » sont adoptés par 7 voix et 4 abstentions.

IV. Secteur de la Santé publique et de la Famille (1)

Travaux de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente

La commission de la Jeunesse et de l'Education permanente a consacré une séance à l'examen du projet de décret portant le budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle française pour l'année budgétaire 1974 — secteur Santé publique et Famille (2).

— Exposé du ministre.

Le ministre de la Santé publique et de la Famille commente le projet de budget des Dotations culturelles 1974 qui prévoit en faveur du secteur Santé publique et Famille un crédit global de 13 485 000 francs.

Le projet de décret qui est soumis à la commission tend à préciser la destination de ces crédits.

1. *Auberges de Jeunesse*

Article 12. 45. — Un crédit de 350000 francs est prévu pour l'Auberge de Jeunesse de l'Etat à Virelles et doit servir à la restauration du mur d'enceinte et pergola, ainsi qu'à de gros travaux d'entretien.

Article 74.03. — Pour la même auberge, un crédit de 50 000 francs est destiné à l'acquisition de petit matériel et de mobilier.

2. *Subsides aux associations organisant des cours, etc. en vue de promouvoir l'éducation familiale*

Article 33.45. — Il est prévu un crédit de 5 085 000 francs en vue de l'octroi de ces subsides, couvrant en principe les frais des cours, conférences et journées d'étude.

L'arrêté royal du 15 juillet 1959 qui, précédemment, réglait l'octroi desdits subsides, a été, à partir du 1er avril 1974, remplacé par l'arrêté royal du 11 mars 1974. Les interventions ont été pratiquement doublées et sont fixées comme suit :

500 francs par débat (minimum 2 heures).
2 000 à 2 500 francs par journée d'étude
1 000 francs par participant aux séances de formation.

Le montant du crédit sollicité a été calculé sur base de l'ancien arrêté royal. Le crédit supplémentaire qui sera nécessaire et qui sera demandé par voie du feuilleton d'ajustement a été évalué à 5 950 000 francs.

3. *Charge d'intérêt d'emprunts des pouvoirs subordonnés auprès du Crédit Communal pour des travaux d'infrastructure sportive*

Article 43.45. — Cette charge a été transférée du budget général du département de la Santé publique au budget culturel, et ne concerne que les travaux pour lesquels des autorisations d'emprunt ont été octroyées en 1973. La dette antérieure reste inscrite au budget général. Il est en outre à signaler que les crédits pour les investissements en matière d'infrastructure sportive relèvent depuis le 1er janvier 1974 du ministère de la Culture.

— Discussion des articles.

Article 12.45

Le ministre confirme, suite à une question d'un membre, que l'Auberge de Jeunesse de Virelles est la seule qui dépende directement de l'Etat.

Article 43.45

A une question d'un membre, qui demande des précisions au sujet des 8 000 000 de francs versés à titre de contributions pour charge d'intérêts aux pouvoirs publics régionaux et locaux, le ministre répond qu'il s'agit d'un autre mode de subvention de l'infrastructure sportive; la subvention de 60 p.c. de l'infrastructure sportive

(1) Doc. Conseil 4-V (S.E. 1974), n° 2.

(2) Ont participé aux travaux de la commission : MM. Clerfayt (président), Bourgeois, Burgeon, Mme Brenez, MM. Fievez, Lernoux, Levecq, Maes G., Mathot, Onkelinx, Plasman, Mmes Pétry-Scheys, Ryckmans-Corin, MM. Sondag et Gillet J. (rapporteur).

octroyée par l'Etat peut être en effet remplacée par l'octroi d'un prêt garanti par l'Etat auprès du Crédit communal; l'Etat paye dans ce cas à la fois le remboursement du prêt et les intérêts qui y afférent.

Article 52.45

Un membre se demande s'il ne faudrait pas régler le problème des subsides aux organismes qui construisent, transforment, agrandissent ou aménagent des plaines de jeux; en effet, les crédits accordés pour l'année 1973 n'ont pas été utilisés.

Le ministre signale à ce propos qu'une réglementation en ce sens est à l'étude.

Un membre demande au ministre s'il existe un équivalent pour la partie francophone du pays de l'établissement pour l'enseignement de la navigation à voile installé par le B.L.O.S.O. à Nieuport-Bains.

Pour le ministre cette question se rapporte plutôt à d'autres commissions du Conseil culturel, et doit être en tout cas transmise au ministre de la Culture française.

— Vote.

Le secteur « Santé publique et Famille » est adopté par 7 voix et 5 abstentions.

V. Secteur de l'Agriculture (1)

Travaux de la commission de l'Enseignement et de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente

Les commissions de la Jeunesse et de l'Education permanente et de l'Enseignement ont consacré une séance le 29 mai à un examen conjoint du secteur Agriculture du budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle française pour l'année budgétaire 1974 (2).

A cette date, elle s'était réunie conjointement avec la commission de l'Enseignement. La commission de la Jeunesse et de l'Education permanente a tenu une seconde réunion à la date du 4 juin 1974.

Les deux commissions ont décidé d'établir un rapport identique en ce qui concerne l'exposé du ministre et la discussion générale et la discussion des articles.

— Exposé du ministre.

Le ministre commente brièvement le budget pour 1974 qui s'élève à un montant total de 7 300 000 francs (chiffre de 1973) se subdivisant en :

1. 1 800 000 francs pour la formation professionnelle assurée par les fonctionnaires du département en service extérieur qui sont plus particulièrement chargés de la vulgarisation;

2. 5 200 000 francs pour la formation professionnelle assurée par les organisations professionnelles et sociétés agréées;

3. 300 000 francs pour la promotion sociale : constatant la faible utilisation de ce crédit au cours des exercices précédents, il informe les membres de la commission de ce que les ministres de l'Agriculture et des Classes moyennes ont pris l'initiative de revoir les critères d'intervention ainsi que les montants.

En terminant, il signale que, dès l'an prochain, le système de formation permanente en matière d'agriculture sera complètement remanié et revu comme cela est demandé par la directive 72/161 de la C.E.E.

— Discussion générale.

Un membre fait remarquer que les sommes dévolues à la promotion sociale des agriculteurs ne sont pas utilisées dans leur entièreté. Dès lors, il estime que ces sommes pourraient être affectées aux cours de formation professionnelle générale.

Le ministre répond que, comme il l'a signalé dans son exposé, cette matière sera remaniée et revue en conformité avec la directive 72/161 de la C.E.E.

— Vote.

Le secteur est adopté par 4 voix et 7 abstentions.

---

(1) Doc. Conseil 4-VI (S.E. 1974), n[os] 2 et 3.

(2) Ont participé aux travaux de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente :

MM. Clerfayt (président), Bourgeois, Mme Brenez, MM. Burgeon, Cornet d'Elzius, Dejardin, Fievez, Gillet J., Helguers, Herbage, Levecq, Maes G., Mathot, Onkelinx, Pêtre, Mme Pétry-Scheys, M. Plasman, Mme Ryckmans-Corin, MM. Sondag, Stassart et Lernoux (rapporteur).

Ont participé aux travaux de la commission de l'Enseignement :

MM. Clerfayt (président), Beauthier, Bourgeois, Busieau, Degroeve, Gondry, Guillaume, Hannotte, Lacroix E., Lausier, Onkelinx, Mme Ryckmans-Corin, MM. Sweert, Ylieff et Lernoux (rapporteur).

VI. Secteur des Travaux publics

Travaux de la commission de la Politique générale

La commission de la Politique générale, réunie le 27 juin 1974, a examiné le secteur Travaux publics du budget des Affaires culturelles pour l'année budgétaire 1974 (1).

— Exposé du ministre.

Des amendements au secteur budgétaire sont présentés par le gouvernement (2). Ces derniers réduisent les crédits inscrits à l'article 64.01 pour les transférer à une nouvelle rubrique (art. 63.10).

— Discussion générale.

Ce secteur budgétaire n'a pas fait l'objet d'une discussion en commission.

— Vote sur les amendements et l'ensemble du secteur.

Les amendements du gouvernement sont adoptés à l'unanimité.

Le secteur Travaux publics est adopté par 11 voix contre 5.

VII. Secteur des Dotations

Travaux de la commission de la Politique générale

La commission de la Politique générale, réunie le 27 juin 1974, a examiné le secteur Dotations du budget des Affaires culturelles pour l'année budgétaire 1974 (3).

Ce secteur n'a pas fait l'objet d'une discussion particulière, une question le concernant a été posée par un commissaire lors de la discussion générale qui a précédé le vote du budget par la commission de la Politique générale.

— Vote.

Le secteur des Dotations est adopté par 11 voix contre 5.

***

TROISIEME PARTIE

REPRISE DE LA DISCUSSION GENERALE EN COMMISSION DE LA POLITIQUE GENERALE ET VOTES

Votre commission s'est réunie à nouveau pour entendre les rapporteurs des diverses commissions qui ont analysé des sections ou des articles budgétaires pour lesquels elles étaient compétentes.

Elle a ensuite repris la discussion générale sur l'ensemble du budget des Affaires culturelles pour 1974.

I. Reprise de la discussion du secteur de la Culture française

Le ministre de la Culture française accepte de répondre aux questions posées se réservant de transmettre au rapporteur d'éventuels compléments d'information.

La commission entame l'examen du budget de la Culture. Elle examine successivement les rapports des commissions de l'Enseignement, de la Jeunesse et de l'Education permanente, des Sports, des Beaux-Arts, de la Coopération internationale et de la R.T.B. relatifs au secteur Culture française, le rapport des commissions de l'Enseignement et de la Jeunesse et de l'Education permanente relatif au secteur Classes moyennes, le rapport de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente relatif au secteur Communications, Santé publique et Famille, et Agriculture.

Un commissaire n'a pas de remarque à formuler sur ces rapports, qui ont été approuvés par leurs commissions respectives. Il croit qu'il est de l'intérêt général que la discussion se termine le plus rapidement possible. Il tient cependant à poser un certain nombre de questions; il souhaite recevoir du ministre une réponse sur celles de ses questions qui ont un caractère politique, et demande que les réponses (chiffres et documentation) sur les autres questions soient transmises au rapporteur afin de figurer au présent rapport.

L'intervenant souligne tout d'abord que le budget présenté ne permet pas de mesurer entièrement l'effort culturel consenti; en effet, les coûts du cabinet du ministre et de l'admi-

---

(1) Ont participé aux travaux de la commission : MM. Kevers (président), André, Barbeaux, Bertrand, Damseaux, Defosset, Dehousse, Delhaye, Deschamps, Gramme, Helguers, Hubin, Janssens, Lacroix R., Mme Lassance-Hermant, MM. Massart, Mathot, Moreau, Paque, Parisis, Risopoulos, Scokaert et Desmarets (rapporteur).

Assistent à la réunion : MM. Grafé, ministre de la Culture française, Evers et Tilquin.

(2) Doc. Conseil 4-VII (S.E. 1974), n° 2.

(3) Ont participé aux travaux de la commission : MM. Kevers (président), André, Barbeaux, Bertrand, Damseaux, Defosset, Dehousse, Delhaye, Deschamps, Gramme, Helguers, Hubin, Janssens, Lacroix R., Mme Lassance-Hermant, MM. Massart, Mathot, Moreau, Paque, Parisis, Risopoulos, Scokaert et Desmarets (rapporteur).

Assistent à la réunion : MM. Grafé, ministre de la Culture française, Evers et Tilquin.

nistration de la Culture n'y sont pas mentionnés, puisqu'ils figurent au budget de l'Education nationale. Un commissaire soulève la question d'un éventuel département autonome de la Culture.

Il fait ensuite remarquer que le crédit réservé à la commission française de la Culture de l'Agglomération de Bruxelles au secteur Dotations est très important; le Conseil culturel devrait pouvoir contrôler la répartition de ce crédit dans les différents chapitres budgétaires. Il note qu'il a déjà posé une question identique au Conseil culturel en 1973, mais qu'on l'a renvoyée au Parlement national; qu'il a ensuite posé cette question à la Chambre, à la suite de quoi le gouvernement lui a de nouveau affirmé que cette question était à poser au Conseil culturel. Il attend donc une réponse du gouvernement sur ce point.

D'autre part, la commission française de la Culture de l'Agglomération de Bruxelles dispose d'un financement très important. Le Conseil culturel devrait demander à cette commission d'envoyer son budget ainsi qu'un rapport d'activité sur l'exercice écoulé.

Le commissaire pose ensuite une série de questions plus précises. La première porte sur le regroupement des différents budgets culturels selon leur affectation, c'est-à-dire le regroupement fonctionnel des crédits. Cette formule avait été appliquée par le ministre précédent, et l'intervenant espère que son successeur suivra cet exemple. Il a constaté d'autre part que des subsides aux entreprises apparaissaient au budget pour près de 100 millions, et demande à connaître le nom de ces entreprises.

Le commissaire rappelle ensuite que le Conseil culturel avait voté à l'unanimité en 1972 l'utilisation d'un crédit de 180 millions provenant des « crédits d'heures ». Une partie de ces crédits devait notamment être affectée à l'intercommunale Intercoval, et le gouvernement, s'il n'avait pas cru devoir suivre le Conseil culturel en ce domaine, avait déclaré à l'époque qu'il s'efforcerait de prendre en considération les votes unanimes qui avaient été émis. Il demande à connaître le sort qui a été réservé à ce crédit.

Il rappelle également que, déjà en 1973, on lui avait déclaré qu'il ne pouvait être procédé à la création de nouveaux établissements d'enseignement musical et d'art plastique en raison des restrictions budgétaires. Il demande ce qu'il advient de ces créations nouvelles en 1974, et le cas échéant, à quoi serviront les 2 millions qui sont prévus à ce poste.

L'intervenant fait encore remarquer que la subvention du gouvernement au Centre Dramatique de Liège est mise en question, suite à l'opposition de l'inspection des finances. Il demande des précisions à ce sujet.

Le membre demande encore ce qu'il adviendra des subsides aux différents théâtres, et plus particulièrement au théâtre du Gymnase, suite à la suppression de l'arrêté royal pris à l'époque par le ministre de la Culture. Ces renseignements ne figurent pas dans le rapport de la commission des Beaux-Arts.

Pour ce qui est du théâtre expérimental (art. 32.10), le membre rappelle que le crédit accordé auparavant exclusivement au Théâtre de Poche a été, à la satisfaction générale, transformé en un article plus général, qui concerne toutes les formes de théâtre expérimental. En effet, on ne peut réserver au Théâtre de Poche le monopole de l'expérimentation. A l'époque, le ministre avait d'ailleurs annoncé qu'il agirait en collaboration avec le C.N.A.D. en ce domaine. L'intervenant demande ce qui a été réalisé dans le cadre de la concertation annoncée, et à qui a profité le crédit en question.

Le Conseil culturel a pris un seul décret normatif en 1973, qui concerne les théâtres de l'enfance et de la jeunesse. Le commissaire croit savoir que le Conseil institué par ce décret a été mis en place. Il souhaite que le Conseil culturel soit informé de la composition de ce Conseil, de la répartition des crédits dans ce domaine pour l'année budgétaire 1973 et de l'impact budgétaire qu'aura le décret en question lorsque les arrêtés royaux d'exécution auront été pris.

L'intervenant rappelle encore que la commission des Beaux-Arts a entendu la veille une discussion sur la façon dont les institutions culturelles wallonnes pourraient éventuellement collaborer avec la Cinémathèque et faire usage des nombreuses ressources dont celle-ci dispose. Il rappelle qu'il a retiré un amendement à ce propos suite à la déclaration de M. le ministre de la Culture. Il remarque que le rapport ne mentionne qu'une somme de 250 000 francs pour 1974 sur ce point, alors qu'un montant de 500 000 francs avait été annoncé. La somme de 250 000 francs mentionnée ne concerne évidemment que le second semestre de 1974, mais il croit que, puisqu'il s'agit de réaliser et de faire circuler des copies de films, le crédit de 250 000 francs sera insuffisant pour faire une action efficace.

Le ministre souligne que cette somme constitue au moins un progrès sur le budget de son prédécesseur.

Le commissaire demande encore ce qu'il est advenu du transfert entre le budget des Travaux publics et le budget de la Culture pour ce qui est de la restauration des monuments religieux, transfert prévu dans l'accord gouvernemental pour 1973.

Il demande également, comme il l'a demandé l'année précédente, la répartition des crédits qui sont alloués aux lettres wallonnes. (Art. 33.10.)

Il souligne d'autre part le problème de la recrudescence des vols d'objets d'art religieux; il croit que les crédits prévus pour 1974 sont aussi insuffisants que ceux qui avaient été prévus l'année précédente pour protéger des vols dans les musées.

Le commissaire aborde ensuite le problème des médiathèques et des discothèques, qui avait déjà été souligné dans le rapport de 1973. A cette époque, le ministre avait annoncé le dépôt prochain d'un décret sur la lecture publique, qui serait suivi d'un autre décret concernant l'ensemble des moyens audiovisuels. L'intervenant demande où l'on en est à ce sujet, et notamment ce qu'il advient de l'implantation régionale du Centre national de lecture publique qui était prévu. Il souligne à ce propos que l'appellation « Centre national de lecture publique » est particulièrement délicate, alors qu'il s'agit d'un centre à vocation régionale.

Le membre se félicite du commentaire que le rapporteur de la commission de la R.T.B. a joint à ce rapport au sujet du budget R.T.B., et souligne que l'autonomie de gestion de la R.T.B. doit être maintenue en principe. Il croit qu'il est nécessaire d'associer le président du Conseil d'administration de la R.T.B. à la discussion en commission de ce secteur.

Le ministre précédent avait insisté en 1973 pour que des bourses soient accordées en faveur du Chili. L'intervenant croit que cette nécessité doit être remplacée par une suppression de toute coopération avec le régime militaire du Chili.

En 1973, le commissaire avait retiré un amendement qui visait à la création d'un fonds d'histoire du mouvement wallon. En effet, le ministre avait décidé d'affecter une partie des crédits prévus en budget à l'article 12.52 aux fins d'une enquête sur l'histoire du mouvement wallon. Le membre aimerait savoir ce qu'il advient de ce problème.

Le commissaire aborde enfin le problème de l'aide qu'il faut apporter au maintien de la présence française dans les communes des Fouron. Il rappelle que le principe de cette aide a été adopté sur la base d'un amendement qu'il avait lui-même déposé au budget du ministre de la Culture. Depuis lors, c'est une a.s.b.l. qui s'occupe de ce problème, ceci pour des raisons juridiques. Le membre demande que le Conseil culturel reçoive le budget de cette a.s.b.l., sa composition et un rapport sur ses activités.

D'autre part, c'est la même a.s.b.l. qui intervient dans les communes des Fouron et dans les communes de la périphérie bruxelloise. Pour l'intervenant il ne faut pas négliger les communes des Fouron. Il signale à ce propos qu'on a annoncé qu'une académie de musique serait installée dans les communes des Fouron par le ministre de la Culture néerlandaise. Ce genre de création a pour seul but le développement du recrutement et de l'implantation du personnel néerlandophone dans lesdites communes. Le Conseil culturel, s'il ne peut protester contre cette façon d'agir, doit au moins la contrebalancer par des initiatives appropriées.

Le ministre répond aux questions de l'intervenant. Il confirme que la répartition fonctionnelle du budget sera poursuivie, mais ira encore plus loin que celle de son prédécesseur : en effet, le ministre veut présenter un budget par objectif avec répartition géographique pour 1975. Cette présentation permettra une meilleure évaluation des efforts faits par son département en matière de politique culturelle.

Pour ce qui est de la dotation de Bruxelles, le ministre croit que l'année budgétaire 1974 est trop largement entamée pour que l'on puisse revenir en arrière à ce sujet. Il sera d'autre part attentif à l'évolution de cette dotation et examinera notamment la possibilité de limiter la progression des crédits. Le contrôle sur la répartition intérieure des crédits alloués à la commission française de la Culture de l'agglomération de Bruxelles devrait évidemment avoir lieu au Conseil culturel.

Un commissaire souligne à ce propos qu'il a pu avoir un entretien avec le président de la commission française de la culture de l'agglomération de Bruxelles, d'où il ressort qu'il est difficile pour un parlementaire de contrôler le budget de cette institution. Il insiste pour que le Conseil soit donc mis en possession du budget de la commission française de la Culture.

Les informations relatives à la commission française de la culture de l'agglomération de Bruxelles seront communiquées au rapporteur. Elles figureront en annexe au rapport [1].

Pour ce qui est de l'autonomie administrative du département de la Culture, le ministre souligne que de nombreuses difficultés pourront être surmontées grâce à la présence en même temps de deux ministres de la même tendance aux départements de la Culture et de l'Education nationale, ce qui permet de travailler dans un climat plus serein.

Le ministre aborde ensuite les différentes questions particulières soulevées par l'intervenant. Une convention a en effet été passée entre le Centre Dramatique de Liège et le

[1] Cf. annexes 13 et 14.

ministre précédent, ceci d'ailleurs sans que l'administration de la Culture y soit associée; cette convention a soulevé des objections de la part de l'inspection des finances. Le ministre affirme que sa volonté politique est de maintenir cette convention, voire de l'améliorer.

En ce qui concerne la répartition des subsides aux théâtres, le ministre rappelle le tollé qui a suivi la répartition aux théâtres proposée par son prédécesseur. Il remettra pour sa part les choses en ordre dans ce domaine, et ceci en parfaite concertation avec le C.N.A.D. qui n'a d'ailleurs pas été consulté par son prédécesseur à ce propos.

Le commissaire souligne qu'en matière de tollé, le recordman reste un autre ministre de la Culture. En effet, en entrant en charge, le ministre précédent a dû annuler l'arrêté royal pris par un autre ministre.

En ce qui concerne le théâtre expérimental, il annonce qu'un groupe de travail a été constitué en liaison avec la direction du théâtre de Poche, ainsi qu'avec les autres intéressés.

Un commissaire souligne que c'était déjà là la position prise par le ministre de la Culture en 1973, comme en témoigne le rapport de la commission de la Politique générale et du Budget.

Le ministre souligne que l'évolution dans ce domaine ne peut être que très lente, et que des résultats ne seront sensibles qu'à partir de 1975.

Le ministre communiquera les renseignements relatifs aux subventions attribuées aux « Lettres wallonnes » (1).

Il annonce ensuite que le Conseil prévu par le décret sur le théâtre de l'enfance s'est réuni le dernier week-end à Namur, et que le rapport de cette réunion est attendu. Il affirme que l'incidence budgétaire du décret sera très importante; la composition du Conseil d'administration sera communiquée (2).

Le ministre rappelle que de nombreuses communes de la région liégeoise ont réservé un accueil plutôt mitigé à la proposition de l'intercommunale Intercoval. Il estime donc qu'il convient de s'informer davantage avant d'aller plus loin dans ce domaine.

Le transfert des crédits pour la restauration des monuments religieux au budget de la Culture n'est pas encore fait à ce jour, car le ministre de la Justice a également des compétences sur ce point. L'urgence du problème n'est d'ailleurs pas évidente.

En ce qui concerne les vols d'œuvres d'art, le ministre annonce qu'un projet du groupe de travail est prêt et qu'il sera déposé au Conseil de Cabinet en même temps qu'un projet analogue élaboré par le ministre de la Culture néerlandaise.

Le problème de la médiathèque est un problème *sui generis*. Il a été soumis à un groupe de travail, tel que cela a été prévu dans la déclaration gouvernementale.

Le ministre déclare qu'il est attentif au problème des communes des Fouron. Il compte maintenir l'aide apportée à l'A.S.B.L., mais rappelle que le ministre de la Culture ne peut intervenir que pour des activités extrascolaires.

Il croit savoir que la population des communes des Fouron n'a pas toujours été d'accord avec les manifestations culturelles de prestige organisées à son profit. Il a pour sa part pris contact avec les autorités communales de la région des Fouron et avec les mouvements de volontaires de cette région afin qu'ils fassent des suggestions pour un programme culturel que le gouvernement pourrait appuyer.

Un commissaire rappelle qu'un autre membre, avait à l'époque, soulevé le problème de l'aide à apporter au secteur scolaire.

Ce secteur, déclare le ministre, est, de l'avis des autorités communales des Fouron, suffisamment outillé, et l'aide à apporter devrait plutôt porter sur d'autres secteurs culturels. Les informations relatives au « Centre de rayonnement de la Culture française » seront communiquées au rapporteur (3).

La discussion est close.

Avant de procéder au vote sur le budget des Affaires culturelles de l'année 1974, un commissaire fait une déclaration au nom de son groupe. Il rappelle que son groupe s'est abstenu lors du vote des crédits provisoires après la mise en place du nouveau gouvernement. Il annonce que son groupe votera contre le budget de la Culture française pour 1974, non à cause de ce que ce budget contient, mais parce qu'il sera exécuté par un autre gouvernement qui n'est pas majoritaire au Conseil culturel.

Pour le commissaire, les responsabilités de chacun doivent être claires.

La commission procède ensuite au vote sur les différents secteurs du budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle française pour l'année budgétaire 1974.

(1) Cf. annexe 12.
(2) Cf. annexe 9.
(3) Cf. annexes 10 et 11.

II. Votes relatifs aux secteurs budgétaires du budget des Affaires culturelles pour 1974

La commission décide de passer au vote de chacun des secteurs budgétaires du budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle française pour l'année budgétaire 1974.

1. *Secteur Culture française :*

1. La commission a adopté, à l'unanimité, l'amendement présenté par le gouvernement en ce qui concerne le secteur (1).

2. Le secteur a été adopté par 11 voix contre 5.

2. *Secteur Classes moyennes :*

Le secteur a été adopté par 11 voix contre 5.

3. *Secteur Communications :*

Le secteur a été adopté par 11 voix contre 5.

4. *Secteur Santé publique et Famille :*

Le secteur a été adopté par 11 voix contre 5.

5. *Secteur Agriculture :*

Le secteur a été adopté par 11 voix contre 5.

6. *Secteur Travaux publics :*

1. La commission a adopté à l'unanimité l'amendement présenté par le gouvernement (2).

2. Le secteur a été adopté par 11 voix contre 5.

7. *Secteur Dotations :*

Le secteur a été adopté par 11 voix contre 5.

III. Vote sur l'ensemble du budget des Affaires culturelles pour 1974

La commission adopte l'ensemble du budget des Affaires culturelles pour l'année budgétaire 1974 par 11 voix contre 5.

La commission fait confiance à son président et à son rapporteur pour l'adoption du présent rapport.

Le Rapporteur, *Le Président,*

J. DESMARETS. J. KEVERS.

(1) Amendement du gouvernement : cf. annexe 7.
(2) Amendement du gouvernement : cf. annexe 8.

ANNEXE 1

BUDGET DE LA CULTURE FRANÇAISE DE 1974

Classification fonctionnelle des dépenses

Répartition détaillée

SECTION I. — ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		A. DEPENSES GENERALES			
		— Dépenses de personnel			
11.03.3		Rémunération du personnel	1.299	1.327	944
12.01.3		Honoraires; jetons de présence, frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	400	400	152
12.10.3		Indemnités au personnel (frais de transport, abonnement sociaux)	140	140	73
			1.839	1.867	1.169
		— Dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement			
12.03.3		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	600	600	400
12.12.3		Autres menues dépenses d'administration	20	20	—
74.01.3		Achat de machines, de mobilier et de matériel	220	220	154
			840	840	554
		— Dépenses spécifiques			
12.16		Organisation de cours de perfectionnement pour artistes musiciens	200	200	—
12.17		Organisation de séminaires et de journées d'information	300	300	—
12.77		Organisation de stages des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat	50	50	—
			550	550	—
		TOTAL POUR LE A	3.229	3.257	1.723
		B. ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE			
		a) *Conservatoires de musique de l'Etat*			
		— Dépenses de personnel			
11.03.1		Rémunérations du personnel	121.703	120.600	91.096
11.04.1		Allocations au personnel	1.515	1.505	515
11.05.1		Service social	214	—	—
12.01.1		Honoraires; jetons de présence, frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	1.709	1.732	579
12.10.1		Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	213	171	156
			125.354	124.008	92.346
		— Dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement			
12.02.1		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports			
12.03.1		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels — Rémunérations d'experts	1.450 1.589	1.320 1.410	781 1.325
12.04.1		Combustibles	754	730	444
12.05.1		Fournitures de bureau	185	184	178
12.07.1		Habillement	78	75	71
12.12.1		Autres menues dépenses d'administration	135	135	52
12.13.1		Loyers des biens immobiliers et impôts	560	930	330
12.14.1		Frais exceptionnels	2.300	2.000	1.975
12.71		Distribution des prix	130	112	102
12.72		Frais de publicité	100	86	61

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
12.73		Prix de virtuosité du Gouvernement	120	120	—
12.74		Assurance des élèves	62	55	47
12.75		Voyages et excursions scolaires	135	103	91
12.76		Avantages sociaux	59	84	63
12.79		Equipement des cours	1.175	825	620
74.01.1		Achats de machines, mobilier et de matériel	2.110	5.280	4.748
74.02.1		Achats de machines non livrables par l'O.C.F.	50	—	—
74.03.1		Achats de mobilier et de matériel non livrables par l'O.C.F.	3.120	—	—
			14.112	13.449	10.888
		— Dépenses de transfert			
33.91		Subventions aux associations de concerts des conservatoires royaux	1.000	975	—
33.92		Subventions et bourses à des jeunes artistes n'ayant pas terminé leurs études musicales dans les conservatoires royaux et désireux de se perfectionner en suivant des cours en Belgique ou à l'étranger ainsi qu'à des professeurs désireux de se perfectionner dans les méthodes modernes d'enseignement musical	250	180	—
33.93		Secours à des anciens enseignants ou à des enseignants et des étudiants de conservatoires se trouvant momentanément dans le besoin	250	118	—
33.95		Subventions aux patrimoines des établissements d'enseignement artistiques de l'Etat	66	77	79
			1.566	1.350	79
		TOTAL POUR LE a)	141.032	138.807	103.313
		b) *Etablissement d'enseignement de la musique à horaire réduit*			
		— Dépenses de personnel			
11.03.4		Rémunération du personnel	2.161	2.051	—
12.01.4		Honoraires; jetons de présence, frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	500	—	—
12.10.4		Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	40	—	—
			2.701	2.051	—
		— Dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement			
12.02.4		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	150	—	—
12.03.4		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	300	—	—
12.04.4		Combustibles	150	—	—
12.05.4		Fournitures de bureau	70	—	—
12.13.4		Loyers des biens immobiliers et impôts	200	—	—
12.14.4		Frais exceptionnels	400	—	—
12.72.4		Frais de publicité	60	—	—
12.74.4		Assurance des élèves	40	—	—
12.79.4		Equipement des cours	130	—	—
74.01.4		Achats de machines, mobilier, matériel	330	—	—
			1.830	—	—
		TOTAL POUR LE b)	4.531	2.051	—

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		c) *Enseignement subventionné — Ecoles de musique*			
		— Dépenses de personnel			
		Ecoles officielles :			
43.01		Subventions traitements aux écoles de musique de première catégorie	176.247	186.506	167.435
43.02		Subventions traitements aux écoles de musique de deuxième catégorie	30.138	32.513	16.648
			206.385	219.019	184.083
		Ecoles libres :			
44.01		Subventions traitements aux écoles de musique de première catégorie	18.102	19.825	20.008
44.02		Subventions traitements aux écoles de musique de deuxième catégorie	6.406	5.964	2.883
			24.508	25.789	22.891
			230.893	244.808	206.974
		— Dépenses de fonctionnement — équipement			
		Ecoles officielles :			
43.04		Subventions de fonctionnement aux écoles de musique de première catégorie	8.801	7.915	6.540
63.01		Subventions d'équipement à l'enseignement artistique officiel subventionné	2.500	2.160	1.228
			11.301	10.075	7.768
		Ecoles libres :			
44.04		Subventions de fonctionnement aux écoles de musique de première catégorie	1.005	921	872
64.01		Subventions d'équipement à l'enseignement artistique libre subventionné	800	300	—
			1.805	1.221	872
		Ecoles officielles et libres :			
12.15		Organisation de manifestations musicales à l'occasion de la commémoration du 25ème ou 50ème anniversaire d'un établissement d'enseignement musical subventionné	250	250	—
12.18		Organisation de stages dans les établissements d'enseignement musical subventionné	250	250	—
			500	500	—
			13.606	11.796	8.640
		TOTAL POUR LE c)	244.499	256.604	215.614
		TOTAL POUR LE B	390.062	397.462	318.927

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		C. ENSEIGNEMENT DES ARTS PLASTIQUES			
		a) *Etablissements d'enseignement des arts plastiques de l'Etat*			
		— Dépenses de personnel			
11.03.2		Rémunération du personnel	30.700	35.229	23.058
11.04.2		Allocations au personnel	103	103	53
11.05.2		Service social	27	—	—
12.01.2		Honoraires; jetons de présence, frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	922	542	410
12.10.2		Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	60	60	60
			31.812	35.934	23.581
		— Dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement			
12.02.2		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	653	618	511
12.03.2		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	2.500	2.170	2.170
12.04.2		Combustibles	697	657	553
12.05.2		Fournitures de bureau	20	20	20
12.07.2		Habillement	20	20	10
12.08.2		Produits d'entretien et matériel d'entretien	20	—	—
12.12.2		Autres menues dépenses d'administration	20	20	20
12.14.2		Frais exceptionnels	2.700	2.300	1.700
12.71.2		Distribution des prix	20	20	20
12.72.2		Frais de publicité	50	40	40
12.74.2		Assurance des élèves	40	30	29
12.75.2		Voyages et excursions scolaires	60	50	40
12.76.2		Avantages sociaux	50	50	30
12.78.2		Organisation d'expositions	300	300	150
74.01.2		Achats de machines, de mobilier, matériel	4.120	4.120	3.618
			11.270	10.415	8.911
		TOTAL POUR LE a)	43.082	46.349	32.492
		b) *Etablissement d'enseignement des arts plastiques à horaires réduit*			
		— Dépenses de personnel			
11.03.5		Rémunérations du personnel	2.196	2.104	—
12.01.5		Honoraires, jetons de présence et frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	180	—	—
12.10.5		Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	15	—	—
			2.391	2.104	—
		— Dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement			
12.02.5		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	132	—	—
12.03.5		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	500	—	—
12.04.5		Combustibles	150	—	—
12.05.5		Fournitures de bureau	30	—	—
12.14.5		Frais exceptionnels	400	—	—
12.72.5		Frais de publicité	15	—	—
12.74.5		Assurance des élèves	30	—	—
74.01.5		Achats de machines, de mobilier, matériel	700	—	—
			1.957	—	—
		TOTAL POUR LE b)	4.348	2.104	—

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		c) *Enseignement subventionné — Académies et écoles de dessin*			
		— Dépenses de personnel			
		Ecoles officielles :			
43.03		Subventions-traitements aux académies et écoles de dessin . .	65.455	88.992	66.226
			65.455	88.992	66.226
		Ecoles libres :			
44.03		Subventions-traitements aux académies et écoles de dessin . .	1.300	—	—
			1.300	—	—
			66.755	88.992	66.226
		— Dépenses de fonctionnement — Equipement			
		Ecoles officielles :			
43.04		Subventions de fonctionnement aux académies de dessin . .	8.970	8.970	8.943
63.01		Subventions d'équipement à l'enseignement artistique officiel subventionné	—	500	—
			8.970	9.470	8.943
		Ecoles libres :			
44.04		Subventions de fonctionnement aux académies et écoles de dessin libres	250	—	—
64.01		Subventions d'équipement à l'enseignement artistique libre subventionné	500	—	—
			750	—	—
			9.720	9.470	8.943
		TOTAL POUR LE c)	76.475	98.462	75.169
		d) *Centre d'études et de recherches de l'environnement*			
		— Dépenses de personnel			
11.03.7		Rémunérations du personnel	1.353	1.360	—
12.01.7		Honoraires; jetons de présence, frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	350	350	—
12.10.7		Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	5	5	—
			1.708	1.715	—
		— Dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement			
12.03.7		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	500	500	—
12.05.7		Fournitures de bureau	12	12	—
74.01.7		Achats de machines, mobilier, matériel	500	500	—
			1.012	1.012	—
		TOTAL POUR LE d)	2.720	2.727	—
		TOTAL POUR LE C	126.625	149.642	107.661

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		D. ENSEIGNEMENT DE L'ETAT DE LA DANSE			
		— Dépenses de personnel			
11.03.6		Rémunérations du personnel	528	500	—
12.01.6		Honoraires; jetons de présence, frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	153	—	—
12.10.6		Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	15	—	—
			696	500	—
		— Dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement			
12.02.6		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	100	—	—
12.03.6		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	130	—	—
12.04.6		Combustibles	80	—	—
12.05.6		Fournitures de bureau	30	—	—
12.13.6		Loyers des biens immobiliers et impôts	100	—	—
12.14.6		Frais exceptionnels	260	—	—
12.72.6		Frais de publicité	40	—	—
12.74.6		Assurance des élèves	20	—	—
12.79.6		Equipement des cours	130	—	—
74.01.6		Achat de machines, mobilier et matériel	200	—	—
			1.090	—	—
		TOTAL POUR LE D	1.786	500	—
		TOTAL POUR LA SECTION I	521.702	550.861	428.311
		SECTION II. — **JEUNESSE ET LOISIRS**			
		A. DEPENSES GENERALES			
		Direction générale de la Jeunesse et des Loisirs			
		— Dépenses de personnel			
11.04.1		Allocations au personnel	308	308	262
12.01.1		Honoraires; jetons de présence, frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	1.170	1.452	812
12.10.1		Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	120	120	120
			2.198	1.880	1.194
		— Dépenses de consommation			
12.02.1		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	2.125	1.925	1.625
12.03.1		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	8.860	6.150	5.591
12.09.1		Utilisation de véhicules automoteurs	700	700	665
12.52 partim		Enquêtes et expositions; services bibliographiques; publications, enregistrements et enquêtes de la Commission royale belge de Folklore; publication du « Guide des Vacances »	3.997	4.300	4.250
12.53		Organisation de colloques, journées ou semaines d'études en Belgique, à l'initiative de l'Etat ou en collaboration avec les organisations reconnues; aide aux organisations reconnues et aux Conseils attachés à la Direction générale en vue de leur participation à des activités similaires à l'étranger	1.250	950	950
74.01.1		Achat de machines, mobilier, matériel	10.500	9.424	10.000
74.04.1		Achat de moyens de transport terrestre	200	200	200
			27.432	23.649	23.281

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		— Dépenses de transfert			
33.56		Subventions aux organisations de jeunesse, d'éducation populaire et de lecture publique pour leurs activités d'échanges internationaux dans le cadre de l'action des Communautés européennes, de l'Union de l'Europe occidentale, du Conseil de l'Europe et de l'U.N.E.S.C.O.	400	333	750
33.61		Subventions à l'amicale culturelle et sportive des services de la Culture française	250	—	—
			650	333	750
			30.280	25.862	25.225
		Inspection			
		— Dépenses de personnel			
11.03.3		Rémunération du personnel	7.170	6.815	6.308
12.10.3		Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	1.500	1.400	1.000
			8.670	8.215	7.308
		Dépôt matériel — Naninne			
		— Dépenses de consommation			
12.02.8		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	57	—	—
12.04.8		Combustibles	250	—	—
			307	—	—
		TOTAL POUR LE A	39.257	34.077	32.533
		B. ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE			
		— Dépenses de consommation			
12.56		Activités découlant des missions du Conseil de la Jeunesse d'expression française (arrêté royal du 26 février 1970) et de la collaboration avec les organisations de jeunesse, les Maisons Jeunes, et les Conseils provinciaux et communaux de Jeunesse	1.200	800	500
			1.200	800	500
		— Dépenses de transfert			
33.45 partim		Subventions de fonctionnement aux foyers culturels, aux maisons de jeunesse, aux maisons d'enfants, aux centres créatifs et aux groupes locaux de jeunesse et de loisirs	12.800	10.250	8.200
33.57		Subventions aux organisations de jeunesse (arrêté royal du 20 juillet 1971)	37.000	35.000	35.000
33.58 partim		Subventions aux organisations reconnues d'éducation populaire, aux foyers d'action culturelle, aux maisons de jeuneesse et assimilées, comme intervention dans la rémunération de leurs animateurs	11.320	10.198	11.470
33.59		Subventions aux organismes de jeunesse et d'éducation populaire destinés aux enfants et familles des militaires belges stationnés en Allemagne	200	190	200
52.21 partim		Subventions aux ménages d'aménagement et d'équipement aux maisons de jeunesse et assimilées, aux foyers culturels, aux centres créatifs, aux biliothèques publiques et aux œuvres et initiatives diverses tendant à développer l'éducation populaire .	2.367	1.220	1.183
			63.687	56.858	56.053
		TOTAL POUR LE B	64.887	57.658	56.553

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		C. ANIMATION ET DIFFUSION CULTURELLE			
		— Dépenses de consommation			
12.52 partim		Enquêtes et expositions; services bibliographiques; publications, enregistrements et enquêtes de la Commission belge de Folklore; publication du « Guide des Vacances »	279	300	450
12.54		Organisation d'activités culturelles de diffusion, d'animation ou de crétaion, à l'initiative de l'Etat ou avec sa collaboration dans le cadre des organisations reconnues de jeunesse, de lecture publique et d'éducation permanente	22.000	17.920	13.541
			22.279	18.220	13.991
		— Dépenses de transfert			
33.41		Part d'intervention de l'Etat dans les frais d'organisation des concours d'art dramatique dits « Grands Prix du Roi Albert I^er^, concours français et wallon »	420	399	420
33.42		Activités éducatives par et pour les personnes physiquement handicapées et les malades	2.200	1.800	1.800
33.43		Subventions aux organisations nationales et régionales d'éducation permanente reconnues (arrêté royal du 16 juillet 1971) . .	31.900	27.000	25.525
33.44		Subventions aux œuvres locales d'éducation populaire ainsi qu'aux foyers culturels locaux sur avis des services culturels des provinces	8.000	5.000	5.000
33.45 partim		Subventions de fonctionnement aux foyers culturels, aux maisons de jeunesse, aux maisons d'enfants, aux centres créatifs et aux groupes locaux de jeunesse et de loisirs	3.200	2.550	1.800
33.47		Subventions aux théâtres professionnels, semi-professionnels et amateurs pour l'enfance et la jeunesse, aux théâtres universitaires, aux théâtres professionnels, semi-professionnels et amateurs d'éducation populaire n'émargeant à aucun autre article	7.000	5.150	4.150
33.58 partim		Subventions aux organisations reconnues d'éducation populaire, aux foyers d'action culturelle, aux maisons de jeunesse et assimilées, comme intervention dans la rémunération de leurs animateurs	28.680	25.802	23.557
33.60		Subventions de fonctionnement au « C.A.C.E.F. »	500	475	350
43.52		Subventions de fonctionnement aux centres d'action culturelle provinciale	3.150	2.992	3.150
52.21 partim		Subventions aux ménages d'aménagement et d'équipement aux maisons de jeunesse et assimilées, aux foyers culturels, aux centres créatifs, aux bibliothèques publiques et aux œuvres et initiatives diverses tendant à développer l'éducation populaire	2.782	1.434	4.974
63.51 partim		Subventions aux communes et aux provinces d'aménagement et d'équipement aux maisons de jeunesse et assimilées, aux foyers culturels, aux centres créatifs, aux bibliothèques publiques et aux œuvres et initiatives diverses tendant à développer l'éducation populaire	1.862	1.043	463
			89.694	73.645	71.189
		TOTAL POUR LE C	111.973	91.865	85.180

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		D. FORMATION DES CADRES			
		a) *Foyers d'éducation permanente*			
		— Dépenses de personnel			
11.03.2		Rémunération du personnel	225	214	179
			225	214	179
		— Dépenses de consommation			
12.02.2		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	70	80	75
12.03.2		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	40	40	35
12.04.2		Combustibles	25	25	25
74.01.2		Achat de machines, mobilier, matériel	10	10	10
			145	155	145
		TOTAL POUR LE a)	370	369	324
		b) *La Marlagne*			
		— Dépenses de consommation			
12.02.5		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	50	10	10
12.03.5		Entretien; acquisition d'ouvrages; locations de biens matériels; publications par le département	550	375	375
12.04.5		Combustibles	100	20	20
12.07.5		Habillement	30	—	—
74.01.5		Achat de machines, mobilier, matériel	2.500	50	50
			3.230	455	455
		TOTAL POUR LE b)	3.230	455	455
		c) *Maison nationale de la Jeunesse*			
		— Dépenses de personnel			
11.03.6		Rémunération du personnel	978	922	180
			978	922	180
		— Dépenses de consommation			
12.02.6		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	130	130	170
12.03.6		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	150	150	150
12.04.6		Combustibles	200	200	200
74.01.6		Achat de machines, mobilier, matériel	40	40	70
			520	520	590
		TOTAL POUR LE c)	1.498	1.442	770
		d) *Centre de Séroule*			
		— Dépenses de personnel			
11.03.7		Rémunération du personnel	900	600	410
			900	600	410

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		— Dépenses de consommation			
12.02.7		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	200	150	86
12.03.7		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	800	750	517
12.04.7		Combustibles	250	250	182
12.07.7		Habillement	15	15	5
74.01.7		Achat de machines, mobilier, matériel	500	200	999
			1.765	1.365	1.789
		TOTAL POUR LE d)	2.665	1.965	2.199
		e) *Dépenses spécifiques*			
12.51		Organisation d'activités de formation de cadre à l'initiative de l'Etat, ou avec sa collaboration	20.000	15.700	14.000
33.46		Subventions pour la formation de cadres des organisations de jeunesse et d'éducation permanente	6.000	3.677	2.700
		TOTAL POUR LE e)	26.000	19.377	16.700
		TOTAL POUR LE D	33.763	23.608	20.448
		E. PROMOTION DE LA LECTURE PUBLIQUE			
		— Dépenses de personnel			
11.03.4		Rémunération du personnel	400	400	400
			400	400	400
		— Dépenses de consommation			
12.02.4		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	380	180	180
12.03.4		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	2.750	2.350	1.750
12.04.4		Combustibles	220	220	80
74.04.4		Achat de moyens de transport terrestre	1.600	1.600	1.600
12.52 partim		Enquêtes et expositions; services bibliographiques; publications, enregistrements et enquêtes de la Commission royale belge de Folklore; publication du « Guide des Vacances »	2.324	2.500	1.800
12.55		Achat d'ouvrages, de revues, d'enregistrement pour les bibliothèques, et les centres de lecture publique	3.450	3.450	3.250
			10.724	10.300	8.660
		— Dépenses de transfert			
33.48		Indemnités aux bibliothécaires (loi du 17 octobre 1921) . . .	4.200	2.750	2.667
33.49		Subventions en livres et en numéraires pour l'acquisition de livres dans les bibliothèques ordinaires (loi du 17 octobre 1921) .	5.420	4.713	4.484
33.50		Subventions aux bibliothèques du degré moyen	2.200	2.200	1.739
33.51		Subventions pour frais de fonctionnement des bibliothèques itinérantes	550	550	413
33.52		Prix des bibliothèques publiques et du jeu éducatif	200	200	150
33.53		Bibliothèques destinées aux personnes physiquement handicapées et aux malades	900	800	800
33.55		Subventions aux associations nationales des bibliothécaires d'expression française et aux organismes de diffusion de la lecture publique	300	285	300
43.51		Ecoles et stages pour formation des cadres des bibliothèques publiques	150	150	150

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
43.53		Indemnités aux bibliothécaires (loi du 17 octobre 1921) . . .	4.100	2.700	2.660
43.54		Subventions en livres et en numéraires pour l'acquisition de livres dans les bibliothèques ordinaires	5.520	4.800	4.655
43.55		Subventions aux bibliothèques du degré moyen	20.000	16.500	16.460
43.56		Subventions pour frais de fonctionnement des biblithèques itinérantes	3.300	3.300	2.945
52.21 partim		Subventions aux ménages d'aménagement et d'équipement aux maisons de jeunesse et assimilées, aux foyers culturels, aux centres créatifs, aux bibliothèques publiques et aux œuvres et initiatives diverses tendant à développer l'éducation populaire	1.351	696	442
63.51 partim		Subventions aux communes et aux provinces d'aménagement et d'équipement aux maisons de jeunesse et assimilées, aux foyers culturels, aux centres créatifs, aux bibliothèques publiques et aux œuvres et initiatives diverses tendant à développer l'éducation populaire	5.638	3.157	3.837
			53.829	42.801	41.702
		TOTAL POUR LE E	64.953	53.501	50.762
		TOTAL POUR LA SECTION II .	314.833	260.709	245.476
		SECTION III. — EDUCATION PHYSIQUE, SPORT, VIE EN PLEIN AIR ET INFRASTRUCTURE CULTURELLE ET SPORTIVE			
		A. DEPENSES GENERALES			
		— Dépenses de personnel			
11.03		Rémunération du personnel	24.755	9.828	7.428
11.04		Allocations du personnel	300	—	—
12.01		Honoraires; jetons de présence, frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	1.000	787	662
12.10		Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	1.500	1.175	1.124
			27.555	11.790	9.214
		— Dépenses de matériel, d'entretien et de fonctionnement			
12.02		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	—	—	19
12.03		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	1.600	1.350	1.343
12.09		Utilisation des véhicules automoteurs	750	750	578
12.13		Loyers des biens immobiliers et impôts	1.050	1.000	923
74.04		Achat de moyens de transport terrestre	750	350	333
			4.150	3.450	3.196
		TOTAL POUR LE A	31.705	15.240	12.410
		B. PROMOTION DES ACTIVITES SPORTIVES			
		— Dépenses de consommation			
12.61		Dépenses courantes pour installations sportives	50	50	50
12.62		Achat et réalisations de films, diapositives	400	337	345
12.63		Achat de médailles, prix, trophées, plaquettes	1.100	786	799
74.01		Achat de mobilier, machines et de matériel divers	13.000	9.344	9.964
			14.550	10.517	11.158

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		— Dépenses de transfert			
33.66		Plaines et installations de jeux et de sports	18.000	15.000	14.985
33.67		Subventions aux cercles sportifs	—	9.500	10.000
33.68		Subventions aux fédérations nationales et aux fédérations régionales francophones	7.150	5.000	4.989
33.69		Subventions aux fédérations régionales francophones	—	618	650
33.70		Subventions aux associations de jeunesse et mouvements d'adultes	2.500	2.280	2.400
33.71		Subventions aux associations régionales scolaires et universitaires	4.000	2.375	2.500
41.01		Subvention au Fonds nationale des Sports	—	24.483	20.772
			31.650	59.256	56.296
		TOTAL POUR LE B	46.200	69.773	67.454
		TOTAL POUR LA SECTION III .	77.905	85.013	79.864
		SECTION IV. — **ARTS ET LETTRES**			
		A. DEPENSES GENERALES			
		Direction générale des Arts et des Lettres			
		— Dépenses de personnel			
11.03.4 B		Rémunération du personnel	7.282	7.143	5.400
11.04.2 A		Allocations au personnel	35	40	20
12.01.2 A		Honoraires; jetons de présence; frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	450	592	387
12.10.2 A		Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	775	600	499
			8.542	8.375	6.306
		— Dépenses de consommation			
12.02.2 A		Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	500	395	269
12.03.2 A		Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	2.530	2.200	2.350
12.11.2 A		Dépenses de formation professionnelle	100	100	16
12.13 B		Loyers des biens immobiliers et impôts	20	20	9
12.22.2 A		Documentation, enquêtes, réunions et colloques	400	1.086	449
74.01.2 A		Achat de machines, mobilier, matériel	750	1.037	511
			4.300	4.838	3.604
		Inspection culturelle			
		— Dépenses de personnel			
11.03.3 A		Rémunération du personnel	1.261	1.176	924
11.03.3 B		Rémunération du personnel	864	776	1.493
			2.125	1.952	2.417
		Dépenses spécifiques			
		— Dépenses de consommation			
12.41 B		Achat de revues et d'ouvrages spécialisés, relatifs à l'archéologie, l'histoire de l'art, la musicologie ou la protection du patrimoine culturel	125	125	124
74.22 A		Acquisition d'œuvres d'art pour le château de Seneffe	—	181	—
01.02 A		Château de Seneffe	400	475	644
			525	781	768

Classification fonctionnelle	Classification économique		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		— Dépenses de transfert			
33.14	A	Secours à des artistes, à leurs ayants droit et aux organismes philanthropiques s'occupant des artistes	925	879	700
33.24	A	Donation Solvay de La Hulpe — Subvention à l'A.S.B.L. « Fondation culturelle Solvay de La Hulpe »	8.530	8.530	—
44.11	A	Subvention à l'Institut supérieur d'Histoire de l'Art et d'Archéologie	50	50	50
43.21	A	Subvention de fonctionnement à la Commission culturelle de Bruxelles	—	—	7.500
			9.505	9.459	8.250
		TOTAL POUR LE A	24.997	25.405	21.345
		B. MUSEES			
		a) *Musées de l'Etat*			
		— Dépenses de personnel			
		Musée de Mariemont :			
11.03.1	B	Rémunération du personnel	12.735	9.784	8.098
11.04.1	B	Allocations au personnel	450	360	359
12.01.1	B	Honoraires; jetons de présence, frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	100	100	97
12.10.1	B	Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	35	35	32
			13.320	10.279	8.586
		— Dépenses de consommation			
		Musée de Mariemont :			
12.02.1	B	Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	700	674	668
12.03.1	B	Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	3.010	2.187	1.575
12.04.1	B	Combustibles	700	575	445
12.07.1	B	Habillement	50	50	35
12.08.1	B	Produits et matériel d'entretien	30	28	20
12.14.1	B	Frais exceptionnels	800	800	800
12.42.1	B	Dépenses courantes relatives aux fouilles archéologiques . . .	60	60	60
74.01.1	B	Achats de machines, mobilier, matériel	3.000	3.400	3.395
74.82	B	Achats d'œuvres d'art et d'équipement pour les musées de Wallonie	400	400	400
			8.750	8.174	7.398
		— Dépenses de transfert			
33.28	B	Organismes qui assurent une action éducative dans les musées de l'Etat	900	900	471
41.21	A	Fonds commun des musées de l'Etat	30	30	—
			930	930	471
		TOTAL POUR LE a)	23.000	19.383	16.455
		b) *Musées privés*			
		— Dépenses de transfert			
33.29	B	Musée de la vie wallonne	250	238	250
33.32	B	Subventions ordinaires aux musées privés de Wallonie . . .	350	350	348
33.34	B	Subventions extraordinaires aux musées privés de Wallonie . .	2.000	2.000	1.657
		TOTAL POUR LE b)	2.600	2.588	2.255

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		c) *Musées publics*			
		— Dépenses de transfert			
43.11	B	Subventions ordinaires aux musées publics de Wallonie . . .	1.600	1.600	1.600
43.12	B	Subventions extraordinaires aux musées publics de Wallonie . .	6.000	4.000	4.000
		TOTAL POUR LE c)	7.600	5.600	5.600
		TOTAL POUR LE B . . .	33.200	27.571	24.310
		C. LETTRES			
		a) *Académie royale de Langue et de Littérature françaises*			
		— Dépenses de personnel			
11.03.2	B	Rémunération du personnel	2.124	1.803	1.732
11.04.2	B	Allocations au personnel	40	40	60
12.01.2	B	Honoraires; jetons de présence; frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	150	140	100
12.10.2	B	Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	21	21	21
			2.335	2.004	1.913
		— Dépenses de consommation			
12.02.2	B	Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	135	135	80
12.03.2	B	Entretien; acquisition d'ouvrages; location de biens matériels; publications par le département	340	320	295
12.07.2	B	Habillement	6	6	6
12.14.2	B	Frais exceptionnels	250	30	30
74.01.2	B	Achat de machines, mobilier, matériel	150	100	100
			881	591	511
		— Dépenses de transfert			
33.31	B	Subvention au patrimoine de l'Académie pour la célébration de son cinquantième anniversaire	—	—	300
		TOTAL POUR LE a)	3.216	2.595	2.724
		b) *Autres initiatives*			
		— Dépenses de consommation			
12.27	A	Acquisition de livres d'auteurs belges et étrangers; achat et publication de monographies d'écrivains belges, frais de traduction, d'enregistrement sonores; organisation d'expositions littéraires en Belgique et à l'étranger	2.500	2.468	2.707
			2.500	2.468	2.707
		— Dépenses de transfert			
33.08	A	Lettres belges d'expression française — Musée de la Littérature .	1.830	1.739	1.300
33.09	A	Lettres françaises : subventions et bourses aux écrivains et organisations littéraires; bourses et subventions aux comédiens; subventions aux organismes de diffusion des lettres et de la poésie	3.300	2.875	4.296
33.10	A	Lettres wallonnes : subventions	600	332	350
33.11	A	Prix de la littérature française	125	200	125

Classification économique	Classification fonctionnelle		En milliers de francs 1974	1973	1972
33.12	A	Prix de la littérature wallonne	50	—	30
33.13	A	Maison Camille Lemonnier	250	237	200
33.26	B	Fonds national de la littérature (loi du 18 août 1947)	1.480	1.406	1.450
			7.635	6.789	7.751
		TOTAL POUR LE b)	10.135	9.257	10.458
		TOTAL POUR LE C	13.351	11.852	13.182
		D. ART DRAMATIQUE			
		— Dépenses de consommation			
12.29.2	A	Promotion du théâtre : par diffusion et décentralisation . . .	1.500	988	600
			1.500	988	600
		— Dépenses de transfert			
32.01	A	Théâtres dramatiques	38.500	35.000	35.000
32.02	A	Théâtre national de Belgique :			
		1. Subvention au T.N.B.	37.500	32.000	33.300
		2. Participation du T.N.B. aux activités culturelles dans les écoles, usines, casernes	700	600	—
32.03	A	Subventions en faveur des troupes permanentes qui ne remplissent pas les exigences statutaires	11.500	10.000	10.000
32.08	A	Subvention au théâtre expérimental « Théâtre de Poche » . . .	—	—	5.500
32.09	A	Subvention au Théâtre de l'Alliance	—	—	1.000
32.10	A	Subvention pour la réalisatioin de spectacles expérimentaux d'essai et de recherche. Aides à la première création. Subventions à l'animation culturelle par le théâtre :			
		1. Théâtre de Poche — A.S.B.L. Théâtre expérimental de Belgique	5.500	5.000	—
		2. Autres réalisations, aides et subventions	1.750	1.490	—
			95.450	84.090	84.800
		TOTAL POUR LE D	96.950	85.078	85.400
		E. MUSIQUE — ART LYRIQUE — DANSE			
		— Dépenses de consommation			
12.26	A	Enregistrement d'œuvres musicales et acquisition d'enregistrements en vue de la propagande en Belgique et à l'étranger. Activités diverses pour la diffusion de la musique. Organisation d'expositions musicales	1.900	1.880	1.696
12.28	A	Promotion de la musique : concerts symphoniques et de musique de chambre, manifestations diverses	4.500	4.100	4.100
12.30	A	Commandes d'œuvres à des compositeurs de musique . . .	50	50	—
12.32	A	Organisation de cours de perfectionnement pour les artistes musiciens	—	—	140
			6.450	6.030	5.936

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		— Dépenses de transfert			
33.01	A	Subventions aux associations de concerts, opéras et ballets non permanents	1.000	1.000	1.800
33.02	A	Subventions et bourses aux artistes musiciens, compositeurs et exécutants belges, ainsi qu'aux organismes de diffusion musicale	750	750	1.738
33.03	A	Concours international de quatuor à cordes de Liège	200	—	200
33.05	A	Subventions en faveur des sections locales des Jeunesses musicales	2.350	2.100	1.596
33.06	A	Subventions à la musique et à l'art lyrique en Wallonie :			
		1. Opéra de Wallonie	72.590	78.608	60.000
		2. Ballet de Wallonie	21.185	20.247	17.500
		3. Orchestre de Chambre de Wallonie	5.750	5.780	4.750
		4. Opérette de Wallonie	9.625	7.790	7.950
33.16	A	Subventions à des organismes de création musicale	40	38	40
33.17	A	Orchestres permanents A.S.B.L.	23.325	24.806	19.875
01.01	A	Subvention pour l'équipement et le fonctionnement du Centre de Recherches musicales de Wallonie à Liège	1.200	950	900
			138.015	142.069	116.349
		TOTAL POUR LE E	144.465	148.099	122.285
		F. PATRIMOINE CULTUREL			
		a) *Patrimoine culturel immobilier*			
		1° Commission royale des Monuments et des Sites			
		— Dépenses de personnel			
12.01.1	A	Honoraires; jetons de présence; frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	550	450	448
12.10.1	A	Indemnités au personnel (frais de transport, abonnements sociaux)	225	180	179
			775	630	627
		— Dépenses de consommation			
12.02.1	A	Eau, gaz, électricité; P.T.T.; transports	300	296	—
12.03.1	A	Entretien; acquisition d'ouvrages; publications par le département	170	150	248
12.14.1	A	Frais exceptionnels	—	—	75
12.23	A	Dépenses découlant de l'application de l'article 27 de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des Monuments et des Sites .	350	250	152
74.01.1	A	Achat de machines, mobilier, matériel	100	—	50
			920	696	525
		TOTAL POUR LE 1°	1.695	1.326	1.152
		2° Autres initiatives			
		— Dépenses de consommation			
12.36	A	Mise en valeur d'ensembles architecturaux urbains et ruraux anciens à l'initiative de l'Etat ou avec sa collaboration . . .	700	200	—
12.37	A	Organisation de l'année européenne du patrimoine architectural .	500	200	—
12.43	B	Etudes scientifiques relatives à la protection des ensembles urbains et ruraux et Musée de la Vie rurale	750	737	750
12.44	B	Inventaire du patrimoine monumental de la Belgique et « Bulletin des Musées »	2.750	1.600	—
			4.700	2.737	750

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		— Dépenses de transfert			
33.19	A	Subvention à l'A.S.B.L. « Inter-Environnement »	100	100	—
34.11	B	Subvention au Comité national d'I.C.O.M.O.S.	360	360	360
34.14	B	Subvention à Europa Nostra	50	50	—
52.01	A	Restauration des monuments et édifices privés classés (loi du 7 août 1931)	14.000	12.470	12.875
52.02	A	Restauration d'ensembles architecturaux urbains et ruraux anciens	—	190	—
			14.510	13.170	13.235
		TOTAL POUR LE 2°	19.210	15.907	13.985
		TOTAL POUR LE a)	20.905	17.233	15.137
		b) *Patrimoine culturel mobilier*			
		— Dépenses de consommation			
12.31	A	Mise en valeur des biens culturels	300	494	196
			300	494	196
		— Dépenses de transfert			
33.30	B	Subvention au patrimoine de l'I.R.P.A. pour des dépenses de formation professionnelle	200	190	200
34.13	B	Subvention au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Rome)	145	145	—
			345	335	200
		TOTAL POUR LE b)	645	829	396
		c) *Patrimoine culturel immobilier et mobilier*			
		— Dépenses de transfert			
33.27	B	Subvention pour associations et établissements publics en faveur de l'archéologie et du patrimoine artistique	1.200	1.045	1.000
33.33	B	Fondation égyptologique Reine Elisabeth	100	100	—
		TOTAL POUR LE c)	1.300	1.145	1.000
		TOTAL POUR LE F	22.850	19.207	16.533
		G. ARTS PLASTIQUES			
		— Dépenses de consommation			
74.21	A	Acquisition d'œuvres d'art. Recolement et remise en état des œuvres d'art reprises à l'inventaire du département; assurance des œuvres	4.000	3.512	3.694
74.80	B	Acquisition d'œuvres d'art plastique d'artistes belges et étrangers par les musées de l'Etat	1.900	1.533	1.900
			5.900	5.045	5.594

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		— Dépenses de transfert			
33.07	A	Subventions et bourses aux artistes, aux associations, aux établissements publics pour leurs activités, expositions et initiatives diverses en faveur des arts plastiques aux organismes de diffusion des arts plastiques	3.500	3.200	4.347
34.12	B	Subvention à l'Union académique internationale (siège à Bruxelles)	225	225	225
			3.725	3.425	4.572
		TOTAL POUR LE G	9.625	8.470	10.166
		H. CINEMA			
		— Dépenses de consommation			
12.24	A	Promotion du film : encouragement à la production et à la diffusion des films belges ou en coproduction	34.000	29.613	30.000
			34.000	29.613	30.000
		— Dépenses de transfert			
32.04	A	Subventions à des organismes pour la promotion et la diffusion culturelle par le cinéma :			
		1. Centre du film pour la jeunesse	50	40	40
		2. Conseil international pour la diffusion des Arts et des Lettres par le cinéma (C.I.D.A.L.C.) section belge	40	40	40
		3. Association belge des auteurs de film et de télévision . . .	50	40	40
		4. Festival du film belge (biennal)	1.000	—	1.000
		5. Unibel Film	350	300	300
33.20	A	Prix du scénario du film	400	400	150
			1.890	820	1.570
		TOTAL POUR LE H	35.890	30.433	31.570
		I. DIFFUSION CULTURELLE			
		— Dépenses de consommation			
12.35	A	Organisation d'expositions en Belgique	4.300	3.965	3.897
12.33	A	Organisation, à l'initiative de l'Etat ou avec sa collaboration : *a)* des maisons de culture et des centres culturels; *b)* des activités culturelles dans le cadre des maisons de culture, centres culturels, bibliothèques publiques et organisations reconnues de jeunesse et d'éducation populaire	9.000	6.875	7.694
12.34	A	Promotion de la culture française dans les six communes des Fouron	—	—	500
12.35	A	Promotion de la culture française dans les communes de la périphérie bruxelloise	—	—	491
			13.300	10.840	12.582

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		— Dépenses de transfert			
33.04	A	Subventions de fonctionnement aux A.S.B.L. maisons de culture et centres culturels	19.000	18.000	16.000
33.18	A	Festivals de musique, d'art lyrique et dramatique	1.200	1.200	1.127
33.21	A	Subventions aux organismes tendant au développement du prêt de moyens audio-visuels à des fins culturelles	18.700	13.500	13.500
33.22	A	Subvention exceptionnelle à l'A.S.B.L. « Mai 1972 au Béguinage »	—	—	500
33.23	A	Subvention à l'A.S.B.L. « Centre de rayonnement de la culture française »	1.000	950	—
		TOTAL POUR LE I	39.900	33.650	31.127
		TOTAL POUR LA SECTION IV .	53.200	44.490	43.709
		SECTION V. — RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES			
		A. DEPENSES GENERALES			
		— Dépenses de personnel			
12.01		Honoraires; jetons de présence; frais de route et de séjour — Rémunérations d'experts	200	200	—
			200	200	—
		— Dépenses de consommation			
12.09		Utilisation de véhicules automoteurs	400	400	—
12.13		Loyers des biens immobiliers	100	—	—
74.03		Achat de mobilier et de matériel divers non livrables par l'O.C.F.	300	93	—
74.04		Achat de moyens de transport terrestre	—	—	1.500
			800	493	1.500
		TOTAL POUR LE A	1.000	693	1.500
		B. ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE			
		— Dépenses de consommation			
12.86		Dépenses courantes pour l'enseignement et la recherche :			
		1. Achat de publications et de matériel didactique pour les lectorats et chaires de langue française à l'étranger	350	350	348
		2. Frais de voyage à l'étranger de savants, d'experts et de fonctionnaires	625	625	—
		3. Achats et publications d'ouvrages	250	250	—
			1.225	1.225	348
34.01		Bourses d'études en vue de permettre aux étrangers d'accomplir dans des institutions d'enseignement de langue française de Belgique, des études supérieures ou un séjour de recherches .	12.000	10.500	—
34.02		Subvention à l'association des universités partiellement ou entièrement de langue française (siège à Montréal)	275	238	250
			12.275	10.738	250
		TOTAL POUR LE B	13.500	11.963	598

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		C. DIFFUSION ARTISTIQUE			
		— Dépenses de consommation			
12.87		Dépenses courantes pour la diffusion artistique :			
		1. Achat d'ouvrages et d'œuvres d'art et publication d'ouvrages destinés à la propagande culturelle à l'étranger	3.000	3.000	—
		2. Organisation d'expositions d'art plastique en Belgique et à l'étranger	6.000	5.000	—
		3. Diffusion du film belge à l'étranger	800	600	—
		4. Diffusion des lettres belges d'expression française	1.700	1.700	1.700
			11.500	10.300	1.700
		— Dépenses de transfert			
33.76		Subventions pour la diffusion artistiques :			
		1. Organisation en Belgique de festivals, concerts et spectacles .	2.500	1.900	—
		2. Tournées à l'étranger de théâtres, d'orchestres, de ballets et de groupements artistiques et culturels belges	3.000	2.375	—
		3. Subvention à « Europalia »	1.000	—	—
			6.500	4.275	—
		TOTAL POUR LE C	18.000	14.575	1.700
		D. ECHANGES CULTURELS			
		— Dépenses de consommation			
12.88		Dépenses courantes pour les échanges culturels et socio-culturels :			
		1. Frais de voyage à l'étranger de fonctionnaires, d'artistes, d'hommes de lettres et de responsables des mouvements de jeunesse et d'éducation permanente	1.500	1.125	—
		2. Accueil en Belgique de personnalités et de responsables étrangers (pour mémoire)	—	300	—
		3. Dépenses courantes concernant l'Agence de Coopération culturelle et technique, les organisations internationales de la Francophonie et les relations culturelles en général . . .	1.500	4.808	—
			3.000	6.233	—
		— Dépenses de transfert			
33.77		Subventions pour les échanges culturels et socio-culturels :			
		1. Participation de la communauté de langue française de Belgique aux activités culturelles et socio-culturelles internationales . .	200	180	—
		2. Organisation en Belgique de rencontres, stages, congrès internationaux	400	175	—
		3. Fouilles et missions archéologiques à l'étranger	1.000	500	—
		4. Subvention à l'Institut de formation de cadres pour le développement	200	—	—
34.03		Subvention au Conseil international de langue française (siège à Paris)	500	475	500
34.04		Subvention à l'Agence de Coopération culturelle et technique . .	25.500	22.450	16.000
			27.800	23.780	16.500
		TOTAL POUR LE D	30.800	30.013	16.500
		TOTAL POUR LA SECTION V .	63.300	57.244	20.298

Classification économique	Classification fonctionnelle		1974	1973	1972
			En milliers de francs		
		SECTION VI. — ORGANISMES D'INTERET PUBLIC			
02.01		Dotation aux Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge : émissions de langue française	1.088.000	972.300	798.700
		TOTAL POUR LA SECTION VI .	1.088.000	972.300	798.700
		SECTION VII. — CREDIT PROVISIONNEL			
		Non réparti fonctionnellement			
01.03		Crédit provisionnel destiné à couvrir pour tout le budget, les charges résultant de l'augmentation éventuelle de l'indice des prix à la consommation et de la programmation sociale . .	88.725	—	—
		TOTAL POUR LA SECTION VII .	88.725	—	—
		TOTAL GENERAL DU BUDGET DE LA CULTURE FRANÇAISE — SECTIONS I A VII	2.588.993	2.326.732	1.941.149

ANNEXE 2

LISTE DES FOYERS CULTURELS
(au 17 mai 1974)

Brabant

Foyer socio-culturel de Braine-l'Alleud
Foyer culturel de Jodoigne
Foyer culturel de la Nethen
Foyer culturel de Rebecq-Rognon
Centre culturel d'Anderlecht
Centre culturel de Saint-Josse-ten-Noode
Centre culturel La Vénerie à Watermael-Boitsfort

Hainaut

Foyer culturel Alphonse Parent à Haine-Saint-Pierre et Haine-Saint-Paul
Foyer culturel de Trazegnies

Liège

Foyer culturel de Flémalle-Haute
Foyer culturel de Hermalle-sous-Huy
Foyer culturel de Seraing

Luxembourg

Foyer culturel de Barvaux-sur-Ourthe
Centre culturel de Bertrix

Namur

Association culturelle et sportive d'Auvelais-Basse-Sambre
Foyer socio-culturel de Biesme
Foyer d'action culturelle de Florennes

Allemagne

Centre culturel de Düren

ANNEXE 3

Service de l'animation et de la diffusion culturelle

LISTE DE MAISONS DES JEUNES ET CENTRE RURAL

Province de Brabant

Arrondissement de Bruxelles

1. Club de Jeunesse
rue des Tanneurs
1000 BRUXELLES

2. Foyer des Jeunes
rue Montserrat, 54-56
1000 BRUXELLES

3. Foyer YMCA
rue Saint-Bernard, 43
1060 BRUXELLES

4. Ferme V
chaussée de Roodebeeck, 213
1150 BRUXELLES

5. Centre des Jeunes
chaussée de Vleurgat, 89
1050 BRUXELLES

6. J. Club
rue L. Théodor, 264
1060 BRUXELLES

7. Les Caves
rue des Foulons, 39
1000 BRUXELLES

8. Foyer YMCA
rue Gray, 97
1040 BRUXELLES

9. Maison des Jeunes et de la Culture
rue Van Hamme, 93
1140 BRUXELLES

10. Maison des Jeunes
place Saint-Denis, 18
1190 BRUXELLES

11. Centre Communautaire et Laïc Juif
rue Hôtel-des-Monnaies, 52
1060 BRUXELLES

12. Le Gué
avenue J.F. Debecker
1200 BRUXELLES

13. Maison des Jeunes « Le Gué »
boulevard de l'Abattoir, 52
1070 BRUXELLES

14. Maison des Jeunes
avenue Mathieu De Jonge
1080 BRUXELLES

15. Maison des Jeunes André Vermeulen
rue Goossens, 17
1030 BRUXELLES

16. Foyer des Jeunes
Allée Verte, 3-4
1000 BRUXELLES

17. Maison des Jeunes « Arche de Noë »
chaussée de Wavre, 1979-1981
1160 BRUXELLES

18. Maison des Jeunes « Le Clou »
rue de la Poste, 49
1030 BRUXELLES

19. Unité de Jeunesse - Maison des Jeunes 1917
rue du Méridien, 24
1030 BRUXELLES

Arrondissement de Nivelles

1. Maison des Jeunes « Club-20 »
rue Armand Dewolf
5919 OPHEYLISSEM

2. Maison des Jeunes
avenue Alphonse Allard, 4
1420 BRAINE-L'ALLEUD

3. Maison des Jeunes
chaussée de Tirlemont
5900 JODOIGNE

4. Maison des Jeunes « Le Rawplug »
avenue de Mérode, 23-25
1330 RIXENSART

5. Maison des Jeunes « L'Oasis »
chaussée de Wavre
5924 THOREMBAIS-SAINT-TROND

6. Maison des Jeunes « Le Châlet »
rue de Saint-Géry
5860 CHASTRE-VILLEROUX-BLANMONT

7. Maison des Jeunes
rue Saint-André, 1
1400 NIVELLES

8. Maison des Jeunes
place de l'Hôtel de Ville
1300 WAVRE

9. Maison des Jeunes « Au Mégot »
avenue des Combattants, 30
1340 OTTIGNIES

Province de Hainaut

Arrondissement de Charleroi

1. Maison des Jeunes Faucons rouges et Pionniers
Quartier IV, 24
6168 CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT

2. Maison communale de la Jeunesse et des Loisirs
rue de Leernes, 10
6140 FONTAINE-L'EVEQUE

3. Maison des Jeunes
place de l'Eglise, 23
6238 LUTTRE

4. Maison des Jeunes « Club-20 »
rue Ferrer, 62
6090 COUILLET

5. Maison des Jeunes
place Communale
6239 PONT-A-CELLES

6. Maison des Jeunes
rue de Châtelet, 22
6030 MARCHIENNE-AU-PONT

7. Maison des Jeunes
rue des Remparts, 5
6030 MARCHIENNE-AU-PONT

8. Maison des Jeunes
rue J. Wauters
6520 FELUY

9. Maison des Jeunes
place Albert 1er, 34
6031 MONCEAU-SUR-SAMBRE

10. Maison des Jeunes « L'Engrenage »
rue de Monceau, 3
6040 JUMET

11. Club des Jeunes
rue de Couillet
6071 CHATELET

12. Maison des Jeunes « Le Passe-Vite »
rue du Log Try, 60a
6100 MONT-SUR-MARCHIENNE

13. Maison des Jeunes « Le Manoir »
rue de la Bruyère, 230
6001 MARCINELLE

Arrondissement de Mons

1. Maison des Jeunes « Shalam »
rue d'Apollon, 50
7240 LA BOUVERIE

2. Maison des Jeunes et de la Culture
chemin des 34
7370 ELOUGES

3. Foyer des Jeunes M.J.T. « Alfred Bonjean »
rue L. De Brouckère, 39
7300 QUAREGNON

4. Maison des Jeunes « Notre Foyer »
rue du Calvaire, 78
7301 WASMUEL

5. Maison des Jeunes
Parc du Bois de Mons
7000 MONS

6. Club Reine Fabiola
route de Soignies, 1
7470 NEUFVILLES

Arrondissement de Soignies

1. Maison des Jeunes « Foyer des Jeunes »
rue du Béguinage, 61
1390 ENGHIEN

2. Maison des Jeunes « Club des Jeunes »
avenue E. Mairesse, 6
7050 MAURAGE

3. Maison des Jeunes « Cave aux Loups »
rue Saint-Pierre
7860 LESSINES

4. Maison de la Jeunesse
place Verte, 19
7400 SOIGNIES

Arrondissement de Thuin

1. Maison des Jeunes « La Niche »
rue Grande, 37
6481 BAILEUX

2. Maison des Jeunes et de la Culture
rue Saint-Roch, 12
6530 THUIN

Arrondissement d'Ath

1. Maison des Jeunes « Les Chardons »
rue du Moulin, 39
7940 BRUGELETTE

2. Maison des Jeunes « Le Chêne »
Place
7805 OSTICHES

3. Maison des Jeunes « Les Gueux »
rue Saint-Jean, 1
7950 CHIEVRES

Arrondissement de Mouscron

1. Maison des Jeunes
rue Saint-Pierre
7700 MOUSCRON
2. Maison des Jeunes « Le Point Rouge »
rue du Val, 4
7700 MOUSCRON

Arrondissement de Tournai

1. Maison des Jeunes « Aux Clés »
avenue du Saule
7500 TOURNAI
2. Maison des Jeunes
rue Duquesnoy, 21
7500 TOURNAI
3. Maison des Jeunes « Masure + 14 »
rue Dorez, 18
7500 TOURNAI

Province de Namur

Arrondissement de Namur

1. Jeunesse et Culture
route de Gembloux, 139
5002 SAINT-SERVAIS
2. Maison des Jeunes
avenue du Parc d'Amée, 90
5100 JAMBES
3. Maison des Jeunes du Centre
avenue J. Materne, 141
5100 JAMBES
4. Maison des Jeunes
avenue Albert 1er, 23-25
4980 FOSSE
5 Maison des Jeunes et de la Culture
rue A. Colin, 2d
5020 CHAMPION
6. Maison des Jeunes de Basse-Enhaive
Quai de Meuse, 95
5100 JAMBES
7. Maison des Jeunes
rue Bourtonbourt, 16
5000 NAMUR
8. Centre Rural
Place Albert 1er
5851 SAINT-DENIS-BOVESSE
9. Maison des Jeunes
avenue des Aubépines
5101 ERPENT
10. Maison des Jeunes
Grande Communication, 30
5355 EVELETTE

Arrondissement de Philippeville

1. Maison des Jeunes « Les Heures Saines »
rue Grande, 200
5646 STAVE
2. Maison des Jeunes
rue de Fumay, 9b
6398 OIGNIES-EN-THIERACHE

Arrondissement de Dinant

1. Maison des Jeunes « Le Refuge »
avenue de Forest, 10-12
5430 ROCHEFORT
2. Maison des Jeunes
place Communale, 2
5440 JEMELLE

Province de Liège

Arrondissement de Liège

1. Maison des Jeunes « La Ruche »
place E. Vandervelde, 15
4400 HERSTAL
2. YMCA
place Saint-Christophe, 8
4000 LIEGE
3. Maison des Jeunes « Grandeurop »
Cité Jardin, 603
4621 RETINNE
4. YMCA
rue Croix Jurlet, 151
4400 HERSTAL
5. Maison des Jeunes « Les Contemporains »
rue Hors-Château, 48
4000 LIEGE
6. Maison des Jeunes d'Outre-Meuse
rue Fosses-aux-Raines
4000 LIEGE
7. Maison des Jeunes « La Ferme »
rue O. Decroly, 59
4900 ANGLEUR
8. Château Communal de la Jeunesse et de la Culture
rue Paul Janson, 2
4200 OUGREE-SCLESSIN
9. Maison des Jeunes « Les Trixhosaures »
rue Houlbouze, 57
4110 FLEMALLE-HAUTE
10. Maison des Jeunes « Le Castel »
rue Saint-Maur, 93b
4000 LIEGE

11. Maison des Jeunes « L'Espoir »
place des Etangs
4160 VIEN ANTHISNES

12. Centre Culturel du Haut Pré
rue René Delbrouck, 5
4200 OUGREE

13. Maison des Jeunes Saint-Georges
rue Joseph Truffaut, 23
4410 VOTTEM

14. Maison des Jeunes « Les Démophiles »
rue Chafnay, 2
4500 JUPILLE-SUR-MEUSE

15. Maison des Jeunes
avenue d'Esneux, 216
4040 MERY

16. Maison des Jeunes
rue E. Vandervelde
4430 ALLEUR

17. Club de Jeunesse du Nord « Le Gai Pinson »
rue Saint-Thomas, 7
4000 LIEGE

18 Maison des Jeunes
rue Reine Astrid, 69
4130 ENGIS

Arrondissement de Waremme

1. Maison des Jeunes
Place Communale
4360 MOMALLE

Arrondissement de Verviers

1. Maison des Jeunes « Au Rallye »
rue de la Gare, 67
4670 PLOMBIERES-MONTZEN

2. Centre Culturel
place du Marais
LA REID

3. Maison des Jeunes
rue de Verviers, 2
ENSIVAL

4. Maison des Jeunes
avenue Reine Astrid, 46
4880 SPA

Arrondissement de Huy

1. Maison des Jeunes « La Mézon »
avenue Godin Parnajon
5200 HUY

Province de Luxembourg

Arrondissement de Neufchâteau

1. Maison des Jeunes
rue de la Teinture
6900 SAINT-HUBERT

Arrondissement d'Arlon

1. Maison des Jeunes « La Chtouff »
rue du Marché-aux-Beurres, 28
6700 ARLON

2. Maison des Jeunes « Au Rallye »
rue du Centre, 35
6790 ATHUS

Arrondissement de Bastogne

1. Maison des Jeunes
place Mac Auliffe
6650 BASTOGNE

Arrondissement de Marche-en-Famenne

1. Maison des Jeunes
rue des Ecoles
5400 MARCHE-EN-FAMENNE

2. Maison des Jeunes
rue Petit-Pont
5480 DURBUY

ANNEXE 4

Ventilation des articles 33.07 et 33.09

Article — Libellé	Ventilation exercice 1973	Ventilation exercice 1974
33.07. — Subventions et bourses aux artistes, aux associations, établissements publics pour leurs activités, expositions et initiatives diverses en faveur des arts plastiques (acquisition, création, restauration d'œuvres qui ne font pas partie des collections d'un musée), subvention aux organismes de diffusion des arts plastiques.	*Crédit alloué :* 3 350 000 francs. *Montant adapté :* 3 200 000 francs. — Subsides à des artistes à titre d'encouragement artistique : 60 subsides : 1 137 000 francs. — Bourses de travail, bourses de voyages à des artistes : 11 bourses : 540 000 francs. — Subsides à des associations artistiques, groupements artistiques, établissements publics pour leurs activités, expositions et initiatives diverses en faveur des arts plastiques, à des organismes de diffusion des arts plastiques : 64 subsides : 1 523 000 francs. — Entente carolorégienne pour la promotion du sport et des loisirs pour handicapés - Charleroi. — Maison de la Culture - Namur. — Atelier de la Semois - Ménil-Chassepierre. — Centre d'Action Culturelle de la province de Luxembourg - Saint-Hubert. — Athénée Royal de Bastogne. — Académie Luxembourgeoise - Arlon. — Musée de la Vie Wallonne - Liège. — Centre Culturel de Tourinnes-la-Grosse. — Groupe Tanden - Gerpinnes. — Sigma 13 - Tournai.	*Crédit alloué :* 3 500 000 francs. — Subsides à des artistes à titre d'encouragement artistique : 26 subsides : 486 000 francs. — Bourses de voyage et de travail à des artistes : 2 bourses : 65 000 francs. — Subsides à des associations artistiques groupements artistiques, établissements publics pour leurs activités, expositions et initiatives en faveur des arts plastiques, à des organismes de diffusion des arts plastiques : 19 subsides : 396 000 francs. — Association Georges Linze - Bruxelles. — Administration communale - Châtelet. — Art Concret en Hainaut - Trazegnies. — Administration Communale Saint-Josse-ten-Noode. — Daily-Bull - La Louvière. — Sigma 13 - Tournai. — Théâtre National, Commission des expositions - Bruxelles. — Société Royale des Beaux-Arts - Verviers. — Revue Art d'Eglise - Ottignies. — Collectif de recherches et d'animations urbaines - Bruxelles. — Les Artistes du Hainaut - La Louvière.

Article — Libellé	Ventilation exercice 1973	Ventilation exercice 1974
	— Centre Culturel - Péruwelz. — Arts et Culture. — Vielsalm. — Cercle d'Amitié - Martué. — Les Racines du Manoir - Ecaussinnes d'Enghien. — Administration Communale - Lodelinsart. — Maison des Arts du Goddiarch - Villers-la-Ville. — Kunst und Buhne - Eupen. — Centre d'Action Universitaire de la Faculté Saint-Louis - Bruxelles. — Promotion de Limbourg Ville - Haute-Limbourg. — Ecole Normale Secondaire Mixte de l'Etat - Mons. — Brasserie des Alliés - Marchienne-au-Pont. — Centre Culturel Félicien Rops - Namur. — Société Royale des Beaux-Arts - Verviers. — Syndicat d'Initiative - Watermael-Boitsfort. — Musée de l'Ancienne Abbaye - Stavelot. — Administration Communale - Mont-sur-Marchienne. — Groupe Schéma - Verviers. — Revue Clés pour les Arts - Bruxelles. — Prix Charles Bernard - Bruxelles. — Académie Libre La Figure - Bruxelles. — Cercle d'Art Prospectif - Bruxelles. — Administration Communale - Molenbeek-Saint-Jean. — Revue d'Art d'Eglise - Ottignies.	— Cercle d'Art Bon Vouloir - Mons. — Cercle d'Amitié - Martué. — Foyer Culturel - Sainte-Cécile. — Les Amis du Val Dieu - Val Dieu (Aubel). — Groupe Zist-Zest - Mons. — Centre Culturel Félicien Rops - Namur. — Les Amis d'Anto Carte - Bruxelles. — Musée de l'Ancienne Abbaye - Stavelot. P.S. Cette ventilation a été établie en fonction : 1. Des subsides alloués par le prédécesseur de M. le ministre. 2. Des propositions de subsides qui seront faites à M. le ministre dans les prochains jours.

Article — Libellé	Ventilation exercice 1973	Ventilation exercice 1974
	— Association belge des critiques d'art - Bruxelles. — A.S.B.L. Signes et Lettres - Liège. — S.P.R.L. les Jardins - Annevoie. — Théâtre National, Commission des expositions - Bruxelles. — A.S.B.L. Cercle de Médecine, exposition Kufferanium, Université Libre de Bruxelles - Bruxelles. — Comité de Logne - Vieuxville. — Musée des Beaux-Arts - Verviers. — Maison de la Culture - Huy. — Intercommunale du Brabant Wallon - Nivelles. — Fondation de Ligne - Belœil. — Ecoles Techniques Féminines du Hainaut - Saint-Ghislain. — Archives de l'Architecture Moderne - Bruxelles. — Cercle Artistique - Tournai. — Revue Neuf - Bruxelles. — Conseil National des Arts Plastiques - Bruxelles. — Administration Communale - Charleroi. — Administration Communale - Saint-Josse-ten-Noode. — Cercle Artistique et littéraire - Charleroi. — Groupe Zist-Zest - Mons. — Société Royale des Beaux-Arts - Liège. — Centre d'action culturelle de la Communauté d'Expression Française (C.A.C.E.F.) - Namur.	

Article — Libellé	Ventilation exercice 1973	Ventilation exercice 1974
33.09. — Subvention aux — Ecrivains — Revues — Organismes littéraires	*Crédit alloué :* 2 854 950 francs. — *Ecrivains :* 913 000 francs. — *Revues :* 793 000 francs.	*Crédit sollicité :* 3 300 000 francs.

	francs
Le Nouveau « Synthèses »	50 000
Le Flambleau	19 500
La Tribune littéraire et poétique	19 500
Scarabée	19 500
Textures	19 500
Le Journal des Poètes	90 000
La Vie Wallonne	40 000
Les Cahiers TUL	70 000
La Revue Phantomas	40 000
Marginales	65 000
Clés pour le Spectacle	90 000
La Revue Générale	90 000
La Dryade	40 000
La Revue Nouvelle	90 000
La Revue Nationale	50 000

— *Organismes littéraires :* 1 148 950 francs.

Association des Ecrivains belges	60 000
Le Pen Club International	50 000
Fondation Charles Plisnier	19 500
Ecole d'Art de Florenville	19 500
Amis de Guillaume Apollinaire	19 500
Club « L'Essai »	19 500
Centre Catholique du Spectacle	30 000
Permanences Poétiques	19 500
Jeunesses Théâtrales de Verviers	100 000
Cercle d'Emulation de Welkenraedt	100 000
Les Midis de la Poésie	120 000
Scriptores Catholici	19 500
Association des Ecrivains Wallons	25 000
Poésie vivante en Wallonie	19 500
Assoc. des Ecrivains de Mer et Outre-Mer	19 500
Colloque Peguy	19 500
Artistes de la Thudinie	19 500

Article — Libellé	Ventilation exercice 1973	Ventilation exercice 1974
	Assoc. des Ecrivains du Tourisme 15 000 Amis de l'Art en Wallonie 15 000 Amis de G. Apollinaire (colloque) 19 950 Beaux spectacles français d'Eupen 95 000 Pont d'Oye (colloque) 19 500 Académie luxembourgeoise 60 000 Festival des Galeries à Welkenraedt 19 500 Jeunesses poétiques 225 000	

ANNEXE 5

Fonds national des sports (Secteur francophone)

Exercice 1974

Recettes (Prévisions)

Article 1		2.6 Remboursements pour le matériel perdu	150 000
1.1 Recettes pronostics . . F	44 000 000	2.8 Divers	—
1.2 Recettes courses de chevaux .	66 000 000		
Article 2 — Autres recettes		Article 3 — Recettes d'origine budgétaire	
2.1 Inscription dans les centres sportifs	17 000 000	3.1 Subvention du budget ordinaire du secteur Culture française	P.M.
2.2 Inscriptions aux cycles d'initiation	2 500 000	3.2 Transfert du budget de l'Education nationale	2 200 000
2.3 Inscriptions aux cours de moniteur	500 000	Article 4	
2.4 Abonnements à la Revue et vente d'éditions	350 000	Prélèvement sur la réserve . . (25 000 000)	7 000 000
2.5 Remboursements pour la subvention en matériel . . .	4 500 000	Total . . F	144 200 000

Dépenses (Prévisions)

Article 6		Article 11/3	
Subsides de propagande et pour camps privés . . . F	15 500 000	Vacances sportives en dehors des centres d'Etat	700 000
Article 7		Article 11/5	
Subsides aux cercles sportifs et aux comités provinciaux . .	20 000 000	Organisation des championnats scolaires	2 000 000
Article 8		Article 11/6	
Subvention en matériel sportif .	23 500 000	Subsides et activités en faveur des handicapés	3 000 000
Article 9		Article 11/7	
Participation aux Jeux Olympiques	750 000	Activités en faveur de la population scolaire âgée de 6 à 12 ans	6 000 000
Article 10		Article 11/8	
Subsides aux Elites	8 000 000	Honoraires et traitements du personnel contractuel des centres sportifs d'Etat	7 000 000
Article 11/1		Article 11/9	
Activités à charge des directions provinciales	10 600 000	Frais de congrès et de réceptions	400 000
Article 11/2			
Cours de moniteur	4 500 000		

Article 11/10		
Coût de l'assurance pour les activités de l'A.D.E.P.S. . . .		500 000
Article 11/11		
Initiation sportive et cours de moniteur en faveur des apprentis et des jeunes travailleurs .		2 000 000
Article 12		
Réparation du matériel prêté .		200 000
Article 14		
Frais de fonctionnement des centres sportifs d'Etat . . .		33 450 000
Article 15		
Divers		400 000
Article 16		
Activités dans le cadre du « Sport pour Tous » . .		5 700 000
Total . .	F	144 200 000

ANNEXE 6

RADIODIFFUSION — TELEVISION BELGE
INSTITUT DES EMISSIONS FRANÇAISES

Ventilation du projet de budget pour l'exercice 1974

I. Montants globaux

1. *Recettes*

Subvention sollicitée de l'Etat	F	1 088 000 000
Recettes propres		39 618 000
Recettes pour ordre (Retenues pour la Caisse des Veuves et Orphelins)		16 000 000
Total . .	F	1 143 618 000

2. *Dépenses*

Budget des frais communs (dépenses communes à la radio et à la télévision) . .	F	195 934 000
Budget de la radio sonore .		262 119 000
Budget de la télévision . .		669 565 000
Budget pour ordre (veuves et orphelins)		16 000 000
Total . .	F	1 143 618 000

3. *Part des grandes catégories de recettes et de dépenses*
(comparaison avec les réalisations 1972-1973)

Les montants en valeur absolue sont indiqués en 1 000 francs.

	1972 (1)		1973 (1)		1974 (2)	
	Montants	Part %	Montants	Part %	Montants	Part %
1. *Recettes*						
Subvention Etat	798.700	92,9	1.016.784	94,4	1.088.000	95,1
Recettes propres	49.245	5,7	44.437	4,1	39.618	3,5
Recettes pour ordre	11.573	1,4	16.271	1,5	16.000	1,4
Total Recettes	859.518	100,0	1.077.492	100,0	1.143.618	100,0
2. *Dépenses*						
Frais communs	139.323	15,3	173.103	16,5	195.934	17,1
Radio sonore	202.519	22,2	246.795	23,6	262.119	23,0
Télévision	558.125	61,2	609.985	58,3	669.565	58,5
Dépenses pour ordre	11.573	1,3	16.271	1,6	16.000	1,4
Total Dépenses	911.540	100,0	1.046.154	100,0	1.143.618	100,0

(1) Réalisations.
(2) Prévisions.

II. Ventilation des dépenses par catégories (en 1 000 francs)

	1972	Part %	1973	Part %	1974	Part %
1. Frais Communs						
Rémunérations	104.609	75,1	125.652	72,6	138.331	70,6
Autres dépenses de personnel	10.594	7,6	13.241	7,6	15.471	7,9
Frais de fonctionnement	22.742	16,3	32.336	18,7	38.718	19,8
Investissements	1.378	1,0	1.874	1,1	3.414	1,7
Total des Frais Communs	139.323	100,0	173.103	100,0	195.934	100,0
2. Radio Sonore						
Rémunérations	149.441	73,8	186.975	75,8	201.899	77,0
Autres dépenses de personnel	10.836	5,4	11.805	4,8	11.670	4,5
Frais de fonctionnement	40.191	19,8	46.055	18,7	46.546	17,7
Investissements	2.051	1,0	1.960	0,7	2.004	0,8
Total Radio	202.519	100,0	246.795	100,0	262.119	100,0
3. Télévision						
Rémunérations	220.782	39,6	259.327	42,5	293.019	43,8
Autres dépenses de personnel	34.870	6,2	40.590	6,7	40.471	6,0
Frais de fonctionnement	299.837	53,7	307.264	50,4	333.026	49,7
Investissements	2.636	0,5	2.804	0,4	3.049	0,5
Total Télévision	558.125	100,0	609.985	100,0	669.565	100,0
4. Dépenses pour ordre	11.573	—	16.271	—	16.000	—
Total de l'Institut						
Rémunérations	474.832	52,1	571.954	54,7	633.249	55,4
Autres dépenses de personnel	56.300	6,2	65.636	6,3	67.612	5,9
Frais de fonctionnement	362.770	39,8	385.655	36,9	418.290	36,6
Investissements	6.065	0,7	6.638	0,6	8.467	0,7
Dépenses pour ordre	11.573	1,2	16.271	1,5	16.000	1,4
	911.540	100,0	1.046.154	100,0	1.143.618	100,0

III. Crédits pour la décentralisation

1. *Budget de 1974. — Part directe attribuée*

a) Radiodiffusion sonore

Bruxelles	F	38 706 000
Hainaut		32 107 000
Liège		35 058 000
Namur - Luxembourg - Brabant wallon		31 378 000
Antenne-Soir		3 994 000
Total	F	141 243 000

Soit 54 p.c. du budget total.

b) Télévision

Liège	F	34 700 000
Charleroi		27 700 000
Antenne-Soir		8 000 000
Total	F	70 400 000

Soit 10,5 p.c. du budget total.

La part directe attribuée à la décentralisation pour la radio sonore et la télévision est de 211 643 000 francs sur un total de 1 143 618 000 francs, soit 18,5 p.c.

2. *Crédits d'investissements pour la télévision à Liège et à Charleroi en 1974, 1975 et 1976.*

Le tableau ci-après donne, en millions de francs, les crédits d'investissements techniques commandés pour les deux centres. Ces crédits sont inscrits au budget de l'Institut des Services communs.

	1974	1975	1976
	—	—	—
1. Bâtiments			
Liège	72,6	6,5	—
Charleroi	20,4	16,5	—
2. Equipement électroniques			
Liège	—	119,0	6,0
Charleroi	7,0	119,0	6,0
3. Total pour les 3 années			
Liège	204,1		
Charleroi	168,9		
	373,0		

Il y a lieu d'ajouter la mise en service, en 1975, d'un car de reportage couleurs, dans chacun des deux centres. Le coût des deux cars est de 77 millions de francs.

3. *Prévisions de mise en service des studios de télévision à Liège et à Charleroi.*

Liège :

Petit studio (40 m²) : juillet 1975;

Studio moyen (250 m²) : octobre 1975.

Charleroi :

Petit studio (120 m²) : octobre 1975;

Studio moyen (215 m²) : janvier 1976.

Les centres travaillent avec des équipements techniques mobiles provisoirement.

IV. Prévisions des dépenses au budget ordinaire pour les Centres de Liège et de Charleroi en 1974, 1975 et 1976

(en millions de francs)

	1974	1975	1976
	—	—	—
Liège			
Dépenses de personnel	19,7	31,7	40,7
Dépenses de programmes	15,0	23,5	31 5
Dépenses d'exploitation	n.d.	8,2	10,5
	34,7	63,4	82,7
Charleroi			
Dépenses de personnel	14,5	26,5	35,5
Dépenses de programmes	13,0	21,5	29,5
Dépenses d'exploitation	n.d.	8,2	10,5
	27,5	56,2	75,5

Il y a lieu de noter que les montants pour 1975 et 1976 représentent les projets admis par le conseil d'administration, mais n'ont pas encore reçu l'approbation du gouvernement. Les dépenses d'exploitation seront inscrites en 1975 et 1976, pour moitié au budget de l'Institut des émissions françaises et pour moitié au budget de l'Institut des Services communs (budget technique).

ANNEXE 7

AMENDEMENT PRESENTE PAR LE GOUVERNEMENT
ET ADOPTE PAR LA COMMISSION (1)

Budget des Affaires culturelles
de la communauté culturelle française pour l'année budgétaire 1974
Secteur Culture française

Tableau du décret

Titre I. — *Dépenses ordinaires*

Partie I. — *Enseignement*

Section I. — *Enseignement artistique*

Chapitre I. — *Dépenses de consommation*

Article 11.03.7. — Rémunération du personnel, etc.

Inscrire une diminution de 1 353 000 francs.

Le crédit pour 1974 est réduit à 0 franc.

Justification : la somme est transférée à un nouvel article (33.94), créé au feuilleton de 1973 du chapitre « Transferts de revenus », ce crédit étant destiné à subventionner une A.S.B.L.

Article 12.01.7. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration, etc.

Inscrire une diminution de 350 000 francs.

Le crédit pour 1974 est réduit à 0 franc.

Justification : voir ci-dessus.

Article 12.03.7. — Dépenses d'entretien, etc.

Inscrire une diminution de 500 000 francs.

Le crédit pour 1974 est réduit à 0 franc.

Justification : voir ci-dessus.

Article 12.05.7. — Fournitures de bureau, etc.

Inscrire une diminution de 12 000 francs.

Le crédit pour 1974 est réduit à 0 franc.

Justification : voir ci-dessus.

Article 12.10.7. — Indemnités généralement quelconques, etc.

Inscrire une diminution de 5 000 francs.

Le crédit pour 1974 est réduit à 0 franc.

Justification : voir ci-dessus.

Chapitre III. — *Transferts de revenus*

Transferts de revenus aux ménages

Article 33.94. — Subvention à l'A.S.B.L. Centre d'études et de recherches de l'Environnement.

Inscrire un crédit de 2 720 000 francs.

Justification : Crédit nécessaire pour subsidier le Centre qui possède un statut d'A.S.B.L.

La compensation de cette inscription budgétaire a lieu aux articles 11.03.7, 12.01.7, 12.03.7, 12.05.7, 12.10.7 et 74.01.7.

Chapitre V. — *Achats de biens meubles patrimoniaux*

Article 74.01.7. — Achats de machines, de mobilier et de matériel, etc.

Inscrire une diminution de 500 000 francs.

Le crédit pour 1974 est réduit à 0 franc.

Justification : voir la justification donnée à l'article 11.03.7.

---

(1) Doc. Conseil 4-I (1973-1974), n° 2.

ANNEXE 8

AMENDEMENTS PRESENTES PAR LE GOUVERNEMENT
ET ADOPTES PAR LA COMMISSION (1)

Budget des Affaires culturelles
de la communauté culturelle française pour l'année budgétaire 1974

Secteur Travaux publics

Tableau

Titre II. — *Dépenses extraordinaires*

Chapitre III. — *Transferts de capitaux*

Transferts de capitaux à l'enseignement libre
Travaux subsidiés et reconstruction

Article 64.01. — Réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à l'enseignement privé, en exécution de la loi du 6 juillet 1948.

1. Région wallonne :

   Diminuer le crédit d'engagement de 9 000 000 de francs.

   Diminuer le crédit d'ordonnancement de 9 000 000 de francs.

2. Bruxelles-Capitale :

   Diminuer le crédit d'engagement de 1 000 000 de francs.

   Diminuer le crédit d'ordonnancement de 1 000 000 de francs.

Justification : la réduction de 10 000 000 de francs du crédit d'engagement et d'ordonnancement compense l'inscription des mêmes montants à l'article 63.10 (nouveau).

Insérer une rubrique (nouvelle) et un article 63.10 (nouveau) libellés comme suit :

Transferts de capitaux aux communes et aux provinces.

Urbanisme

Article 63.10 (nouveau). — Subsides aux administrations subordonnées pour l'acquisition d'espaces verts publics.

1. Région wallonne :

   Crédit d'engagement nouveau : 9 000 000 de francs.

   Crédit d'ordonnancement nouveau : 9 000 000 de francs.

2. Bruxelles-Capitale :

   Crédit d'engagement nouveau : 1 000 000 de francs.

   Crédit d'ordonnancement nouveau : 1 000 000 de francs.

Justification : voir justification à l'article 64.01 ci-dessus.

() Doc. Conseil 4-VII (S.E. 1974), n° 2.

ANNEXE 9

Ministère de l'Education nationale et de la Culture française

Conseil du théâtre de l'Enfance et de la Jeunesse

— *Nominations*

Par arrêté ministériel du 18 avril 1974, en application du décret du 25 juin 1973 relatif aux conditions d'agréation et d'octroi de subsides aux théâtres de l'Enfance et de la Jeunesse, ont été désignés en qualité de membres du conseil du théâtre de l'Enfance et de la Jeunesse :

— Sur proposition du conseil de la Jeunesse d'expression française :

MM. Maurice Michaux et Roger Dehaybe;

— Sur proposition des organisations les plus représentatives des associations de parents :

Mme Claudine Harte et M. Claude Durieu;

— Sur proposition des associations les plus représentatives du théâtre de l'Enfance et de la Jeunesse :

Mme Monique Zimmermann, M. Hubert Roman, Mme Renée Fuks et M. Jacques Fumiere;

— Sur proposition des associations les plus représentatives des sociétés d'auteurs dramatiques :

M. José Geal;

— Sur proposition des députations permanentes de :

Hainaut	M. Yvon Biefnot;
Liège	Melle Monique Foullien
Luxembourg	Melle Paulette Grandjean;
Namur	M. Pierre Tonon;

— Sur proposition de la commission culturelle de l'Intercommunale pour l'Aménagement et l'Expansion économique du Brabant wallon :

M. Patrick Vinkenbosch;

— Sur proposition de la commission française de la culture de l'agglomération de Bruxelles :

Melle Patricia Vincart;

— Sur proposition des organisations les plus représentatives du personnel enseignant :

MM. Edgard Verhoeven, Alain Jacob et André Dricot.

Un dernier membre sera nommé ultérieurement sur proposition du Conseil National d'Art Dramatique.

Le secrétariat du conseil du théâtre de l'Enfance et de la Jeunesse sera assuré par M. Frank Lucas, conseiller adjoint à la direction générale de la jeunesse et des loisirs.

ANNEXE 10

Centre de rayonnement de la Culture française : exercice 1973

Crédit	Francs	Débit	Francs	Francs
Subside accordé au Centre de Rayonnement de la Culture française pour l'exercice 1973 . .	950.000	Frais d'installation et premier matériel dont machine à écrire, etc.	43.800	
		Frais de fonctionnement 1972-1973	56.200	
				100.000
		Subsides versés :		
		— *Rhode-Saint-Genèse*	150.000	
		— *Wezembeek-Oppem*	50.000	
		— *Linkebeek* (Ciné Forum)	20.000	
		— *Kraainem :*		
		— Association Agnès Humblet	20.000	
		— Bibliothèque francophone	20.000	
		— *Gand*		
		— Ecole des Hautes Etudes	30.000	
		— Association flamande pour la vulgarisation de la langue française	30.000	
		— Cercle dramatique « La Ruche »	30.000	
		— *Anvers :*		
		— Etablissements d'Education nouvelle (Lycée d'Anvers, Collège Marie-José)	30.000	
		— Institut « Les Abeilles »	30.000	
		— *Les Fouron* (6 communes)	310.000	
				720.000
		Fonds de roulement		130.000
	950.000	Compte pour ordre		950.000

Situation exercice 1973

Ventilation du Fonds de roulement

Etalement des frais de première installation	F	50 000
Réduction du subside prévu initialement pour Wezembeek-Oppem .		50 000
Subside prévu initialement pour le cercle littéraire de Gand mais non versé faute de renseignements complémentaires		30 000
	F	130 000

⁂

Projet pour 1974

Les prévisions pour 1974 restent sensiblement les mêmes jusqu'à la prochaine réunion du conseil d'administration qui examinera les nouvelles propositions.

⁂

ANNEXE 11

Membres du Conseil d'administration de l'A.S.B.L. « Centre de rayonnement de la Culture française »

Charles Thomas, Bruxelles;
Valmy Feaux, Ottignies;
Georges Sion, Etterbeek;
Georges Guilmin, Namur;
Joseph Hanse, Watermael-Boitsfort;
Louis Philippart, Morlanwez;
J.-P. Schijns, Embourg;
J.-P. Ledoux, Marche;
Josse Piquint, Bruxelles;
Jean Remiche, Bruxelles.

***

ANNEXE 12

Ventilation pour l'année 1973, des crédits affectés à l'article 33.10

Section IV

Lettres wallonnes : subventions

Royal Club wallon de Malmédy	F	40 000
Fédérations wallonnes		254 000
Pierre Faulx		5 000
Paul Depretre		6 000
Revue « No Catiau »		7 500
Emile Lempereur		19 500

ANNEXE 13

Commission française de la Culture de l'agglomération de Bruxelles

Budget pour l'exercice 1974

Recettes ordinaires

Récapitulation

Fonctions	Prestations 000/60	Transferts 000/61	Dette 000/62	TOTAL 000/63
Recettes générales . . . . . F	1	—	300	301
Fonds	—	62.500.000	—	62.500.000
Assurances	6	3	—	9
Administration générale	2.320.003	550.000	1	2.870.004
Enseignement	1	5	—	6
Jeunesse	—	—	—	—
Education permanente	—	585.006	—	585.006
Sports et Education physique	—	1	—	1
Arts et Lettres. — Diffusion culturelle	—	—	—	—
Aide sociale et familiale	—	—	—	—
TOTAL EXERCICE PROPRE . . . . . F	2.320.011	63.635.015	301	65.955.327
BALANCE EXERCICE PROPRE	Excédent		—	—
PRELEVEMENTS			—	—
EXERCICES ANTERIEURS	Boni		513.232	—
RESULTAT GENERAL . . . . . F	Total			66.468.559
	Boni		—	—

Dépenses ordinaires

Récapitulation

Fonctions	Personnel 000/70	Fonctionnement 000/71	Transferts 000/72	Dette 000/7 ×	TOTAL 000/73
Recettes générales . . . . F	—	20.002	—	120.000	140.002
Fonds	—	—	—	—	—
Assurances	50.000	56.500	—	—	106.500
Administration générale . . .	18.770.503	11.646.003	—	586.342	31.002.848
Enseignement	—	2.380.014	455.002	831.541	3.666.557
Jeunesse	—	565.000	3.650.001	150.000	4.365.001
Education permanente	—	1.105.000	7.435.004	2.204.682	10.744.686
Sports et Education physique . .	—	140.000	3.100.000	130.000	3.370.000
Arts et Lettres. — Diffusion culturelle	—	1.215.000	10.760.001	1.337.115	13.312.116
Aide sociale et familiale . . .	—	260.000	—	325.000	585.000
TOTAL EXERCICE PROPRE F	18.820.503	17.387.519	25.400.008	5.684.680	67.292.710
DEFICIT	—	—	—	1.337.383	—
PRELEVEMENTS	—	—	—	—	—
EXERCICES ANTERIEURS . .	Mali			—	—
TOTAL . . . . . F					67.292.710
	Mali			824.051	—

Recettes extraordinaires

Récapitulation

Fonctions	Transferts 000/80	Investissements 000/81	Dette 000/82	TOTAL 000/73
Recettes générales . . . . . F	—	—	—	—
Fonds	—	—	—	—
Assurances	—	—	—	—
Administration générale	—	—	1.450.000	1.450.000
Enseignement	—	—	6.485.000	6.485.000
Jeunesse	—	—	2.300.000	2.300.000
Education permanente	—	—	31.300.000	31.300.000
Sports et Education physique	—	—	2.000.000	2.000.000
Arts et Lettres. — Diffusion culturelle	—	—	1.400.000	1.400.000
Aide sociale et familiale	—	—	5.000.000	5.000.000
TOTAL EXERCICE PROPRE . . . . . F	—	—	49.935.000	49.935.000
BALANCE EXERCICE PROPRE	Excédent		—	—
PRELEVEMENTS			—	—
EXERCICES ANTERIEURS	Boni		107.707	—
RESULTAT GENERAL . . . . . F				50.042.707
	Boni		107.693	—

Dépenses extraordinaires

Récapitulation

Fonctions	Transferts 000/90	Investissements 000/91	Dette 000/92	TOTAL 000/93
Recettes générales . . . . . F	—	—	—	—
Fonds	—	—	—	—
Assurances	—	—	—	—
Administration générale	—	1.450.000	—	1.450.000
Enseignement	—	6.485.009	—	6.485.009
Jeunesse	—	2.300.000	—	2.300.000
Education permanente	—	31.300.000	—	31.300.000
Sports et Education physique	—	2.000.000	—	2.000.000
Arts et Lettres. — Diffusion culturelle	—	1.400.000	—	1.400.000
Aide sociale et familiale	—	5.000.005	—	5.000.005
TOTAL EXERCICE PROPRE . . . . . F	—	49.935.014	—	49.935.014
BALANCE EXERCICE PROPRE	Déficit		14	—
PRELEVEMENTS				—
EXERCICES ANTERIEURS	Mali			—
RESULTAT GENERAL . . . . . F				49.935.014
	Mali		—	—

ANNEXE 14

Commission française de la Culture de l'agglomération de Bruxelles

Compte pour l'exercice 1973

PREMIERE PARTIE

Fonds généraux

I. *Tableau récapitulatif du compte*

Recettes ordinaires

	FONCTIONS	Prévision du budget	Droits constatés au profit de la C.F.C. de l'Agglom. de Bruxelles	Recouvrements effectués	Reste à recouvrer	Irrécouvrable à déduire	Recettes réalisables à justifier au compte suivant
00.	Recettes générales . . . . F	2	63.469	63.469	—	—	—
02.	Fonds	50.000.000	50.000.000	—	50.000.000	—	50.000.000
05.	Assurances	7	10.988	10.988	—	—	—
10-121.	Administration générale . . .	2.341.004	2.200.472	2.200.472	—	—	—
70.	Enseignement	1.012	—	—	—	—	—
761.	Jeunesse	—	—	—	—	—	—
762.	Education permanente. — Animation culturelle	1.459.002	—	—	—	—	—
764.	Sports et Education physique . .	1	—	—	—	—	—
77.	Arts et Lettres	—	—	—	—	—	—
84.	Aide sociale et familiale . . .	3	—	—	—	—	—
	TOTAL . . . . . F	53.801.031	52.274.929	2.274.929	50.000.000	—	50.000.000
	Exercices antérieurs	7.500.000	7.500.000	7.500.000	—	—	—
	TOTAL GENERAL. . . . F	61.301.031	59.774.929	9.774.929	50.000.000	—	50.000.000

Dépenses ordinaires

	FONCTIONS	Prévision budget	Engagement effectif des dépenses	Crédits ou parties de crédits sans emploi	Paiements effectués et justifiés	Crédits à transférer à l'exercice suivant
00.	Dépenses générales . . . . F	115.002	100.000	15.002	100.000	—
05.	Assurances	73.355	56.105	17.250	56.105	—
10-121.	Administration générale	16.365.518	13.816.576	2.548.942	12.519.458	1.297.118
70.	Enseignement	5.364.539	4.958.314	406.225	180.008	4.778.306
761.	Jeunesse	3.495.002	3.485.700	9.302	4.800	3.480.900
762.	Education permanente. — Animation culturelle.	7.729.005	6.108.246	1.620.759	695.126	5.413.120
764.	Sports et Education physique . . .	3.865.202	3.862.100	3.102	2.880	3.859.220
77.	Arts et Lettres	16.740.003	16.490.618	249.385	1.735.400	14.755.218
84.	Aide sociale et familiale	40.004	8.604	31.400	—	8.604
	TOTAL . . . . . F	53.787.630	48.886.263	4.901.367	15.293.777	33.592.486
	Exercices antérieurs	9.660.253	8.700.983	959.270	6.540.286	2.160.697
	TOTAL GENERAL . . . . F	63.447.883	57.587.246	5.860.637	21.834.063	35.753.183

Recettes extraordinaires

	FONCTIONS	Prévision du budget	Droits constatés au profit de la C.F.C. de l'Agglom. de Bruxelles	Recouvrements effectués	Reste à recouvrer	Irrécouvrable à déduire	Recettes réalisables à justifier au compte suivant
00.	Recettes générales . . . . F	—	—	—	—	—	—
02.	Fonds	—	—	—	—	—	—
05.	Assurances	—	—	—	—	—	—
10-121.	Administration générale . . .	2.441.001	990.000	400.000	590.000	—	590.000
70.	Enseignement	15.514.007	6.220.000	—	6.220.000	—	6.220.000
761.	Jeunesse	25.000	19.000	—	19.000	—	19.000
762.	Education permanente. — Animation culturelle	2.050.000	944.000	—	944.000	—	944.000
764.	Sports et Education physique . .	—	—	—	—	—	—
77.	Arts et Lettres	13.050.000	13.043.000	—	13.043.000	—	13.043.000
84.	Aide sociale et familiale . . .	4.000.000	—	—	—	—	—
	TOTAL . . . . . F	37.080.008	21.216.000	400.000	20.816.000	—	20.816.000
	Exercices antérieurs	4.442.866	4.442.866	4.442.866	—	—	—
	TOTAL GENERAL. . . . F	41.522.874	25.658.866	4.442.866	20.816.000	—	20.816.000

Dépenses extraordinaires

	FONCTIONS	Prévision budget	Engagement effectif des dépenses	Crédits ou parties de crédits sans emploi	Paiements effectués et justifiés	Crédits à transférer à l'exercice suivant
00.	Dépenses générales . . . . F	—	—	—	—	—
02.	Fonds	—	—	—	—	—
05.	Assurances	—	—	—	—	—
10-121.	Administration générale	2.374.000	1.126.774	1.247.226	417.904	708.870
70.	Enseignement	10.514.007	6.528.578	3.985.429	—	6.528.578
761.	Jeunesse	25.000	18.654	6.346	—	18.654
762.	Education permanente. — Animation culturelle.	2.050.000	943.276	1.106.724	—	943.276
764.	Sports et Education physique . . .	—	—	—	—	—
77.	Arts et Lettres	13.050.000	13.042.324	7.676	—	13.042.324
84.	Aide sociale et familiale	4.000.004	—	4.000.004	—	—
	TOTAL . . . . . F	32.013.011	21.659.606	10.353.405	417.904	21.241.702
	Exercices antérieurs	4.402.156	4.358.220	43.936	4.358.220	—
	TOTAL GENERAL . . . . F	36.415.167	26.017.826	10.397.341	4.776.124	21.241.702

II. *Récapitulation des recettes et dépenses des services généraux*

	Service ordinaire	Service extraordinaire	TOTAUX
1. Droits constatés au profit de la Commission . . . . F	59.774.929	25.658.866	85.433.795
Recouvrements effectués et portés en compte	9.774.929	4.842.866	14.617.795
Sommes restant à recouvrer	50.000.000	20.816.000	70.816.000
Recettes irrécouvrables à déduire	—	—	—
Recettes réalisables à justifier au compte suivant	50.000.000	20.816.000	70.816.000
2. Engagements de dépenses contractées par la commission .	57.587.246	26.017.826	83.605.072
Paiements effectués et portés en compte	21.834.063	4.776.124	26.610.187
Crédits à transférer à l'exercice suivant pour dépenses engagées	35.753.183	21.241.702	56.994.885
3. Droits constatés au profit de la commission	59.774.929	25.658.866	—
A déduire : recettes irrécouvrables	—	—	—
Total restant des droits constatés.	59.774.929	25.658.866	85.433.795
Engagements des dépenses contractées par la commission .	57.587.246	26.017.826	83.605.072
Résultats de l'exercice :			
Excédent de recettes	2.187.683	—	1.828.723
Excédent de dépenses	—	358.960	—
4. Recouvrements effectués et portés en compte	9.774.929	4.842.866	14.617.795
Paiements effectués et portés en compte	21.834.063	4.776.124	26.610.187
Le compte présente donc un boni ou solde disponible de . .	—	66.742	66.742
Un mali ou excédent de dépenses de	12.059.134	—	12.059.134
A reporter au compte suivant	—	—	— 11.992.392

III. *Récapitulation fonctionnelle et économique de l'exercice propre*

Récapitulation

RECETTES ORDINAIRES					DEPENSES ORDINAIRES					
Fonctions	Prestations 000/60	Transferts 000/61	Dette 000/62	Total 000/63	Fonctions	Personnel 000/70	Fonctionnement 000/71	Transferts 000/72	Dette 000/7 ×	Total 000/73
00.	63.147	—	322	63.469	00.	—	—	—	100.000	100.000
02.	—	—	—	—	02.	—	—	—	—	—
05.	47	10.941	—	10.988	05.	28.750	27.355	—	—	56.105
10-121.	2.153.700	46.772	—	2.200.472	10-121.	4.926.313	7.587.843	—	5.302	12.519.458
70.	—	—	—	—	70.	—	169.035	10.973	—	180.008
761.	—	—	—	—	761.	—	4.800	—	—	4.800
762.	—	—	—	—	762.	—	395.126	300.000	—	695.126
764.	—	—	—	—	764.	—	2.880	—	—	2.880
77.	—	—	—	—	77.	—	45.200	1.690.200	—	1.735.400
84.	—	—	—	—	84.	—	—	—	—	—
Total	2.216.894	57.713	322	2.274.929		4.955.063	8.232.239	2.001.173	105.302	15.293.777

Récapitulation

RECETTES EXTRAORDINAIRES					DEPENSES EXTRAORDINAIRES				
Fonctions	Transferts 000/80	Investissements 000/81	Dette 000/82	Total 000/83	Fonctions	Transferts 000/90	Investissements 000/91	Dette 000/92	Total 000/93
00.	—	—	—	—	00.	—	—	—	—
02.	—	—	—	—	02.	—	—	—	—
05.	—	—	—	—	05.	—	—	—	—
10-121.	—	—	400.000	—	10-121.	—	417.904	—	—
70.	—	—	—	—	70.	—	—	—	—
761.	—	—	—	—	761.	—	—	—	—
762.	—	—	—	—	762.	—	—	—	—
764.	—	—	—	—	764.	—	—	—	—
77.	—	—	—	—	77.	—	—	—	—
84.	—	—	—	—	84.	—	—	—	—
Total	—	—	400.000	400.000	Total	—	417.904	—	417.904

DEUXIEME PARTIE

Fonds pour ordre

Pour mémoire

Article	Nature des fonds	Disponible à la clôture du compte précédent	Recette de l'exercice	Total des recettes	Dépenses de l'exercice	A reporter au compte suivant
61/01	Retenue à la source du précompte professionnel	—	583.384	583.384	581.739	+ 1.645
63/01	Retenue sur les rémunérations du personnel pour assurance soins de santé et cotisations patronales	—	21.409	21.409	24.941	— 3.532
64/01	Retenue sur les rémunérations du personnel temporaire pour assurance soins de santé et cotisations patronales	—	403.600	403.600	517.085	— 113.485
66/01	Entrées étudiants. — Festival Kleinberg — à verser à M. Kleinberg	—	35.420	35.420	34.520	+ 900
		—	1.043.813	1.043.813	1.158.285	— 114.472

TROISIEME PARTIE

Récapitulation générale des comptes et approbations

	Recettes effectuées	Dépenses effectuées	Solde
1. *Fonds généraux :*			
Ordinaire . . . . . F	9.774.929	21.834.063	— 12.059.134
Extraordinaire	4.842.866	4.776.124	+ 66.742
2. *Fonds pour ordre*	1.043.813	1.158.285	— 114.472
TOTAUX . . . . . F	15.661.608	27.768.472	— 12.106.864

Le présent compte se clôture par un excédent global de dépenses s'élevant à la somme de 12 106 864 francs, à reprendre dans le compte suivant.

Présenté et affirmé sous les peines de droit, à Bruxelles, le 31 mars 1973.

Le Receveur provisoire,

A. DEBOUVERTE.

Vérifié et accepté le compte qui précède par la commission française de la Culture de l'Agglomération de Bruxelles.

En séance à Bruxelles, le.....

Présent : MM.
Président
Membres
Secrétaire

Par ordonnance,

Le Secrétaire,

G. VAN HOUT.

Au nom de la commission française de la Culture,

Le Président,

J.-P. POUPKO.

ANNEXE 15

Exposé de M. Pierre Falize, ministre de la Culture française, en commission du Conseil culturel

(15 janvier 1974)

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi en premier lieu de me réjouir que la discussion du budget de 1974 débute dès les premières semaines de l'année.

Je m'en félicite à un double titre : d'abord parce que les discussions tardives que vous avez trop souvent vécues dans le passé énervent le contrôle que le pouvoir législatif se doit d'exercer sur l'exécutif, ensuite, parce qu'il est délicat de se trouver dans la situation de gérer un département en régime de crédits provisoires, sans avoir eu l'occasion d'exposer sa politique au Conseil culturel et, à travers lui, à l'opinion publique.

Avant l'examen par section de l'ensemble du budget, je crois utile de me livrer à quelques réflexions budgétaires générales et de commenter brièvement le budget fonctionnel qui vient de vous être distribué et qui, d'ailleurs, servira de canevas à mon analyse.

Vous vous souviendrez certainement du contexte dans lequel le budget de l'Etat a été élaboré. Le budget de la Culture française a partagé ce sort et comme mes collègues, j'ai volontairement renoncé, par solidarité et en ayant en vue l'équilibre général des finances de l'Etat, à une certain nombre d'initiatives que j'aurais souhaité promouvoir.

Je constate néanmoins que la croissance du budget de la Culture française, s'établit à 15,86 p.c. par rapport au budget voté en 1973, soit à un taux supérieur à celui de l'ensemble du budget de l'Etat et, ne doit dès lors pas trop décevoir dans le contexte que je viens de rappeler. Cela démontre en tout cas que, contrairement à certaines rumeurs qui ont suivi la réunion de Val Duchesse, le gouvernement n'a nullement sacrifié le secteur culturel.

Un tableau établissant l'évolution du budget de 1972 à 1974 est joint aux textes de mon exposé.

Le taux d'augmentation de 1973 à 1974 (15,86 p.c.) est dû pour une part à la présence dans le budget d'une provision destinée à couvrir le coût de la nouvelle programmation sociale et la hausse de l'index. Ce crédit provisionnel, qui sera réparti ultérieurement, s'élève à 88 725 000 francs.

En en faisant abstraction, le taux de croissance d'une année à l'autre atteint 11,89 p.c.

Ce taux de croissance a été appliqué à chacune des « parties » du budget. Si j'ai convenu avec mon collègue de la Culture néerlandaise — puisque, vous le savez, chacune des « parties » obéit à une clé particulière de répartition entre les communautés — d'agir de la sorte, c'est parce qu'il m'est apparu que cette croissance apparemment uniforme permettrait en réalité la fixation très nette de priorités politiques claires : je l'ai particulièrement accordée, ainsi qu'il ressort du tableau, aux secteurs de la jeunesse et des loisirs qui augmente de plus de 19 p.c., et, contrairement à ce qu'il paraît à première vue, à l'éducation physique, les sports et la vie en plein air.

Il faut en effet se souvenir que ce secteur bénéficiera de nouveaux moyens financiers provenant des paris sur les courses de chevaux.

Compte tenu de cet apport, l'accroissement de ses ressources extérieures atteindra en un an 47 p.c.

Je voudrais encore vous commenter un instant le tableau comparatif que vous avez sous les yeux, plus particulièrement le feuilleton d'ajustement de 1973. Vous apercevez immédiatement que seuls deux domaines ont bénéficié de crédits supplémentaires : l'enseignement artistique tout d'abord pour lequel j'ai obtenu 120 millions de crédits supplémentaires destinés à apurer les arriérés, supporter le coût de la programmation sociale d'avril 1972 à décembre 1973 et couvrir l'ensemble des dépenses propres à 1973, les Arts et les Lettres ensuite.

Dans ce domaine, 30 millions m'ont été accordés pour honorer la promesse faite par un de mes prédécesseurs d'appliquer au personnel artistique des grands organismes wallons d'art musical et lyrique la programmation sociale octroyée au personnel correspondant de la R.T.B. et de l'O.N.B.

Le fait que les crédits figurant au budget de 1973 pour l'enseignement artistique ne couvrent pas uniquement des dépenses propres à

cette année explique le signe négatif qui figure dans la colonne comparant le budget ajusté de 1973 au budget de 1974, signe qui, sans explication, peut surprendre.

Après ces brèves considérations générales, je voudrais commenter quelque peu le budget fonctionnel que j'ai le plaisir, comme je vous l'avais annoncé lors de la discussion du budget précédent, de mettre à votre disposition. Il s'agit bien entendu d'une classification officieuse, sans valeur légale.

C'est la première fois qu'un tel travail est entrepris au sein de la Culture française; c'est en quelque sorte, un essai, qui peut certainement être affiné mais qui, je crois, constitue déjà comme tel un intéressant instrument d'analyse de la politique culturelle menée par le département.

Bien entendu, et il faut avoir cette considération à l'esprit lorsque l'on examine tout document budgétaire dans le domaine culturel, l'action culturelle n'est qu'en partie quantifiable et cette quantification — là où elle est possible — se réalise souvent de manière plus significative par l'établissement de statistiques culturelles (fréquentation des manifestations, production cinématographique) que par l'analyse des dépenses culturelles.

Il n'en reste pas moins que la classification fonctionnelle de ces dépenses et l'examen des séquences chronologiques qu'elle permet d'établir donne un éclairage nouveau de la politique culturelle, plus significatif que celui que fournit la classification économique traditionnelle.

Comme fonctions principales, ont été retenues, pour établir une correspondance avec la structure administrative et budgétaire du département, les intitulés des sections budgétaires.

La fixation de leur importance relative réelle suppose que l'on tienne compte de la répartition approximative entre elles des crédits provisionnels et que l'on ajoute aux moyens budgétaires dont dispose le secteur sportif les recettes de pronostics de football et de paris sur les courses de chevaux qui lui sont affectées. On constate alors que les moyens financiers consacrés à la Culture française recevront en 1974 l'affectation suivante : l'enseignement artistique en absorbera quelque 21 p.c., la jeunesse et les loisirs 12 p.c., l'éducation physique, le sport et la vie en plein air 7 p.c., les arts et les lettres 16 p.c., les relations culturelles internationales 2 p.c. et la R.T.B. 42 p.c. environ.

Les différences par rapport au budget précédent me paraissent devoir être soulignées : on constate un tassement dans les secteurs de l'enseignement artistique et des arts et lettres, une stabilisation dans celui des relations culturelles internationales et un accroissement de près d'un point dans le secteur de la jeunesse et des loisirs, de près de deux points dans celui de l'éducation physique et les sports et d'un point environ au profit de la R.T.B.

Je crois que ces données confirment l'appréciation que j'avais déjà émise : la priorité accordée aux secteurs de l'éducation permanente directement ou au travers de l'instrument privilégié qu'offre à cet égard la R.T.B.

Je voudrais maintenant procéder à une rapide analyse du budget par secteur d'activités, en me fondant sur la nouvelle classification fonctionnelle; je n'aborderai bien entendu pas systématiquement l'examen de chaque fonction afin de ne pas donner un développement excessif à ce qui doit rester un exposé introductif.

Dans le secteur de l'enseignement artistique, l'enseignement de la musique absorbe les 3/4 des crédits, le solde étant presque exclusivement consacré à l'enseignement des arts plastiques.

J'ai expliqué précédemment la raison de la diminution de crédits d'une année à l'autre, je n'y reviendrai donc pas.

Au moment où j'ai pris en charge le département, un retard très important existait dans la liquidation des traitements et surtout des subventions-traitements.

Elles étaient payées aux pouvoirs organisateurs tant officiels que libres avec au moins quinze mois de retard, sur base de barèmes souvent dépassés par les revalorisations les plus récentes.

Cette situation préoccupante est en voie très nette d'amélioration : en mai 1974, l'apurement des dettes antérieures au 31 décembre 1973 sera quasiment réalisé.

La restructuration de ce domaine très complexe qu'est l'enseignement artistique est en cours.

Les consultations nécessaires ont lieu en ce moment afin de mettre nos conservatoires royaux, nos académies et nos écoles de musique au niveau élevé qui correspond à leur valeur au sein de l'enseignement en général.

Dans un souci de rationalisation et surtout d'allègement des finances de l'Etat, j'associe les établissements d'enseignement artistique de mon département à la rénovation de l'enseignement secondaire.

Notre enseignement musical subventionné communal continue son remarquable mouvement d'expansion. De nouvelles sections ont été créées dans quatorze communes. Quatre nouveaux établissements furent agréés et quatre écoles de deuxième catégorie furent promues en première catégorie.

Enfin, j'ai obtenu la promulgation des arrêtés royaux par lesquels sept nouveaux cours sont subventionnés.

La croissance que j'ai déjà soulignée du secteur de la Jeunesse et des Loisirs répond à la déclaration gouvernementale qui prévoyait un effort particulier pour le budget de l'ensemble des actions d'éducation permanente.

L'effort porte sur les différents domaines couverts par ce secteur.

En ce qui concerne l'action en faveur de la jeunesse, les dépenses de transfert qui n'avaient pratiquement pas augmenté de 1972 à 1973 subissent une hausse appréciable. D'autre part, les ressources mises à la disposition du Conseil de la jeunesse d'expression française, en accroissement de 50 p.c., épousent l'évolution croissante des activités de cet organisme, instauré interlocuteur obligé de la politique de la jeunesse par la déclaration gouvernementale.

Dans le secteur de l'animation et de la diffusion culturelles, les crédits affectés aux subventions de fonctionnement aux organisations nationales et régionales d'éducation permanente connaîtront un accroissement de 30 p.c., ce qui doit permettre en vertu de l'arrêté royal du 16 juillet 1971, un taux d'intervention dans les dépenses admissibles de ± 45 p.c. pour les organismes nationaux et de plus ou moins 22,5 p.c. pour les organismes régionaux.

Pour les œuvres locales d'éducation populaire toujours régies par l'arrêté royal de 1921 pris par le ministre Destrée, l'augmentation sera de 60 p.c.; il faut savoir que depuis trois ans, ce montant n'avait plus augmenté et cela en dépit du nombre toujours plus élevé de nouvelles agréations.

Planification et harmonisation caractériseront la politique suivie en matière de Maisons de la Culture et de Foyers culturels. Le département majorera son apport en hommes et en services pour la mise en place de ces institutions, appelées à être le moteur privilégié du développement communautaire.

Signalons ici que l'augmentation du crédit à l'article 33.47 doit permettre dès septembre prochain un départ de mise en application du décret sur les théâtres de l'enfance et de la jeunesse, comme il en a été convenu.

Agents indispensables du développement de l'éducation permanente, les animateurs bénéficieront d'une action de formation attendue depuis de nombreuses années. Le centre de formation à l'animation socio-culturelle (C.E.F.A.C.) verra le jour dans un avenir immédiat et ses premières cellules de fonctionnement seront créées dès les prochaines semaines. Cette initiative constitue une étape obligée vers l'élaboration du statut de l'animateur, prévu par l'accord du gouvernement.

Afin de rendre le Centre de formation de la Marlagne à Wépion opérationnel dès fin 1974, les crédits de premier équipement de ce Centre sont portés de 50 000 francs en 1973 à 2 500 000 francs cette année.

Enfin, dans le secteur de la lecture publique où le projet de décret revisant la loi Destrée de 1921 vient d'être déposé sur le bureau du Conseil culturel, les bibliothèques publiques surtout celles du degré moyen seront assurées d'un meilleur fonctionnement, grâce notamment à la revalorisation du statut des bibliothécaires dont les indemnités seront sérieusement augmentées et atteindront environ le même niveau que celles accordées du côté néerlandophone, répondant ainsi à une revendication pressante de bibliothécaires francophones.

La forte augmentation du crédit destiné au développement du prêt des moyens audio-visuels doit permettre entre autre la prise en charge, dans les limites fixées par l'arrêté royal du 7 avril 1971 (50 p.c.), des frais de fonctionnement d'un troisième discobus récemment mis en service par la médiathèque de Belgique.

J'ai déjà parlé du secteur de l'éducation physique et des sports. Je me réjouis du développement qu'il pourra connaître grâce à ses nouvelles ressources, légalement garanties.

Des transferts importants sont intervenus dans le budget ordinaire et le Fonds national des Sports : celui-ci n'est plus alimenté par le budget ordinaire. Par contre, la rémunération du personnel des centres sportifs, qui y figurait précédemment, sera supportée à partir de cette année à charge du budget ordinaire.

Les plaines et installations de jeux font l'objet de toute mon attention dans la limite des crédits qui me sont fixés mais je dois constater avec réalisme l'immense besoin dans ce domaine.

Par contre, les projets de décrets que je compte déposer incessamment compte tenu de l'accord du Conseil des ministres de vendredi dernier devront, dans mon esprit, répondre aux besoins des Fédérations régionales ainsi qu'aux Associations de jeunesse et Mouvements d'adultes notamment pour la formation de cadres.

Dans le cadre du Fonds national des Sports, une augmentation se marque également au niveau des subsides de propagande de camps privés et de matériel sportif pour faire face aux nombreuses demandes dont l'administration fait l'objet.

La politique de déconcentration des services de l'administration de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air et de l'infra-

structure culturelle et sportive a déjà été largement entamée et des bureaux fonctionnent à Bruxelles, à Liège, à Marcinelle, à Jambes et à Arlon; ces bureaux comprennent une cellule administrative et ont sans aucun doute, dès à présent, un rayonnement.

Ils impliquent cependant un effort financier auquel il importe de répondre au mieux.

Dans le cadre des mesures concrètes concernant la décentralisation et la déconcentration des services, je prévois la création de Conseils consultatifs provinciaux et l'agréation de Conseils consultatifs régionaux et locaux pour permettre la plus large participation des milieux intéressés.

Il est bien entendu que les directions provinciales de l'administration seront très intimement liées à la vie de ces Conseils consultatifs.

Outre l'existence des centres sportifs d'Etat dont l'occupation permanente ne laisse aucun doute, il me paraît opportun de prendre les initiatives nécessaires pour intéresser toutes les couches de la population aux activités sportives, notamment par une organisation plus intensive du sport pour tous.

Cette activité prend de l'importance tant au niveau des prestations de l'administration centrale que des activités dans les régions dont la programmation a connu un réel succès qui permet d'augurer une large amélioration.

En 1974, l'opération « Marche » sera complétée par des opérations « ski de randonnées » et « cyclisme ».

Sont également à l'étude des actions concernant l'apprentissage de la natation ainsi que la pratique par chacun d'exercices gymniques.

Mon attention se porte également sur le plan scolaire par l'organisation de championnats dans une douzaine de spécialités sportives différentes, championnats ouverts à tous les enseignements.

Dans le cadre re la politique culturelle globale que je désire mener, il est un point qui retient tout particulièrement mon attention : ce sont les activités sportives pour handicapés.

Trop peu de réalisations se sont concrétisées dans ce domaine et je désire intensifier au maximum les actions que mon département compte déjà à son actif, notamment dans les centres d'Etat.

Aucune restriction budgétaire ne peut atteindre ce poste. Bien plus, des textes légaux permettront un épanouissement général des œuvres s'occupant des activités sportives et culturelles pour handicapés. il faut compléter ainsi la loi organisant la loi sur l'enseignement spécial votée en 1970 à l'initiative du ministre Abel Dubois.

Il serait en effet inadmissible, dans un pays où l'égalité entre tous les citoyens est une des valeurs morales fondamentales, de ne pas veiller à assurer concrètement cette égalité.

Je tiens également à souligner mon souci d'améliorer les efforts consentis pour les jeunes travailleurs et les apprentis tout en gardant le contact le plus étroit avec les organismes dont ils dépendent.

J'aborderai maintenant, si vous le voulez bien, l'important secteur des Arts et des Lettres.

Dans le domaine des musées, je voudrais signaler l'ouverture de nouvelles salles d'expositions au Musée de Mariemont récemment reconstruit. La grande exposition européenne des arts et des traditions populaires se prépare.

Dans ce cadre, des travaux importants seront effectués au Musée du Carnaval et du Masque de Binche.

Les Lettres retiennent également toute mon attention. Un crédit a notamment été prévu afin d'assurer l'édition d'une anthologie des meilleurs textes wallons.

Le prix biennal de la littérature wallonne a été augmenté.

Les secteur des Arts dramatiques constitue assurément l'un des aspects essentiels des Arts et des Lettres.

Vous savez que l'octroi de subventions s'effectue selon des conditions très différentes d'une institution à l'autre.

Pour ce qui est de l'importance du crédit, il connaît de 1973 à 1974 une croissance à peu près égale à celle de l'ensemble du budget.

La concertation avec le Conseil national de l'Art dramatique et toutes les instances intéressées au problème du développement de la fonction dramatique dans notre culture qui doit nous conduire à la réforme de ce secteur est désormais engagée.

Il entre dans mes intentions de déposer, dans un délai rapproché, sur le bureau du Conseil culturel, un projet de décret organisant les subventions aux théâtres.

Analysons, si vous le voulez bien, les différentes « catégories » d'organismes actuellement subsidiés.

Le Théâtre national de Belgique, établissement d'utilité publique, se verra doter d'un statut qui fixera, de manière plus précise, les missions qui sont les siennes : production de spectacles de qualité toujours meilleure, travail

de décentralisation plus approfondi et surtout travail pilote au niveau de l'animation par un certain nombre de moyens dont les « Semaines de fêtes » auxquelles nous voulons voir accorder désormais un suivi.

Le statut des théâtres agréés va faire l'objet de discussions approfondies ces prochaines semaines. Après plus de quinze ans d'application, l'arrêté royal de base, si souvent adapté et auquel je viens d'apporter une modification transitoire pour la saison en cours, vous vous en souviendrez, par l'arrêté royal du 16 novembre 1973, doit être revu, bon nombre d'entre vous l'ont souvent fait remarquer.

L'année 1974 sera décisive à cet égard.

En ce qui concerne les théâtres subventionnés, c'est-à-dire ceux qui ne réunissent pas l'ensemble des conditions pour l'agréation, un fait important doit être signalé : plus de la moitié des crédits afférents à cette catégorie de théâtres est désormais affectée à des théâtres ayant leur siège en Wallonie.

La rénovation du Centre dramatique de Liège, le développement professionnel de la Compagnie de l'Ancre de Charleroi et la création d'une compagnie dans le Brabant wallon, constituent les lignes de force de cette politique.

En matière d'essais, de recherche et d'expérimentation théâtrale, j'ai eu plusieurs fois l'occasion d'exprimer mon point de vue. Je ne pense pas que cette politique puisse être de manière exclusive liée à un lieu et à une compagnie bien précise.

Dans cet esprit, le Théâtre expérimental de Belgique est destiné, en 1974, à devenir un centre expérimental pour l'ensemble de la communauté francophone. Ses statuts seront revus et sa structure profondément modifiée : ma volonté est de voir se constituer un véritable réseau, de telle sorte que quelque initiative, quelque force créatrice que ce soit puisse s'exprimer d'où qu'elle vienne en Wallonie et à Bruxelles. Je ne voudrais pour preuve, par exemple, que la découverte, dans notre communauté francophone, d'un groupe théâtral à Ambly, dans le Luxembourg qui doit normalement trouver place dans un réseau, une structure d'accueil.

J'attache beaucoup d'importance à ce secteur destiné à assurer le renouveau de notre vie théâtrale et à en entretenir une animation dont le caractère constitue un fait culturel fécond.

La diminution des crédits inscrits au profit d'organismes musicaux et lyriques de Wallonie — qui relèvent bien entendu de la fonction « Musique, Art lyrique et Danse » — n'est qu'apparente.

Les crédits de 1973 comprennent en effet le coût de la programmation sociale d'avril 1972 à décembre 1973.

Leur situation financière me préoccupe néanmoins énormément car leurs déficits sont élevés.

Des négociations sont en cours avec les responsables de l'Opéra, de l'Opérette, du Ballet, de l'Orchestre de Chambre et des villes de Liège, Verviers, Charleroi et Mons, en vue d'établir un plan de restructuration de ces organismes.

Des résultats concrets ont déjà été enregistrés et l'unanimité s'est faite sur la nécessité d'établir une politique d'échange plus régional, une concertation plus grande quant à la décentralisation, la mise en commun de certains services.

La politique culturelle de ces organismes pourrait par exemple être déterminée par un Conseil culturel commun aux quatre associations. Nous pourrions ainsi présenter une programmation conçue à l'échelon de la région et non plus seulement à l'échelon de chaque collectivité locale. Sur le plan de la rationalisation, des contacts sont actuellement en cours entre Liège et Verviers, l'Opéra et l'Opérette pour mettre en place un organisme fédéré, qui assurerait pour l'ensemble de la partie francophone du pays la production de l'opéra et de l'opérette.

Il faut souligner que cette restructuration a été mise en place non seulement dans le souci d'une nécessaire rationalisation, mais aussi en vue d'élever le niveau de qualité.

Je serai en mesure de présenter un plan plus élaboré dans les semaines qui viennent et je ne manquerai pas d'en tenir au courant la commission des Arts du Spectacle du Conseil culturel.

Dans le secteur du patrimoine culturel, l'année 1974 marquera, je l'espère, un tournant.

D'une part elle est l'année de préparation de l'année européenne du Patrimoine architectural qui se déroulera en 1975.

La constitution du Comité national belge, sous la présidence de S.A.R. le Prince Albert, est imminente, et diverses actions — réalisations pilotes, études, restaurations — sont actuellement en cours. Par ailleurs, un groupe de travail met actuellement la dernière main à un projet de décret qui doit fondamentalement modifier la loi de 1931.

J'espère beaucoup de ce nouvel instrument tout en sachant que certains problèmes majeurs, comme le financement des travaux, ne pourront trouver une solution que par une intervention législative.

Tout sera mis en œuvre pour que ce décret puisse être discuté au cours de l'actuelle session parlementaire et que la loi qui doit le compléter et couvrir la région bruxelloise soit élaborée sans retard. Un effort important sera fait afin d'assurer la publication de plusieurs volumes de l'Inventaire du Patrimoine monumental de la Belgique : ceux consacrés à Nivelles, Liège et Mons seront en tout cas publiés.

D'autres ouvrages et brochures le seront également.

Il est en effet important, de réaliser par ces moyens un effort de sensibilisation de l'opinion publique.

Les crédits des Arts plastiques sont en faible expansion.

Il m'a été impossible d'accorder une importance plus grande à ce qui est cependant un secteur d'activités artistiques et de création qui mériterait une place beaucoup plus large au sein du budget des affaires culturelles.

Je recherche un équilibre permanent entre des acquisitions représentatives de toutes les tendances et de toutes les formes d'expression et celles susceptibles de stimuler les initiatives nouvelles, des écoles et des groupes que l'on pourrait appeler d'avant-garde ou expérimentaux, de recherche.

C'est un choix délicat :

J'ai pu me rendre compte en participant personnellement aux travaux de la commission de Sélection des Arts plastiques que, si l'équilibre recherché doit encore être amélioré, les résultats actuels peuvent cependant être considérés comme satisfaisants.

En passant de 30 à 34 millions, le principal crédit destiné aux activités cinématographiques, c'est-à-dire à la promotion du film belge et à sa diffusion, connaît un accroissement proportionnel à celui du budget global de mon département.

Vous savez que dans ce secteur, au sujet duquel la commission des Arts du Spectacle du Conseil culturel a bien voulu me demander, de même qu'à mon collègue des Affaires économiques, un premier rapport, un important travail est également en cours, qui doit nous conduire à une harmonisation meilleure, beaucoup plus efficace et fonctionnelle entre les aides de mon département et celles qui sont octroyées à notre cinématographie par le ministère des Affaires économiques.

J'ai eu l'occasion de souligner que le film était à la fois un objet culturel de grande valeur et une marchandise et qu'à ce titre, le double subventionnement se justifiait : celui qu'on appelle sélectif et qui précède la production, aide à la production par mon département, et les primes octroyées sur base d'un certain pourcentage de la recette par le département des Affaires économiques.

Il nous faut organiser beaucoup mieux cette complémentarité. Votre Conseil aura à en connaître au cours de la présente session.

Je n'aborderai que très brièvement le secteur des relations culturelles internationales. Les crédits de cette section passent de 57 244 000 à 63 200 000 francs. Leur importance ne justifie certes pas un long commentaire.

Je voudrais cependant signaler à votre attention, parmi les modifications intervenues, la création d'un article nouveau de subvention en faveur d'Europalia, l'augmentation du crédit destiné à l'octroi de bourses d'études ainsi que l'accroissement assez net de nos moyens en faveur de la diffusion artistique.

La dépense la plus importante parmi celles consacrées aux relations culturelles internationales est notre cotisation à l'Agence de coopération culturelle et technique qui, vous vous en souvenez certainement, a tenu sa dernière assemblée générale dans notre pays.

La subvention de l'Etat à la R.T.B. a été fixée à 1 088 000 000 de francs, ce qui correspond à une progression d'environ 11 p.c. par rapport à 1973.

L'Institut lui-même a présenté un budget en équilibre s'élevant à 1 143 618 000 francs qui comprend, outre la subvention de l'Etat, des recettes propres et des recettes pour ordre. Les dépenses qui y sont prévues se ventilent en trois parties :

Les frais communs qui s'élèvent à 211 934 000 francs, les crédits destinés à la Radio sonore, d'un montant de 262 119 000 francs et les crédits prévus pour la Télévision qui atteignent 669 565 000 francs.

L'élaboration de ce budget a été réalisée à partir, en premier lieu, de la reconduction du budget de l'exercice 1973, pour laquelle il a été tenu compte en ce qui concerne les dépenses de personnel, des règles du statut pécuniaire et de la législation en vigueur et pour les dépenses de fonctionnement, des conséquences de l'érosion monétaire.

La R.T.B. avait d'autre part prévu un certain nombre d'initiatives nouvelles.

Elles n'ont malheureusement pu être comptées qu'en partie, à concurrence de 16 millions.

Ces initiatives nouvelles concernaient notamment la production de nouvelles émissions de télévision à Liège et à Charleroi.

Devant l'impossibilité de les satisfaire, l'Institut a dû dès lors rechercher dans les ressources globalement affectées à la Télévision, les moyens financiers strictement indispensables en 1974 pour la mise en route des projets concernant les services que je viens de citer.

Toute initiative nouvelle a dès lors été refusée aux autres services sauf la « colorisation » du journal télévisé et les reportages des championnats de football.

Le budget extraordinaire mérite notre particulière attention.

Comme annoncé dans la déclaration gouvernementale, l'ensemble des crédits d'infrastructure culturelle et sportive ont été regroupés au budget de la Culture.

Le principe ne souffre que deux exceptions, les crédits destinés à la restauration des monuments religieux et certains travaux d'Etat resteront, dans l'immédiat, en tout cas, à charge du ministère des Travaux publics.

Cette importante rationalisation de l'action gouvernementale a bien entendu entraîné une véritable explosion du budget extraordinaire, qui passe de 141 à 615 millions.

Il convient de noter que des subsides directs remplaceront désormais en matière d'Infrastructure sportive l'octroi aux provinces et aux communes d'autorisation d'emprunts auprès du Crédit communal.

L'ensemble des crédits pour les travaux subsidiés — autres que ceux destinés aux restaurations — ont été regroupés en un seul article, très considérable, puisqu'il atteint 355 millions.

L'ensemble de cette rationalisation doit permettre une meilleure coordination des interventions et des initiatives dans ce domaine où notre communauté est insuffisamment équipée.

Le regroupement au sein du ministère de l'Education nationale et de la Culture française des questions relatives à l'infrastructure sportive et culturelle engendre une véritable rationalisation du traitement de ses problèmes mais permet aussi une étude globale des besoins en la matière pour toute la partie francophone du pays.

Cette politique de régionalisation s'accentue par la collaboration étroite existant entre l'A.D.E.P.S. et les intercommunales et autres instances responsables de l'établissement des plans d'équipement.

Il me paraît utile de signaler que des plans ont déjà été réalisés avec l'I.D.E.A., l'A.D.E.C. et la S.I.D.E.H.O. pour le Hainaut, de même qu'avec une intercommunale de la région de Verviers pour la province de Liège.

Mais il faudra également faire face à des études de même ordre en cours avec l'I.D.E.L.U.X., Inter-sud, le bureau économique de la province de Namur et l'I.B.W.

Signalons également que des centres sportifs d'Etat seront gérés sous forme d'A.S.B.L. regroupant des représentants de l'Etat, des provinces et des communes concernées tout comme d'autres centres construits dans le cadre des universités.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les considérations que je tenais à exprimer devant vous en introduction à ce débat.

Je ne doute pas que la discussion qui va suivre permettra une analyse plus approfondie de nombreux aspects de l'activité de mon département que je n'ai fait que rapidement évoquer.

*
**

TABLE DES MATIERES

Page

PREMIERE PARTIE. — *Discussion générale préliminaire devant la commission de la Politique générale* 4

A. *Examen du secteur de la Culture française* 4

1. Considérations générales sur le budget et classification fonctionnelle des dépenses 7
2. Exposé introductif du ministre de la Culture française 7
3. Discussion générale 11

B. *Répartition des différents secteurs et articles budgétaires entre les commissions*

DEUXIEME PARTIE. — *Travaux des commissions spécialisées* 12

I. *Secteur de la Culture française* 12

1. Travaux de la commission de l'Enseignement 12
2. Travaux de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente . 12
3. Travaux de la commission des Sports 14
4. Travaux de la commission des Beaux-Arts 17
5. Travaux de la commission de la Coopération internationale 19
6. Travaux de la commission de la R.T.B. 19

II. *Secteur des Classes moyennes* 22

— Travaux de la commission de l'Enseignement et de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente 22

III. *Secteur des Communications* 24

— Travaux de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente . . 24

IV. *Secteur de la Santé publique et de la Famille* 27

— Travaux de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente . . 27

V. *Secteur de l'Agriculture* 28

— Travaux de la commission de l'Enseignement et de la commission de la Jeunesse et de l'Education permanente 28

VI. *Secteur des Travaux publics* 29

— Travaux de la commission de la Politique générale 29

VII. *Secteur des Dotations* 29

— Travaux de la commission de la Politique générale 29

TROISIEME PARTIE. — *Reprise de la discussion générale en commission de la Politique générale et votes* 29

I. *Reprise de la discussion du secteur de la Culture française* 29

II. *Votes relatifs aux secteurs budgétaires au budget des Affaires culturelles pour 1974* 33

III. *Vote sur l'ensemble du budget des Affaires culturelles pour 1974* 33

Page

ANNEXES 34

Annexe 1 — Budget de la Culture française de 1974. Classification fonctionnelle des dépenses 34

Annexe 2 — Liste des foyers culturels 55

Annexe 3 — Liste des maisons des jeunes et centre rural 56

Annexe 4 — Ventilation des articles 33.07 et 33.09 60

Annexe 5 — Fonds national des Sports (secteur francophone) 65

Annexe 6 — R.T.B. — Ventilation du projet de budget pour l'exercice 1974 . . 67

Annexe 7 — Amendement présenté par le gouvernement et adopté par la commission (Doc. Conseil 4-I (1973-1974), n° 2) 70

Annexe 8 — Amendements présentés par le gouvernement et adoptés par la commission (Doc. Conseil 4-VII (S.E. 1974), n° 2) 71

Annexe 9 — Conseil du Théâtre de l'enfance et de la jeunesse. Nominations . . 72

Annexe 10 — Centre de rayonnement de la Culture française : exercice 1973 . . 73

Annexe 11 — Membres du Conseil d'administration de l'A.S.B.L. « Centre de rayonnement de la Culture française » 74

Annexe 12 — Ventilation pour l'année 1973, des crédits affectés à l'article 33.10 Section IV — Lettres wallonnes : subventions 75

Annexe 13 — Commission française de la Culture de l'agglomération de Bruxelles — Budget pour l'exercice 1974 76

Annexe 14 — Commission française de la Culture de l'agglomération de Bruxelles — Compte pour l'exercice 1973 80

Annexe 15 — Exposé de M. Pierre Falize, ministre de la Culture française, en commission du Conseil culturel (15 janvier 1974) 87